

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27066]

**6 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, l'article 2, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 21 décembre 1998 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 relatif au règlement de contrôle et de certification de la production des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale du 10 novembre 2011, approuvée le 25 janvier 2012;

Vu l'avis 50.994/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définition et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la Directive 2002/57/CE du Conseil du 13 juin 2002, concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres, modifiée par les Directives 2002/68/CE du Conseil du 19 juillet 2002, 2003/45/CE de la Commission du 28 mai 2003, 2003/61/CE du Conseil du 18 juin 2003, 2004/117/CE du Conseil du 22 décembre 2004 et 2009/74/CE de la Commission du 26 juin 2009.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert en vue d'une exploitation commerciale, de semences à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non.

Ne relèvent pas de la commercialisation, les échanges de semences qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, telles que les opérations suivantes :

a) la fourniture de semences à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection;

b) la fourniture de semences à des prestataires de services, en vue de la préparation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de services n'acquière pas un titre sur la semence ainsi fournie.

La fourniture de semences, sous certaines conditions, à des prestataires de services, en vue de la production de certaines matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation de semences à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur la semence ainsi fournie, ni sur le produit de la récolte. Le fournisseur de semences fournira au Service une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec le prestataire de services et ce contrat devra comporter les normes et conditions actuellement remplies par la semence fournie.

Les modalités d'application des présentes dispositions sont fixées par le Ministre conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne;

2<sup>o</sup> plantes oléagineuses et à fibres : les plantes des genres et espèces suivants :

a) *Arachis hypogaea* L., arachide;

b) *Brassica juncea* (L.) Czern, moutarde brune;

c) *Brassica napus* L. (*partim*), colza;

d) *Brassica nigra* (L.) W.D.J. Koch, moutarde noire;

e) *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs, navette;

f) *Cannabis sativa* L., chanvre;

g) *Carthamus tinctorius* L., carthame;

h) *Carum carvi* L., cumin;

i) *Glycine max* (L.) Merr., soja;

j) *Gossypium* spp., coton;

k) *Helianthus annuus* L., tournesol;

l) *Linum usitatissimum* L., lin textile, lin oléagineux;

m) *Papaver somniferum* L., oeillette;

n) *Sinapis alba* L., moutarde blanche.

3<sup>o</sup> semences de prébase : les semences de sélection de générations antérieures aux semences de base, qui ont été produites sous la responsabilité de l'obteneur selon les règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, qui ont été contrôlées et approuvées officiellement par un service compétent pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification de semences de base;

4° semences de base (variétés autres qu'hybrides) : les semences :

a) qui ont été produites sous la responsabilité de l'obtenteur selon les règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour la production de semences, soit de la catégorie "semences certifiées", soit des catégories "semences certifiées de la première reproduction" ou "semences certifiées de la deuxième reproduction" ou le cas échéant, "semences certifiées de la troisième reproduction";

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 6, aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 du présent arrêté pour les semences de base, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions figurant aux points a), b) et c) ont été respectées.

Pour les semences de lin, la production de semences de base peut se faire en un ou deux cycles de multiplication. Dans ce cas, la catégorie semences de base est subdivisée en semences de base E2 pour la première génération provenant de semences de prébase, et semences de base E3 pour la deuxième génération après les semences de prébase;

5° semences de base (hybrides) :

1. Semences de base de lignées inbred : les semences :

a) qui, sous réserve des conditions de l'article 6, répondent aux conditions fixées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les semences de base, et

b) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées au point a) ont été respectées.

2. Semences de base d'hybrides simples : les semences :

a) destinées à la production d'hybrides trois voies ou d'hybrides doubles,

b) qui, sous réserve des conditions de l'article 6, répondent aux conditions fixées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les semences de base, et

c) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a) et b) ont été respectées;

6° semences certifiées (navette, moutarde brune, colza, moutarde noire, chanvre dioïque, carthame, cumin, tournesol, oeillette, moutarde blanche) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obtenteur, de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de plantes oléagineuses et à fibres;

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 6, § 2, aux conditions fixées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les semences certifiées, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

7° semences certifiées de la première reproduction (arachide, chanvre monoïque, lin textile, lin oléagineux, soja, coton) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obtenteur, de semences de prébase;

b) qui sont prévues soit pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées de la deuxième reproduction », ou le cas échéant, de la catégorie « semences certifiées de la troisième reproduction », soit pour une production autre que celle de semences de plantes oléagineuses et à fibres;

c) qui répondent aux conditions fixées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les semences certifiées et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

8° semences certifiées de la deuxième reproduction (arachide, lin textile, lin oléagineux, soja, coton) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base, de semences certifiées de la première reproduction ou, à la demande de l'obtenteur, de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de plantes oléagineuses et à fibres, ou, le cas échéant, pour la production de la catégorie « semences certifiées de la troisième reproduction »;

c) qui répondent aux conditions fixées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les semences certifiées, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

9° semences certifiées de la deuxième reproduction (chanvre monoïque) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences certifiées de la première reproduction et qui ont été établies et officiellement contrôlées spécialement en vue de la production de semences certifiées de la deuxième reproduction;

b) qui sont prévues pour la production de chanvre destiné à être récolté au stade de la floraison;

c) qui répondent aux conditions fixées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les semences certifiées, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

10° semences certifiées de la troisième reproduction (lin textile, lin oléagineux) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base, de semences certifiées de la première ou de la deuxième reproduction ou, à la demande de l'obteneur, de semences de prébase;

b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de plantes oléagineuses et à fibres;

c) qui répondent aux conditions fixées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les semences certifiées, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées.

11° semences commerciales : les semences :

a) qui possèdent l'identité de l'espèce;

b) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 6, § 2, aux conditions fixées à l'annexe 2 pour les semences commerciales, et

c) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a) et b) ont été respectées;

12° association variétale : toute association, notifiée à l'organisme de certification, de semences certifiées d'un hybride dépendant d'un pollinisateur spécifié, officiellement admis conformément à la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, avec des semences certifiées d'un ou de plusieurs pollinisateurs spécifiés, également admis, et combinée mécaniquement dans des proportions fixées conjointement par les personnes responsables de la sélection conservatrice de ces composants;

13° hybride dépendant d'un pollinisateur : le composant mâle stérile de l'« association variétale » (composant femelle);

14° pollinisateur(s) : le composant pollinisant de l'« association variétale » (composant mâle);

15° pays tiers : pays non membre de l'Union européenne;

16° catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles établi par la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

17° catalogue national : le catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles établi par l'arrêté royal 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

18° ISTA (International Seed Testing Association) : organisme international qui détermine des méthodes d'échantillonnage et d'analyse des semences;

19° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

20° Service : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (D.G.A.R.N.E.) du Service public de Wallonie, qui est l'autorité responsable pour la certification.

§ 2. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut apporter des modifications à la liste des espèces figurant au § 1<sup>er</sup>, 2°.

§ 3. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut spécifier et déterminer quels types de variétés, y compris les composants, sont pris en considération pour le contrôle aux conditions du présent arrêté.

§ 4. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut apporter des modifications au § 1<sup>er</sup>, sous 4° et 5°, dans le but d'inclure dans le champ d'application de cet arrêté les hybrides de plantes oléagineuses et à fibres autres que le tournesol.

**Art. 3.** Le présent arrêté concerne la production en vue de la commercialisation ainsi que la commercialisation à l'intérieur de l'Union européenne de semences de plantes oléagineuses et de plantes à fibres destinées à la production agricole à l'exclusion des usages ornementaux. Il ne s'applique pas aux semences de plantes oléagineuses et à fibres dont il est prouvé qu'elles sont destinées à l'exportation vers des pays tiers si elles sont identifiées comme telles et pour autant que la destination puisse être prouvée.

Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et, notamment, des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

## CHAPITRE II. — La certification et la commercialisation

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les semences des espèces suivantes ne peuvent être commercialisées que si elles ont été officiellement certifiées « semences de prébase », « semences de base » ou « semences certifiées » :

1° *Brassica L.* (partim), colza;

2° *Brassica rapa L.* var. *silvestris* (Lam.) Briggs, navette;

3° *Cannabis sativa L.*, chanvre;

4° *Carthamus tinctorius L.*, carthame;

5° *Carum carvi L.*, cumin;

6° *Gossypium spp.*, coton;

7° *Helianthus annuus L.*, tournesol;

8° *Linum usitatissimum L.* (partim), lin textile.

§ 2. Les semences d'espèces de plantes oléagineuses et à fibres autres que celles énumérées au § 1<sup>er</sup> ne peuvent être commercialisées que s'il s'agit soit de semences qui ont été officiellement certifiées « semences de prébase », « semences de base » ou « semences certifiées », soit de semences commerciales.

§ 3. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut prescrire que des semences des espèces de plantes oléagineuses ou à fibres autres que celles énumérées au § 1<sup>er</sup> ne peuvent être commercialisées à partir de dates déterminées que si elles ont été officiellement certifiées « semences de prébase », « semences de base » ou « semences certifiées ».

§ 4. Les semences des plantes oléagineuses et à fibres ne peuvent être commercialisées que si elles appartiennent à une variété inscrite au catalogue commun ou au catalogue national.

§ 5. La commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres sous forme d'association variétale est autorisée. L'enrobage des hybrides dépendant d'un pollinisateur spécifié doit être d'une autre couleur que celle du pollinisateur.

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 4, la commercialisation des semences brutes en vue de leur préparation et de leur conditionnement est autorisée, pour autant que leur identité soit garantie officiellement.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 4, les semences de prébase et les semences de base ne répondant pas aux conditions prévues à l'annexe 2 en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées à condition que le fournisseur garantisse une faculté germinative déterminée qu'il indique, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant ses nom et adresse et le numéro de référence du lot.

§ 2. Dans l'intérêt d'un approvisionnement rapide en semences et par dérogation à l'article 4, les semences des catégories « semences de base », « semences certifiées » de toute nature ou « semences commerciales » pour lesquelles ne serait pas terminé l'examen officiel destiné à contrôler le respect des conditions fixées à l'annexe 2 en ce qui concerne la faculté germinative peuvent être certifiées officiellement ou admises officiellement, et commercialisées jusqu'au premier destinataire commercial. La certification ou l'admission n'est accordée que sur présentation d'un rapport d'analyse provisoire des semences et à condition que soient indiqués les nom et adresse du premier destinataire. Le fournisseur doit garantir la faculté germinative constatée lors de l'analyse provisoire. L'indication de cette faculté germinative doit figurer, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant les nom et adresse du fournisseur et le numéro de référence du lot. Le fournisseur s'engage à reprendre le lot au cas où les résultats de l'examen officiel sont défavorables.

§ 3. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux semences importées des pays tiers, sauf les cas prévus à l'article 16 concernant la multiplication hors Union européenne.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 4, le Service peut autoriser les producteurs établis sur le territoire wallon à commercialiser de petites quantités de semences, à des fins scientifiques ou pour des travaux de sélection.

§ 2. Par dérogation à l'article 4, le Service peut autoriser les producteurs établis sur le territoire wallon à commercialiser des quantités appropriées de semences destinées à d'autres fins, essai ou expérimentation, dans la mesure où elles appartiennent à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription au catalogue national a été déposée. Les conditions s'appliquant à cette autorisation sont détaillées à l'annexe 6. Elles sont conformes aux dispositions de la Décision 2004/842/CE de la Commission du 1<sup>er</sup> décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription au catalogue national a été déposée.

§ 3. Dans le cas de matériel génétiquement modifié, les semences mentionnées aux § 1<sup>er</sup> et 2 ne peuvent être commercialisées que conformément à l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant.

**Art. 8.** Le Ministre peut, en ce qui concerne la production indigène, fixer, pour la certification des semences de prébase, des semences de base et des semences certifiées, ainsi que pour l'admission des semences commerciales, des conditions supplémentaires ou plus rigoureuses que celles prévues aux annexes 1<sup>re</sup> et 2.

**Art. 9.** La description éventuellement requise pour la certification, des composants généalogiques est, à la demande de l'obteneur, tenue confidentielle.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les semences de prébase, les semences de base, les semences certifiées et les semences commerciales ne peuvent être commercialisées qu'en lots suffisamment homogènes et dans des emballages fermés, munis d'un système de fermeture et d'un étiquetage conformes aux dispositions des articles 11 et 12, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le Service peut prévoir, pour la commercialisation de petites quantités au dernier utilisateur, des dérogations aux dispositions du § 1<sup>er</sup> en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture ainsi que l'étiquetage.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les emballages de semences de prébase, de semences de base, de semences certifiées et de semences commerciales sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon à ce qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, ni l'emballage ne montrent des traces de manipulation.

Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette officielle, soit l'apposition d'un scellé officiel. Toutefois ces mesures ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable.

§ 2. Il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Dans ce cas, il est également fait mention, sur l'étiquette prévue à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la date de la dernière fermeture et de qui l'a effectuée.

§ 3. Des dérogations aux dispositions du § 1<sup>er</sup> pour les petits emballages fermés sur le territoire wallon sont reprises à l'annexe 7 sous 7.4.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les emballages de semences de prébase, de semences de base, de semences certifiées et de semences commerciales :

1° sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées à l'annexe 4 et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne. La couleur de l'étiquette est blanche et barrée en diagonale d'un trait violet pour les semences de prébase, blanche pour les semences de base, bleue pour les semences certifiées de la première reproduction à partir de semences de base, rouge pour les semences certifiées des reproductions suivantes à partir de semences de base et brune pour les semences commerciales. Dans le cas de semences certifiées d'association variétale, l'étiquette est bleue, barrée d'une ligne verte en diagonale. Lorsque l'étiquette est pourvue d'un oeillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel. Si, dans le cas prévu à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, les semences de prébase et les semences de base ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe 2 quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette. L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisé. Conformément aux décisions de l'Union européenne, il peut être autorisé d'apposer sur l'emballage, sous contrôle officiel, les indications prescrites de manière indélébile et selon le modèle de l'étiquette;

2° contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette et reproduisant au moins les indications fixées pour l'étiquette à l'annexe 4, partie A, au point a), sous 4, 5 et 6, et pour les semences commerciales au point c), sous 2, 5 et 6. La notice est constituée de telle façon qu'elle ne puisse pas être confondue avec l'étiquette visée au point 1°. La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément aux dispositions du point 1°, une étiquette adhésive ou faite dans un matériau indéchirable est utilisée.

§ 2. Le Ministre peut autoriser, moyennant le respect, le cas échéant, des décisions de l'Union européenne, des dérogations au § 1<sup>er</sup> pour les petits emballages de semences de base, fermés sur le territoire de la Région wallonne.

**Art. 13.** Dans des cas autres que ceux prévus par le présent arrêté et conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut prescrire que les emballages de semences de base, de semences certifiées de toutes catégories ou de semences commerciales portent une étiquette du fournisseur (qui peut être distincte de l'étiquette officielle ou prendre la forme des informations des fournisseurs, imprimées sur l'emballage proprement dit). Les indications à faire figurer sur une telle étiquette sont fixées conformément aux décisions de l'Union européenne.

**Art. 14.** Dans le cas de semences d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de semences ou tout document qui l'accompagne, en vertu des dispositions du présent arrêté, officiel ou non, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée, sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 21 février 2005 précité.

**Art. 15.** Tout traitement chimique des semences de prébase, des semences de base, ou des semences certifiées doit être mentionné soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur, ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les semences de plantes oléagineuses et à fibres :

1° provenant directement de semences de base ou de semences certifiées de la première reproduction, officiellement certifiées soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée conformément à l'article 17, ou provenant directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un Etat membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers et,

2° récoltées dans un autre Etat membre;

sont, sur demande et sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 8 juillet 2001 précité, officiellement certifiées comme semences certifiées si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions fixées à l'annexe 1<sup>re</sup> pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe 2 pour la même catégorie ont été respectées.

Lorsque, dans ces cas, les semences ont été produites directement à partir de semences officiellement certifiées de reproductions antérieures aux semences de base, elles peuvent être certifiées officiellement comme semences de base si les conditions prévues pour cette catégorie ont été respectées.

§ 2. Les semences de plantes oléagineuses et de plantes à fibres, qui ont été récoltées dans l'Union européenne et sont destinées à être certifiées conformément aux dispositions du § 1<sup>er</sup> doivent :

1° être emballées et étiquetées à l'aide d'une étiquette officielle remplissant les conditions fixées à l'annexe 5, points A et B, conformément aux dispositions de l'article 11, § 1<sup>er</sup> et,

2° être accompagnées d'un document officiel remplissant les conditions fixées à l'annexe 5, point C.

Les dispositions du point 1 relatives à l'emballage et à l'étiquetage ne s'applique pas si les autorités responsables de l'inspection sur pied, celles établissant les documents pour ces semences non définitivement certifiées en vue de leur certification et celles responsables de la certification sont les mêmes ou si elles s'accordent sur cette exemption.

§ 3. Les semences de plantes oléagineuses et à fibres récoltées dans un pays tiers sont, sur demande, officiellement certifiées comme semences certifiées si :

1° elles ont été produites directement à partir :

a) de semences de base ou de semences certifiées officiellement de la première multiplication soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée conformément à l'article 17, ou

b) de croisements de semences de base officiellement certifiées dans un Etat membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un pays tiers visé au point a);

2° elles ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues dans une décision d'équivalence prise par le Conseil de l'Union européenne conformément aux dispositions de la Directive 2002/57/CE précitée;

3° il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe 2 pour la même catégorie ont été respectées.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les semences de plantes oléagineuses et à fibres qui sont récoltées dans un pays tiers ne peuvent être commercialisées que si le Conseil de l'Union européenne a constaté au préalable que les semences de plantes oléagineuses et à fibres récoltées dans ce pays offrent les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen, pour assurer leur identité, pour leur marquage et pour leur contrôle, et sont à cet égard équivalentes aux semences récoltées dans l'Union européenne et conformes aux dispositions de la Directive 2002/57/CE précitée.

§ 2. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> sont également applicables aux semences récoltées dans tout nouvel Etat membre, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit se conformer aux dispositions de la Directive 2002/57/CE précitée.



**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Pour surmonter toute difficulté temporaire d'approvisionnement général en semences de base ou en semences certifiées dans l'Union européenne ne pouvant être résolue autrement, le Service peut, moyennant autorisation de la Commission européenne selon la procédure établie par la Directive 2002/57/CE précitée, autoriser la commercialisation de semences d'une catégorie soumise à des exigences moins strictes ou des semences appartenant à des variétés ne figurant ni au catalogue commun ni au catalogue national. Cette autorisation porte sur une période déterminée et concerne les quantités de semences requises pour résoudre les difficultés d'approvisionnement.

§ 2. Pour une catégorie de semences d'une variété déterminée, l'étiquette officielle est celle prévue pour la catégorie correspondante. Pour les semences de variétés ne figurant pas aux catalogues mentionnés ci-dessus, l'étiquette officielle est celle prévue pour les semences commerciales.

L'étiquette indique dans tous les cas que les semences en cause sont d'une catégorie satisfaisant des exigences moins strictes.

**Art. 19.** En conformité avec les décisions de l'Union européenne, le Ministre peut pour des raisons scientifiques, techniques, de simplification administrative ou pour améliorer le système de contrôle, abroger, compléter ou remplacer tout ou une partie des annexes.

### CHAPITRE III. — *Le contrôle*

**Art. 20.** Le Service est chargé de l'exécution, selon les procédures et définitions reprises en annexe 7, du contrôle de la production de semences indigènes. Ce contrôle comprend notamment :

- 1° l'examen de la recevabilité des demandes de contrôle pour les cultures destinées à la production des semences;
- 2° le contrôle des cultures sur pied;
- 3° le contrôle des produits récoltés pendant le transport, la réception, l'entreposage, la préparation et le conditionnement;
- 4° l'examen en laboratoires;
- 5° le contrôle sur l'exécution des fermetures officielles et sur l'addition des étiquettes et certificats officiels, prescrits par les articles 10, 11, 12 et 13;
- 6° le contrôle des inspections sur pieds, des prélèvements d'échantillons et des examens en laboratoires effectués sous contrôle officiel mentionnés à l'article 21.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque les examens sous contrôle officiel visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4°, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5°, 1, *b*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5°, 2, *c*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 6°, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 7°, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 8°, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 9°, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 10°, *d* et § 1<sup>er</sup>, 11°, *c*, sont effectués, les conditions suivantes sont respectées pour les inspections sur pied :

- 1° les inspecteurs :
  - a*) possèdent les qualifications techniques nécessaires, attestées par des examens officiels organisés par le Service ou par d'autres services de contrôle officiels, et obtenues dans le cadre de cours de formation organisés par le Service ou par d'autres services de contrôle officiels.

La formation pour un nouvel inspecteur officiellement agréé est réalisée sur la durée d'une campagne de contrôle sur pied. Elle comporte deux parties : une partie théorique portant sur le contenu de la législation, la gestion administrative des inspections, les normes et techniques d'observation, et une partie pratique comprenant une formation technique au champ de contrôle et le suivi de contrôles sur pied de parcelles de production réalisés par un inspecteur officiel.

L'inspecteur officiellement agréé doit, lorsqu'elles sont organisées, suivre toute journée d'information relative aux contrôles sur pied organisée par le Service. Il doit également participer aux visites des champs de contrôle.

- b*) ne tirent aucun profit personnel en rapport avec la pratique des inspections;
  - c*) sont officiellement agréés par le Service. Cet agrément comporte la signature d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels et de se recycler régulièrement lors des journées d'information organisées par le Service. L'agrément est donné annuellement, pour l'espèce ou les espèces pour la (les)quelle(s) la qualification technique est avérée. Il est valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Sans préjudice de l'application des mesures mentionnées au 5°, l'agrément est reconduit tacitement d'année en année;
  - d*) effectuent les inspections sous contrôle officiel conformément aux règles applicables aux inspections officielles;
  - e*) communique au Service, dans les cinq jours qui suivent le jour du constat, les observations réalisées en culture. Le Service est responsable de l'attribution du classement provisoire basé sur les observations de l'inspecteur officiellement agréé.
- 2° la culture de semences à inspecter est réalisée à partir de semences qui ont subi un contrôle officiel *a posteriori*, dont les résultats ont été satisfaisants;
  - 3° une proportion des cultures de semences fait l'objet d'une inspection par des inspecteurs officiels. Cette proportion est d'au moins 5 %;
  - 4° une partie des échantillons des lots de semences récoltés à partir des cultures de semences est prélevée pour contrôle officiel *a posteriori* et, le cas échéant, pour contrôle officiel en laboratoire de l'identité et de la pureté variétales;
  - 5° lorsque le Service constate des négligences administratives (documents incomplets, imprécis ou rentrés hors des délais prescrits) dans le chef d'un inspecteur officiellement agréé un avertissement écrit lui est adressé. Lorsque trois avertissements écrits lui ont été adressés lors de deux saisons culturales successives sans explications jugées satisfaisantes, le Service lui retire son agrément;
  - 6° lorsque le Service constate un manquement technique, l'inspecteur officiellement agréé reçoit un avertissement écrit précisant le manquement observé et spécifiant la suspension de son agrément.

La suspension de l'agrément est levée lorsque l'inspecteur a suivi un recyclage et a réussi un examen officiel organisé par le Service. La durée de la suspension n'excède pas trois ans, au-delà de cette durée l'agrément est retiré par le Service. Dans ce cas, toute certification des cultures examinées, pour la campagne culturale considérée, est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises;

7° Lorsque le Service est amené à retirer l'agrément d'un inspecteur officiellement agréé, il en informe ce dernier par lettre recommandée en lui communiquant les éléments motivant la décision. Si la décision de retrait d'agrément est contestée par l'inspecteur officiellement agréé, celui-ci peut introduire un recours administratif auprès de l'Inspecteur général du Département du Développement de la D.G.A.R.N.E., dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du courrier par lequel lui a été notifiée la décision faisant l'objet du recours.

Le recours administratif doit mentionner les moyens de défense de l'inspecteur officiellement agréé.

L'Inspecteur général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée.

§ 2. Au cours de la procédure de contrôle des variétés, de l'examen des semences pour la certification et de l'examen des semences commerciales visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, 1, *b*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, 2, *c*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, *d* et § 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, *c*, les échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel. Le prélèvement d'échantillons aux fins des contrôles en application de l'article 22 est effectué officiellement. Les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut, selon les méthodes fixées par le Ministre. Le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont indiqués à l'annexe 3. Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par un lot homogène, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

Lorsque le prélèvement de semences est effectué sous contrôle officiel, les conditions suivantes sont respectées pour les échantillonnages :

1° les échantillonneurs :

*a*) possèdent la qualification technique nécessaire obtenue dans le cadre de cours de formation. Le Service organise des formations qui portent sur la législation, sur la gestion administrative des échantillons, et sur les normes et les techniques d'échantillonnage. L'agrément mentionné au point *c*) n'est délivré par le Service que si ce dernier a pu vérifier par des tests appropriés la bonne acquisition des éléments théoriques et pratiques nécessaires à la réalisation des échantillonnages;

*b*) ne tirent aucun profit personnel de l'échantillonnage;

*c*) sont soit des personnes physiques indépendantes, soit des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités n'impliquent pas la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences ou la commercialisation de semences, soit des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités impliquent la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences, ou la commercialisation de semences. Dans ce cas, un échantillonneur ne peut prélever des échantillons que sur des lots de semences produits au nom de son employeur, sauf dispositions contraires convenues entre son employeur, le demandeur d'une certification et le Service;

*d*) sont officiellement agréés par le Service. Cet agrément comporte la signature d'un engagement écrit à se conformer aux règles régissant les examens officiels et à se recycler régulièrement lors des journées d'information organisées par le Service. L'agrément est donné par espèce et valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. L'agrément est reconduit tacitement d'année en année aussi longtemps que les conditions imposées restent remplies. L'agrément est retiré lorsque les conditions imposées ne sont plus respectées;

2° le travail des échantillonneurs de semences est soumis à un contrôle approprié exercé par le Service. En cas d'échantillonnage automatique, l'appareil d'échantillonnage répond aux prescriptions de l'ISTA et est agréé par le Service. Un échantillonneur officiellement agréé est responsable de son fonctionnement;

3° aux fins du contrôle visé au 2°, une proportion des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle par des échantillonneurs de semences officiels. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins. Ces essais de contrôle ne s'appliquent pas à l'échantillonnage automatique. Le Service compare les résultats d'analyses des échantillons de semences prélevés officiellement avec ceux du même lot de semences prélevé sous contrôle officiel;

4° aux fins du contrôle visé au 2°, le Service réalise des audits des activités d'échantillonnage, selon les modalités qu'il détermine;

5° lorsque le Service constate des manquements dans le chef de l'échantillonneur officiellement agréé, un avertissement écrit lui est adressé.

Sont considérés comme des manquements :

*a*) les non conformités détectées lors de l'audit prévu au 4°;

*b*) les négligences administratives (documents incomplets, imprécis ou rentrés hors des délais prescrits) répétées;

*c*) les résultats hors tolérance résultant des comparaisons des essais de contrôles visés sous 3°.

L'échantillonneur officiellement agréé met en œuvre une action corrective, dans un délai convenu avec le Service. Si l'action corrective n'est pas réalisée dans le délai convenu, l'agrément est suspendu. Sans mise en application de l'action corrective dans les trente jours à compter de la fin de l'expiration du délai convenu, l'agrément est retiré par le Service. Dans ce cas, toute certification des semences échantillonnées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

6° Lorsque le Service est amené à retirer l'agrément d'un échantillonneur officiellement agréé, il en informe ce dernier par lettre recommandée en lui communiquant les éléments motivant la décision. Si la décision de retrait d'agrément est contestée par l'échantillonneur officiellement agréé, celui-ci peut introduire un recours administratif auprès de l'Inspecteur général du Département du Développement de la D.G.A.R.N.E., dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du courrier par lequel lui a été notifié la décision faisant l'objet du recours.

Le recours administratif doit mentionner les moyens de défense de l'échantillonneur officiellement agréé.

L'inspecteur général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée.

7° conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut prendre d'autres mesures applicables à la pratique des échantillonnages de semences sous contrôle officiel.

§ 3. Les examens officiels ou sous contrôle officiel visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, 1, *b*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, 2, *c*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, *d*, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, *d* et § 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, *c*, qui concernent les semences sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut, selon les méthodes fixées par le Ministre.

Lorsque l'examen des semences est effectué sous contrôle officiel, les conditions suivantes sont respectées :

1<sup>o</sup> le laboratoire :

dispose d'un analyste de semences en chef assumant la responsabilité directe des opérations techniques du laboratoire et possédant les qualifications requises pour la gestion technique d'un laboratoire d'examen de semences. Les analystes de semences du laboratoire ont la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés par le Service. Ces formations comportent une partie théorique portant sur le contenu de la législation, la gestion administrative des demandes d'analyse, les normes et techniques d'analyse, ainsi qu'une partie pratique d'analyse de lots. L'agrément mentionné au point *c*) n'est délivré par le Service que si ce dernier a pu vérifier par des examens officiels appropriés la bonne acquisition des éléments théoriques et pratiques nécessaires à la réalisation des analyses. Il est admis que le laboratoire fasse appel à du personnel non officiellement qualifié, pour la réalisation de tout ou partie des analyses entrant dans le champ de la reconnaissance de l'agrément. Dans ce cas, le laboratoire doit pouvoir justifier : d'une formation de ce personnel, d'une validation de compétence interne, d'un suivi continu de la qualité des tâches réalisées et d'un encadrement par du personnel qualifié.

Il doit y avoir la traçabilité totale des activités d'analyses du personnel employé de manière permanente ou temporaire.

Le laboratoire est installé dans des locaux et doté d'un équipement officiellement considérés par le Service comme satisfaisants aux fins de l'examen des semences, dans le champ d'application de l'autorisation;

*b*) est soit un laboratoire indépendant soit un laboratoire appartenant à une entreprise semencière. Si le laboratoire appartient à une entreprise semencière, il ne peut effectuer des essais de semences que sur des lots de semences produits au nom de l'entreprise semencière à laquelle il appartient, sauf dispositions contraires convenues entre l'entreprise semencière à laquelle il appartient, le demandeur de la certification et le Service;

*c*) est officiellement agréé par le Service selon les modalités fixées par celui-ci. Cet agrément comporte la signature par l'analyste en chef d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels. L'analyste en chef du laboratoire s'engage à tenir une comptabilité des échantillons et des résultats d'analyses conformément aux règles internationales en usage, telles les règles publiées par l'ISTA, pendant au moins trois ans et à garder les échantillons à la disposition du Service durant au moins un an, à compter à partir de la date de fin d'analyses.

L'agrément est donné par espèce et est valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Toutefois l'agrément est reconduit tacitement d'année en année aussi longtemps que les conditions imposées restent remplies. L'agrément est révoqué lorsque les conditions imposées ne sont plus remplies;

2<sup>o</sup> les activités d'examen des semences du laboratoire sont soumises à un contrôle approprié du Service;

3<sup>o</sup> aux fins du contrôle visé au 2<sup>o</sup>, une proportion déterminée des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un examen de contrôle sous forme d'un examen officiel des semences. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins;

4<sup>o</sup> aux fins du contrôle visé au 2<sup>o</sup>, le Service réalise des audits des activités du laboratoire, selon les modalités qu'il détermine.

5<sup>o</sup> lorsque le Service constate des manquements dans les activités du laboratoire, un avertissement écrit est adressé à l'analyste en chef.

Sont considérés comme des manquements :

- a*) les non conformités détectées lors de l'audit prévu au 4<sup>o</sup>;
- b*) les négligences administratives (documents incomplets, imprécis ou rentrés hors des délais prescrits) répétées;
- c*) les résultats hors tolérance résultant des comparaisons des examens de contrôle visés sous 3<sup>o</sup>.

Le laboratoire agréé met en œuvre une action corrective, dans un délai convenu avec le Service. Si l'action corrective n'est pas réalisée dans le délai convenu, l'agrément est suspendu. Sans mise en application de l'action corrective dans les trente jours à compter de la fin de l'expiration du délai convenu, l'agrément est retiré par le Service. Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

6<sup>o</sup> Lorsque le Service est amené à retirer l'agrément d'un laboratoire officiellement agréé, il en informe ce dernier par lettre recommandée en lui communiquant les éléments motivant la décision. Si la décision de retrait d'agrément est contestée par le laboratoire officiellement agréé, celui-ci peut introduire un recours administratif auprès de l'Inspecteur général du Département du Développement de la D.G.A.R.N.E., dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du courrier par lequel lui a été notifiée la décision faisant l'objet du recours.

Le recours administratif doit mentionner les moyens de défense du laboratoire officiellement agréé.

L'inspecteur général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Au cours de la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et de plantes à fibres, des contrôles officiels sont effectués par sondage pour vérifier la conformité de ces semences aux conditions du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice de la libre circulation des semences à l'intérieur de l'Union européenne, toute personne commercialisant des semences de plantes oléagineuses et de plantes à fibres importées de pays tiers en quantités supérieures à 2 kg fournit au Service les indications suivantes :

- 1<sup>o</sup> l'espèce;
- 2<sup>o</sup> la variété;
- 3<sup>o</sup> la catégorie;
- 4<sup>o</sup> le pays de production et le service de contrôle officiel;
- 5<sup>o</sup> le pays d'expédition;
- 6<sup>o</sup> l'importateur;



7° les quantité de semences concernées.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Pour tenir compte de l'évolution de la situation dans les domaines suivants, et selon les décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut fixer les conditions particulières :

1° dans lesquelles les semences traitées chimiquement peuvent être commercialisées;

2° dans lesquelles les semences peuvent être commercialisées en ce qui concerne la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes, y compris les mélanges de semences d'espèces qui contiennent aussi des espèces énumérées à l'article 1<sup>er</sup> de la Directive 2002/53/CE précitée qui sont associées à des habitats naturels et semi-naturels spécifiques et sont menacées d'érosion génétique;

3° dans lesquelles les semences adaptées à la culture biologique peuvent être commercialisées.

§ 2. Les conditions visées au § 1<sup>er</sup> comprennent notamment les points suivants :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, point 2°, les semences de ces espèces sont d'une provenance connue et approuvée par le Service,

2° dans le § 1<sup>er</sup>, point 2°, des restrictions quantitatives appropriées.

**Art. 24.** Les factures, contrats, catalogues, offres de vente et autres documents analogues doivent, selon le cas, porter les indications prescrites à l'annexe 4, A, a), 5, 6, 7 et 10, ou d), 2, 6, 7 et 9.

**Art. 25.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de ladite loi.

Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

**Art. 26.** Le délai pendant lequel les agents de l'autorité visée à l'article 6 de la loi du 11 juillet 1969 précitée, peuvent en vertu de l'article 13 de cette loi, par mesure administrative, saisir provisoirement les produits réglementés par le présent arrêté, est fixé à trois mois.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 27.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres, modifié par l'arrêté ministériel du 16 avril 2010 modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales, de plantes fourragères, de plantes oléagineuse et à fibres, de légumes et de chicorée industrielle, est abrogé.

**Art. 28.** L'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 relatif au règlement de contrôle et de certification des semences de plantes oléagineuses et à fibres est abrogé.

**Art. 29.** Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

#### ANNEXE 1<sup>re</sup>

##### CONDITIONS AUXQUELLES DOIT SATISFAIRE LA CULTURE

1. Les précédents culturels du champ de production ne sont pas incompatibles avec la production de semences de l'espèce et de la variété de la culture, et le champ est suffisamment exempt de repousses de plantes des cultures précédentes.

Pour les hybrides de *Brassica napus*, la culture est implantée dans un champ de production où aucune plante de la famille des Brassicaceae (Cruciferae) n'a été cultivée au cours des cinq dernières années.

2. La culture répond aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport aux sources voisines de pollen susceptibles de provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

Culture	Distance minimale
<i>Brassica spp.</i> autres que <i>Brassica napus</i> , <i>Cannabis sativa</i> autre que <i>Cannabis sativa</i> monoïque, <i>Carthamus tinctorius</i> , <i>Carum carvi</i> , <i>Sinapis alba</i> :	
— pour la production de semences de base	400 m
— pour la production de semences certifiées	200 m
<i>Brassica napus</i> :	
— pour la production de semences de base de variétés autres qu'hybrides	200 m
— pour la production de semences de base d'hybrides	500 m
— pour la production de semences certifiées de variétés autres qu'hybrides	100 m
— pour la production de semences certifiées d'hybrides	300 m
<i>Cannabis sativa</i> , <i>Cannabis sativa</i> monoïque:	
— pour la production de semences de base	5 000 m
— pour la production de semences certifiées	1 000 m

<i>Helianthus annuus</i> :	
— pour la production de semences de base d'hybrides	1 500 m
— pour la production de semences de base de variétés autres qu'hybrides	750 m
— pour la production de semences certifiées	500 m
<i>Gossypium hirsutum</i> et/ou <i>Gossypium barbadense</i> :	
— pour la production de semences de base de <i>Gossypium hirsutum</i>	100 m
— pour la production de semences de base de <i>Gossypium barbadense</i>	200 m
— pour la production de semences certifiées de variétés non hybrides et d'hybrides intraspécifiques de <i>Gossypium hirsutum</i> produits sans stérilité mâle cytoplasmique (SMC)	30 m
— pour la production de semences certifiées d'hybrides intraspécifiques de <i>Gossypium hirsutum</i> produits avec SMC	800 m
— pour la production de semences certifiées de variétés non hybrides et d'hybrides intraspécifiques de <i>Gossypium barbadense</i> produits sans SMC	150 m
— pour la production de semences certifiées d'hybrides intraspécifiques de <i>Gossypium barbadense</i> produits avec SMC	800 m
— pour la production de semences de base d'hybrides interspécifiques stables de <i>Gossypium hirsutum</i> et <i>Gossypium barbadense</i>	200 m
— pour la production de semences certifiées d'hybrides interspécifiques stables de <i>Gossypium hirsutum</i> et <i>Gossypium barbadense</i> et d'hybrides produits sans SMC	150 m
— pour la production de semences certifiées d'hybrides de <i>Gossypium hirsutum</i> et <i>Gossypium barbadense</i> produits avec SMC	800 m

Ces distances peuvent ne pas être observées lorsqu'il existe une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère indésirable.

3. La culture possède une identité variétale et une pureté variétale suffisantes ou, dans le cas d'une culture d'une lignée inbred, une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne ses caractères.

Pour la production de semences de variétés hybrides, les dispositions mentionnées ci-dessus s'appliquent également aux caractères des composants, y compris la stérilité mâle ou la restauration de la fertilité.

En particulier, les cultures de *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi*, *Gossypium* spp., *Linum usitatissimum* L. et d'hybrides de *Helianthus annuus* et de *Brassica napus* répondent aux autres normes et conditions suivantes :

A. *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi* et *Gossypium* spp. autres que les hybrides :

Le nombre de plantes de la culture qui sont reconnaissables comme manifestation non conformes à la variété ne dépasse pas :

- une plante par 30 m<sup>2</sup> pour la production de semences de base,
- une plante par 10 m<sup>2</sup> pour la production de semences certifiées.

B. Hybrides d'*Helianthus annuus* :

a) le pourcentage en nombre de plantes qui sont reconnaissables comme manifestation non conformes à la lignée inbred ou au composant ne dépasse pas :

aa) pour la production de semences de base :

i) lignées inbred : 0,2 %

ii) hybrides simples :

— parent mâle, plantes qui ont émis le pollen quand 2 % ou plus des plantes femelles présentent des fleurs réceptives : 0,2 %

— parent femelle : 0,5 %

bb) pour la production de semences certifiées :

— composant mâle, plantes qui ont émis le pollen quand 5 % ou plus des plantes femelles présentent des fleurs réceptives : 0,5 %

— composant femelle : 1,0 %;

b) pour la production de semences de variétés hybrides, les autres normes et conditions suivantes sont respectées :

aa) les plantes du composant mâle émettent suffisamment de pollen pendant la floraison des plantes du composant femelle;

bb) lorsque le composant femelle présente des stigmates réceptifs, le pourcentage en nombre de plantes du composant femelle qui ont émis ou émettent du pollen ne dépasse pas 0,5 %;

cc) pour la production de semences de base, le pourcentage total en nombre de plantes du composant femelle qui sont reconnaissables comme manifestation non conformes au composant et qui ont émis ou émettent du pollen ne dépasse pas 0,5 %;

dd) lorsque la condition fixée à l'annexe 2 partie I<sup>re</sup>, point 3 ne peut pas être satisfaite, la condition suivante doit être remplie : le composant mâle stérile employé pour la production de semences certifiées comprend une ou plusieurs lignées restauratrices spécifiques, de manière qu'au moins un tiers des plantes dérivées des hybrides résultants produisent du pollen apparemment normal sous tous les aspects.

C. Hybrides de *Brassica napus*, produits en employant la stérilité mâle :

a) Le pourcentage en nombre de plantes qui sont reconnaissables comme manifestation non conformes à la lignée inbred ou au composant ne dépasse pas :

aa) pour la production de semences de base :

i) lignées inbred 0,1 %

ii) hybrides simples

— composant mâle 0,1 %

— composant femelle 0,2 %

bb) pour la production de semences certifiées

— composant mâle 0,3 %

— composant femelle 1,0 %

b) La stérilité mâle est d'au moins 99 % pour la production de semences de base et 98 % pour la production de semences certifiées. Le taux de stérilité mâle est estimé par un examen des fleurs permettant de vérifier l'absence d'anthères fertiles.

D. Hybrides de *Gossypium hirsutum* et *Gossypium barbadense* :

a) Dans le cas de cultures destinées à la production de semences de base de lignées parentales de *Gossypium hirsutum* et *Gossypium barbadense*, la pureté variétale minimale des lignées parentales tant femelles que mâles est de 99,8 % quand 5 % au moins des plantes porte-graines présentent des fleurs réceptives au pollen. Le taux de stérilité mâle de la lignée parentale porte-graines est estimé par un examen des fleurs permettant de vérifier la présence d'anthères stériles et ne peut être inférieur à 99,9 %.

b) Dans le cas de cultures destinées à la production de semences certifiées de variétés hybrides de *Gossypium hirsutum* et/ou *Gossypium barbadense*, la pureté variétale minimale des lignées parentales tant femelles que mâles est de 99,5 % quand 5 % ou plus des plantes porte-graines présentent des fleurs réceptives au pollen. Le taux de stérilité mâle de la lignée parentale porte-graines est estimé par un examen des fleurs permettant de vérifier la présence d'anthères stériles et ne peut être inférieur à 99,7 %.

E. *Linum usitatissimum* L.

Le nombre de plantes de la culture qui sont reconnaissables comme manifestation non conformes à la variété ne dépasse pas :

10 par ha pour la production de semences de base,

30 par ha pour la production de semences certifiées de 1<sup>re</sup> reproduction (R1).

50 par ha pour la production de semences certifiées de 2<sup>e</sup> reproduction (R2).

100 par ha pour la production de semences certifiées de 3<sup>e</sup> reproduction (R3).

5. La présence d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des semences est la plus faible possible. Dans le cas de *Glycine max*, cette disposition s'applique en particulier aux organismes *Pseudomonas syringae* pv. *glycinea*, *Diaporthe phaseolorum* var. *caulivora* et var. *sojae*, *Phialophora gregata* et *Phytophthora megasperma* f.sp. *glycinea*.

6. Le respect des autres normes et conditions susmentionnées est vérifié, dans le cas des semences de base, lors d'inspections officielles sur pied et, dans le cas des semences certifiées, soit lors d'inspections officielles sur pied, soit lors d'inspections effectuées sous contrôle officiel. Ces inspections sur pied sont effectuées dans les conditions suivantes :

A. L'état cultural et le stade de développement de la culture permettent un examen approprié.

B. Dans le cas de cultures autres que celles d'hybrides de *Helianthus annuus*, de *Brassica napus*, de *Gossypium hirsutum* et de *Gossypium barbadense*, au moins une inspection sur pied doit avoir lieu. Celle-ci s'effectue à la floraison.

Dans le cas d'hybrides de *Helianthus annuus*, au moins deux inspections sur pied doivent avoir lieu.

Dans le cas d'hybrides de *Brassica napus*, au moins trois inspections sur pied doivent avoir lieu : la première avant la floraison, la deuxième au début de la floraison et la troisième à la fin de la floraison.

Dans le cas d'hybrides de *Gossypium hirsutum* et/ou *Gossypium barbadense*, au moins trois inspections doivent avoir lieu : la première au début de la floraison, la deuxième avant la fin de la floraison et la troisième à la fin de la floraison, après avoir retiré, le cas échéant, les plantes du parent pollinisateur.

C. Pour examiner le respect des conditions de la présente annexe, l'inspecteur effectue un nombre de comptages à des endroits pris au hasard dans la parcelle.

Dans le cas de cultures de *Linum usitatissimum* L., l'inspecteur effectue un minimum de 4 comptages d'une superficie de 10 m<sup>2</sup> chacun. Moyenne  $\times 10 = X/\text{are}$

Dans le cas de cultures autres que *Linum usitatissimum* L., chaque comptage est effectué sur une surface de 100 m<sup>2</sup>. Le nombre de comptages à effectuer est :

— pour une parcelle jusqu'à 3 ha : 3 comptages

— pour une parcelle de plus de 3 ha : 3 comptages, augmentés d'un comptage par fraction d'un ha ou partie d'un ha.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

## ANNEXE 2

## CONDITIONS AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES SEMENCES

## I. SEMENCES DE BASE ET CERTIFIÉES.

1. Les semences possèdent une identité variétale et une pureté variétale suffisantes. En particulier, les semences des espèces mentionnées ci-dessous satisfont aux autres normes et conditions suivantes :

Espèces et catégories	Pureté variétale minimale (%)
1	2
<i>Arachis hypogaea</i> :	
— semences de base	99,7
— semences certifiées	99,5
<i>Brassica napus</i> autre que les hybrides et autre que les variétés à des fins exclusivement fourragères; <i>Brassica rapa</i> autre que les variétés exclusivement fourragères :	
— semences de base	99,9
— semences certifiées	99,7
<i>Brassica napus</i> spp. autre que les hybrides, variétés exclusivement fourragères; <i>Brassica rapa</i> , variétés exclusivement fourragères; <i>Helianthus annuus</i> , autre que les variétés hybrides, y compris leurs composants; <i>Sinapis alba</i> :	
— semences de base	99,7
— semences certifiées	99,0
<i>Glycine max</i> :	
— semences de base	99,5
— semences certifiées	99,0
<i>Linum usitatissimum</i> :	
— semences de base	99,7
— semences certifiées, première reproduction	98,0
— semences certifiées, deuxième et troisième reproductions	97,5
<i>Papaver somniferum</i> :	
— semences de base	99,0
— semences certifiées	98,0

La pureté variétale minimale est contrôlée principalement lors d'inspections sur pied effectuées selon les conditions établies à l'annexe 1<sup>re</sup>.

2. Dans les cas d'hybrides de *Brassica napus* produits en utilisant la stérilité mâle, les semences répondent aux conditions et normes fixées aux points a) à d).

a) Les semences possèdent une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne les caractères variétaux de leurs composants, y compris la stérilité mâle ou la restauration de la fertilité.

b) La pureté variétale minimale des semences doit être la suivante :

- semences de base, composant femelle 99,0 %;
- semences de base, composant mâle 99,9 %;
- semences certifiées 90,0 %.

c) Les semences ne peuvent être certifiées comme « semences certifiées » que sur la base des résultats des contrôles officiels réalisés à posteriori en champ, au cours de la période de végétation des semences pour lesquelles une demande de certification dans la catégorie « semences certifiées » a été introduite, sur des échantillons de semences de base prélevés officiellement. Ces contrôles a posteriori ont pour but de vérifier que les semences de base répondent aux exigences établies en matière d'identité des caractères des composants, y compris la stérilité mâle, ainsi qu'aux normes de pureté variétale minimale applicables aux semences de base, telles qu'elles figurent au point b). Dans le cas de semences de base d'hybrides, la pureté variétale peut être vérifiée à l'aide de méthodes biochimiques appropriées.

d) En ce qui concerne les semences certifiées d'hybrides, le respect des normes relatives à la pureté variétale minimale établies au point b) est surveillé au moyen de contrôles officiels réalisés a posteriori sur une proportion adéquate d'échantillons prélevés de manière officielle. Des méthodes biochimiques appropriées peuvent être utilisées.

3. Lorsque la condition fixée à l'annexe 1<sup>re</sup> sous point 4, B, b), dd), ne peut être respectée, la condition suivante doit être remplie : lorsque, pour la production de semences certifiées d'hybrides de *Helianthus annuus*, un composant femelle mâle-stérile et un composant mâle qui ne restaure pas la fertilité mâle ont été employés, les semences produites par le parent mâle-stérile sont mélangées à des semences produites par le parent porte-graines entièrement fertile. Le rapport entre les semences du parent mâle-stérile et celles du parent mâle-fertile ne dépasse pas deux pour une.

4. Les semences répondent aux autres normes et conditions suivantes en ce qui concerne la faculté germinative, la pureté spécifique et la teneur en semences d'autres espèces de plantes y compris d'*Orobanche* spp.

A. Tableau :

Espèces et catégories	Faculté germinative minimale (% semences pures)	Pureté spécifique		Teneur maximale (en nombre) de semences d'autres espèces de plantes dans un échantillon du poids prévu à l'annexe 3 colonne 4 (total par colonne)	Conditions quant à la teneur en graines d' <i>Orobanche</i>						
		Pureté minimale spécifique (% du poids)	Teneur maximale en semences d'autres espèces de plantes (% du poids)		Autres espèces de plantes (a)	<i>Avena fatua</i> , <i>Avena sterilis</i>	<i>Cuscuta</i> spp.	<i>Raphanus raphanistrum</i>	<i>Rumex</i> spp. autres que <i>Rumex acetosella</i>	<i>Alopecurus myosuroides</i>	<i>Lolium remotum</i>
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<i>Arachis hypogaea</i>	70	99	-	5	0	0 (c)					
<i>Brassica</i> spp. :											
- semences de base	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- semences certifiées	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			
<i>Cannabis sativa</i>	75	98	-	30 (b)	0	0 (c)					(e)
<i>Carthamus tinctorius</i>	75	98	-	5	0	0 (c)					(e)
<i>Carum carvi</i>	70	97	-	25 (b)	0	0 (c) (d)	10		3		
<i>Glycine max</i>	80	98	-	5	0	0 (c)					
<i>Grossypium</i> spp.	80	98	-	15	0	0 (c)					
<i>Helianthus annuus</i>	85	98	-	5	0	0 (c)					
<i>Linum usitatissimum</i> :											
- lin textile	92	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
- lin oléagineux	85	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
<i>Papaver somniferum</i>	80	98	-	25 (b)	0	0 (c) (d)					
<i>Sinapis alba</i> :											
- semences de base	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- semences certifiées	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			

(a) (b) (c) (d) (e) : voir § B ci-après



B. Autres normes ou conditions applicables lorsqu'il y est fait référence dans le tableau figurant à la section I<sup>re</sup>, point 4 A, de la présente annexe :

a) Les teneurs maximales de semences fixées à la colonne 5 incluent aussi les semences des espèces visées aux colonnes 6 à 11.

b) Le dénombrement total des semences d'autres espèces de plantes peut ne pas être effectué, sauf s'il existe un doute sur le respect des conditions fixées à la colonne 5 du tableau.

c) Le dénombrement des graines de *Cuscuta* spp. peut ne pas être effectué à moins qu'il n'y ait doute sur le respect des conditions fixées à la colonne 7 du tableau.

d) La présence d'une graine de *Cuscuta* spp. dans un échantillon du poids prescrit n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon de même poids est exempt de graines de *Cuscuta* spp.

e) Les semences sont exemptes d'*Orobancha* spp.; cependant, la présence d'une graine d'*Orobancha* spp. dans un échantillon de 100 g n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon de 200 g est exempt de graines d'*Orobancha* spp.

5. La présence d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des semences est la plus faible possible. En particulier, les semences satisfont aux autres normes et conditions suivantes :

A. Tableau :

Espèces	Organismes nuisibles			<i>Sclerotinia sclerotiorum</i> (nombre maximal de sclérotés ou de fragments de sclérotés dans un échantillon du poids prévu à l'annexe 3 colonne 4)
	Pourcentage maximal (en nombre) de graines contaminées par des organismes nuisibles (total par colonne)			
	<i>Botrytis</i> spp.	<i>Alternaria linicola</i> , <i>Phoma exigua</i> var. <i>linicola</i> , <i>Colletotrichum linicola</i> , <i>Fusarium</i> spp.	<i>Platyedra gossypiella</i>	
1	2	3	4	5
<i>Brassica napus</i>				10 (b)
<i>Brassica rapa</i>				5 (b)
<i>Cannabis sativa</i>	5			
<i>Gossypium</i> spp.			1	
<i>Helianthus annuus</i>	5			10 (b)
<i>Linum usitatissimum</i>	5	5 (a)		
<i>Sinapis alba</i>				5 (b)

(a) (b) : voir § B ci-après

B. Autres normes ou conditions applicables lorsqu'il y est fait référence dans le tableau figurant à la section I<sup>re</sup>, point 5, sous A, de la présente annexe :

a) Dans *Linum usitatissimum* - lin textile, le taux maximal (en nombre) de semences contaminées par *Phoma exigua* var. *linicola* ne dépasse pas 1%.

b) Le dénombrement de sclérotés ou de fragments de sclérotés de *Sclerotinia sclerotiorum* peut ne pas être effectué à moins qu'il n'y ait doute sur le respect des conditions fixées dans la colonne 5 du tableau.

C. Normes particulières et autres conditions applicables à *Glycine max* :

a) En ce qui concerne *Pseudomonas syringae* pv. *glycinea*, le nombre maximal de sous-échantillons contaminés par cet organisme, dans un échantillon d'au moins 5 000 graines par lot subdivisé en cinq sous-échantillons, ne dépasse pas quatre.

Si des colonies suspectes sont constatées dans l'ensemble des 5 sous-échantillons, des tests biochimiques appropriés peuvent être utilisés sur les colonies suspectes isolées sur un milieu préférentiel à partir de chaque sous-échantillon, afin de confirmer le respect des normes et conditions ci-dessus.

b) En ce qui concerne *Diaporthe phaseolorum* var. *phaseolorum*, le nombre maximal de semences contaminées ne dépasse pas 15 %.

c) Le pourcentage en poids de matière inerte, définie selon les méthodes d'essai internationales actuelles, ne dépasse pas 0,3 %.

## II. SEMENCES COMMERCIALES.

Les conditions visées à la section I<sup>re</sup>, de la présente annexe, à l'exception du point 1<sup>er</sup>, s'appliquent aux semences commerciales.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

## ANNEXE 3

## POIDS DES LOTS ET DES ECHANTILLONS

Espèces	Poids maximal d'un lot (t)	Poids minimal d'un échantillon à prélever sur un lot (g)	Poids de l'échantillon pour les dénombrements visés à l'annexe 2, section I, point 4) sous A, colonne 5 à 11 et à l'annexe 2, section I point 5) sous A, colonne 5 (g)
1	2	3	4
<i>Arachis hypogaea</i>	30	1000	1000
<i>Brassica juncea</i>	10	100	40
<i>Brassica napus</i>	10	200	100
<i>Brassica nigra</i>	10	100	40
<i>Brassica rapa</i>	10	200	70
<i>Cannabis sativa</i>	10	600	600
<i>Carthamus tinctorius</i>	25	900	900
<i>Carum carvi</i>	10	200	80
<i>Glycine max</i>	30	1000	1000
<i>Gossypium</i> spp.	25	1000	1000
<i>Helianthus annuus</i>	25	1000	1000
<i>Linum usitatissimum</i>	10	300	150
<i>Papaver somniferum</i>	10	50	10
<i>Sinapis alba</i>	10	400	200

Le poids maximal d'un lot ne peut être dépassé de plus de 5 %.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

## ANNEXE 4

## ETIQUETTES

**A. Indications prescrites :**

a) Pour les semences de base et les semences certifiées :

1. « Règles et normes CE »
2. Service de certification et Etat membre ou leur sigle
3. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé... » (mois et année); ou - mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification, exprimés par la mention « échantillonné... » (mois et année)
4. Numéro de référence du lot
5. Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins
6. Variété, indiquée au moins en caractères latins
7. Catégorie
8. Pays de production
9. Poids net ou brut déclaré
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total
11. Dans le cas de variétés qui sont des hybrides ou des lignées inbred :

— pour les semences de base pour lesquelles l'hybride ou la lignée inbred à laquelle appartiennent les semences ont été officiellement admis aux termes de la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles:

le nom de ce composant sous lequel il a été officiellement admis, avec ou sans référence à la variété finale, accompagné, dans le cas des hybrides ou lignées inbred destinés uniquement à servir de composants pour des variétés finales, du mot « composant »;

— pour les autres semences de base :

le nom du composant auquel appartiennent les semences de base, qui peut être indiqué sous forme de code, accompagné d'une référence à la variété finale, avec ou sans référence à sa fonction (mâle ou femelle), et accompagné du mot « composant »;

— pour les semences certifiées :

le nom de la variété à laquelle appartiennent les semences, accompagné du mot « hybride »

12. Dans le cas où au moins la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée... » (mois et année), et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

*b)* Pour les semences de prébase :

L'information requise au titre du point *a)* ainsi que le nombre de générations précédant les semences de la catégorie « semences certifiées » ou « semences certifiées de la première génération ».

*c)* Pour les semences certifiées d'une association variétale :

L'information requise au titre du point *a)* hormis le fait que le nom de la variété doit être remplacé par le nom de l'association variétale (information « association variétale » et son nom) et que les pourcentages en poids des différents composants doivent être énumérés par variété, l'indication du nom de l'association variétale suffit si le pourcentage en poids a été notifié par écrit à l'acheteur, à sa demande, et a été enregistré officiellement.

*d)* Pour les semences commerciales :

1. « Règles et normes CE ».
2. « Semences commerciales (non certifiées pour la variété) ».
3. Service de certification et Etat membre ou leur sigle.
4. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention « fermé... » (mois et année).
5. Numéro de référence du lot.
6. Espèce, indiquée au moins sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
7. Région de production.
8. Poids net ou brut déclaré.
9. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

10. Dans le cas où au moins la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée... » (mois et année) et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

**B. Dimensions minimales :**

110 mm x 67 mm.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

ANNEXE 5

**ETIQUETTE ET DOCUMENT PREVUS DANS LE CAS DE SEMENCES NON CERTIFIEES DEFINITIVEMENT ET RECOLTEES DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE**

**A. Indications devant figurer sur l'étiquette**

- Autorité responsable de l'inspection sur pied et Etat membre ou leur sigle.
- Espèce, indiquée au moins sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins; dans le cas de variétés (lignées inbred, hybrides) destinées à servir exclusivement de composants de variétés hybrides, le mot « composant » est ajouté.
- Catégorie.
- Dans le cas de variétés hybrides, le mot « hybride ».
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Poids net ou brut déclaré.
- Les mots « semences non certifiées définitivement ».

**B. Couleur de l'étiquette :**

— L'étiquette est de couleur grise.

**C. Indication devant figurer dans le document :**

- Autorité délivrant le document.
- Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins.
- Catégorie.
- Numéro de référence des semences employées et nom du ou des pays ayant procédé à leur certification
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Surface cultivée pour la production du lot couvert par le document.
- Quantité de semences récoltées et nombre d'emballages.

- Nombre de générations après les semences de base, dans le cas de semences certifiées
- Attestation qu'ont été remplies les conditions auxquelles doit satisfaire la culture dont les semences proviennent.
- Le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

## ANNEXE 6

### Conditions régissant la commercialisation de semences appartenant à une variété pour laquelle une demande d'inscription au catalogue national a été déposée

#### 1. Demande

L'autorisation doit être demandée au Service par la personne qui a dûment soumis une demande d'inscription de la variété concernée au catalogue national ou par son mandataire. Les documents suivants doivent être fournis :

- a) les tests et essais prévus;
- b) le nom de l'Etat membre ou des Etats membres où ces tests et essais doivent être réalisés;
- c) une description de la variété;
- d) la sélection conservatrice de la variété.

#### 2. Conditions

L'autorisation est accordée uniquement pour les tests et essais effectués dans des entreprises agricoles, afin de recueillir des informations sur la culture ou l'utilisation de la variété.

Pour toutes les espèces autres que *Linum usitatissimum*, les semences répondent aux conditions énoncées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les « semences certifiées ». Pour *Linum usitatissimum* les semences répondent aux conditions énoncées aux annexes 1<sup>re</sup> et 2 pour les « semences certifiées, deuxième et troisième génération ».

#### 3. Examen

Le respect de conditions reprises au point 2 est évalué par un examen officiel ou un examen sous contrôle officiel.

Le respect des conditions relatives à l'identité variétale et à la pureté variétale est jugé sur la base de la description de la variété fournie par le demandeur ou, le cas échéant, de la description provisoire de la variété qui repose sur les résultats de l'examen officiel de la distinction, de la stabilité et de l'homogénéité de la variété, conformément à l'article 7 de l'arrêté royal 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles.

L'examen est effectué selon les méthodes internationales en usage, dans la mesure où de telles méthodes existent. En vue de l'examen, des échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel, selon des méthodes appropriées, sur des lots homogènes. Le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont indiqués par espèce à l'annexe 3.

#### 4. Quantités

Les quantités autorisées pour chaque variété ne dépassent pas 0,1 % des quantités de semences de la même espèce utilisées dans le ou les Etats membres auxquels les semences sont destinées. Si ces quantités ne suffisent pas pour ensemercer 10 hectares par Etat membre de destination, le Service peut autoriser la quantité nécessaire pour ensemercer 10 ha.

#### 5. Conditionnement et fermeture

Les semences ne peuvent être commercialisées que dans des emballages ou des récipients munis d'un dispositif de fermeture. Les emballages et récipients de semences sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue au point 6 ou l'emballage ne présentent des traces de manipulation. Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'étiquette officielle, soit un scellé officiel.

#### 6. Etiquetage

Les emballages de semences portent une étiquette officielle de couleur orange rédigée dans l'une des langues officielles de la Communauté. Cette étiquette comporte les informations suivantes :

- a) le service de certification et l'Etat membre, ou leur sigle distinctif;
- b) le numéro de référence du lot;
- c) le mois et l'année de la fermeture;
- d) l'espèce;
- e) la dénomination de la variété sous laquelle la semence doit être commercialisée (la référence de l'obteneur, la dénomination proposée ou la dénomination approuvée) et le numéro de la demande officielle d'inscription de la variété, le cas échéant;
- f) l'indication « variété non encore officiellement inscrite »;
- g) l'indication « uniquement pour tests et essais »;
- h) le cas échéant, les termes « variété génétiquement modifiée »;
- i) le poids net ou brut déclaré ou le nombre déclaré de semences pures ou, le cas échéant, de gousses;
- j) en cas d'indication du poids et d'utilisation de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures ou, le cas échéant, de gousses et le poids total.

#### 7. Traitement chimique

Tout traitement chimique est indiqué soit sur l'étiquette officielle, prévue au point 6, soit sur une étiquette du fournisseur, et sur l'emballage, ou à l'intérieur de celui-ci, ou sur le récipient.

## 8. Période de validité et renouvellement

Sans préjudice d'une interdiction prononcée par un Etat membre en application de l'article 14 de la Decision 2004/842/CE du 1<sup>er</sup> décembre 2004 précitée, l'autorisation accordée conformément aux présentes dispositions est valable pour une période n'excédant pas un an à compter à partir de la date de sa délivrance. L'autorisation est renouvelable pour des périodes n'excédant pas une année chacune. La demande de renouvellement est accompagnée des documents suivants :

- a) une référence à l'autorisation originale;
- b) toute information disponible qui complète les informations déjà fournies sur la description, la sélection conservatrice et/ou la culture ou l'utilisation de la variété faisant l'objet de l'autorisation originale;
- c) des preuves attestant que l'évaluation en vue de l'inscription au catalogue national de la variété concernée est toujours en cours, si le Service n'a pas accès à cette information par d'autres moyens.

L'autorisation cesse d'être valable si la demande d'inscription au catalogue national est retirée ou rejetée, ou si la variété est inscrite au catalogue.

## 9. Obligation d'information

Si le Service le requiert, le demandeur d'une autorisation communique au Service :

- a) les résultats des tests ou essais effectués dans les entreprises agricoles afin de recueillir des informations sur la culture ou l'utilisation de la variété;
- b) la quantité de semences commercialisées au cours de la période autorisée, par Etat membre auquel les semences étaient destinées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

## ANNEXE 7

### DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU CONTRÔLE

#### 1. Dispositions générales

##### 1.1. Opérateurs

##### 1.1.1. Responsables des variétés.

Obtenteur :

- pour une variété protégée : toute personne physique ou morale qui détient les droits d'obtention de la variété;
- pour une variété non protégée : toute personne physique ou morale dont une variété est admise aux contrôles.

Mainteneur : toute personne physique ou morale responsable de la sélection conservatrice d'une variété. Elle doit être mandatée par l'obteneur pour les variétés protégées. La preuve du mandat doit être fournie au Service en cas de contrôle.

Mandataire : toute personne physique ou morale mandatée pour la commercialisation par l'obteneur pour agir en son nom sur le territoire belge. La preuve du mandat doit être fournie au Service en cas de contrôle.

##### 1.1.2. Responsables de la production et du commerce des semences

Preneur d'inscription : toute personne physique ou morale qui présente au contrôle des cultures destinées à la production de semences.

Multiplicateur : toute personne physique ou morale désignée par le preneur d'inscription comme responsable de la conduite des cultures et des soins spécifiques à la production issues de ces cultures.

Stockiste : toute personne physique ou morale disposant des installations, des connaissances et du personnel nécessaire pour entreposer temporairement sur le territoire belge des semences pour le compte d'un preneur d'inscription.

Egreneur-stockiste de lin : stockiste agréé par le Service disposant des installations nécessaires pour réceptionner et conserver du lin en paille, égrener ce lin et conserver les semences, ainsi obtenues, dans des lots distincts.

Négociant-préparateur en semences : toute personne physique ou morale agréée par le Service disposant des installations nécessaires pour entreposer, nettoyer, sécher, façonner, préparer, désinfecter et emballer des semences.

Préparateur de mélanges : toute personne physique ou morale agréée par le Service disposant des installations nécessaires pour préparer, emballer, emmagasiner et conserver des mélanges de semences de différentes espèces et variétés.

Conditionneur de petits emballages : toute personne physique ou morale agréée par le Service disposant des installations nécessaires pour mettre sous petits emballages des semences d'espèces réglementées.

Importateur : toute personne physique ou morale qui importe des semences d'un pays non-membre de l'Union européenne.

Exportateur : toute personne physique ou morale qui exporte des semences vers un pays non-membre de l'Union européenne.

#### 1.2. Enregistrement

Les responsables de la production et du commerce des semences précités sous 1.1.2., sont enregistrés sous un numéro unique par le Service. Pour les multiplicateurs et les stockistes l'enregistrement est effectué sur base des données mises à la disposition du Service par le preneur d'inscription. Pour les autres, après que leurs activités ont été constatées.

Lors de leur enregistrement, les opérateurs concernés s'engagent par écrit, chacun pour leur compétence, à :

- respecter la réglementation en vigueur ainsi que les instructions fournies par le Service;
- informer le Service du début et de la fin de leurs activités;
- permettre au Service de visiter leurs entreprises et de contrôler leurs productions à tous les stades;
- communiquer au Service tout renseignement nécessaire;
- communiquer l'emplacement et la superficie des parcelles de multiplication;
- présenter les semences à la certification en conformité aux normes requises;



— tenir et garder à la disposition du Service une comptabilité matière, à savoir, conserver la facture d'achat des semences, une copie de la facture de vente, les documents de transport et les documents de contrôle utilisés pendant trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la date du document;

— fournir, faire prélever ou laisser prélever en temps utile les échantillons nécessaires au Service pour l'analyse en laboratoire et l'établissement des champs de contrôle.

### 1.3. Agréments

#### 1.3.1. Modalités

a) Les égreneurs-stockistes, négociants-préparateurs de semences, préparateurs de mélanges et conditionneurs en petits emballages doivent être agréés par le Service.

Pour pouvoir être agréées, les personnes intéressées doivent :

1) pendant ou après leur enregistrement, en faire la demande écrite auprès du Service;

2) faire l'objet d'un contrôle sur place par le Service, durant lequel un inventaire des locaux et des installations utilisées dans le cadre de l'activité est établi ainsi qu'un constat de conformité de ces locaux et installations pour l'activité considérée;

3) désigner, lors du contrôle repris sous 2), la personne responsable de l'activité ou son délégué.

b) L'agrément est valable du 1<sup>er</sup> juillet de l'année de référence au 30 juin de l'année suivante. Il est renouvelé tacitement d'année en année aussi longtemps que les conditions de son obtention sont remplies et que les engagements mentionnés sont respectés.

c) Le Service doit être immédiatement averti de toute changement d'identité de la personne responsable et de toute modification importante apportée aux installations.

d) En cas d'interruption des activités couvertes par l'agrément, signalée au Service par la personne responsable, désignée au point a), 3), l'agrément est suspendu. Une visite de contrôle telle que prévue au point a) est effectuée au moment de la reprise des activités.

e) L'agrément est retiré par le Service quand les conditions imposées ne sont plus remplies.

#### 1.3.2. Conditions d'agrément des égreneurs-stockistes, négociants-préparateurs de semences et préparateurs de mélanges

Les égreneurs-stockistes, négociants-préparateurs de semences et les préparateurs de mélanges sont agréés s'ils :

— disposent de locaux réservés strictement aux activités pour lesquelles un agrément est demandé. Les superficies doivent être en rapport avec les volumes envisagés des semences à produire. Les locaux doivent être propres, secs, bien aérés et éclairés;

— disposent des facilités et de l'appareillage nécessaires pour les activités pour lesquelles l'agrément est demandé. La capacité doit être en rapport avec le volume envisagé des semences à produire. Le Service peut donner, après examen sur place, une dérogation pour l'utilisation des installations pour d'autres produits que des semences, s'il n'y a pas de danger de contamination ou de dégradation des semences. Au moins une balance doit être présente. En cas de besoin, l'installation doit disposer d'un appareillage pour la prise d'échantillons représentatifs et d'une étiqueteuse pour appliquer des étiquettes conformément à la réglementation en vigueur;

— mettent à la disposition du Service un local convenable pour effectuer les activités de contrôle. Le Service doit avoir à sa disposition, en cas de besoin, une armoire ou pièce fermant à clef pour pouvoir entreposer ses propres matériaux et documents;

— disposent d'un système de traçabilité permettant à tout moment de connaître l'origine des semences qui composent le lot présenté à la certification.

#### 1.3.3. Conditions d'agrément des conditionneurs en petits emballages

Les conditionneurs en petits emballages sont agréés s'ils s'engagent :

— à tenir pendant deux ans à la disposition du Service les documents de contrôle qui couvraient les emballages de semences à subdiviser;

— disposent d'un système de traçabilité permettant à tout moment de connaître l'origine des semences qui sont reconditionnées;

— à respecter strictement les dispositions du point 7.4. ci-dessous.

### 2. Sélection conservatrice d'une variété

Chaque année les personnes chargées de la sélection conservatrice d'une variété en Région wallonne doivent déclarer au Service, par écrit et pour chacune des variétés concernées, le programme de sélection conservatrice en précisant la méthode appliquée et le matériel utilisé (emplacement de la parcelle, superficie, quantités produites...). Elles permettent au Service d'effectuer des contrôles sur place.

Pour pouvoir commercialiser des semences prélevées de la sélection conservatrice, l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire doit en présenter la culture au contrôle.

Si la sélection conservatrice a lieu à l'étranger, le matériel appartenant à une génération antérieure à la semence de prébase doit être accompagné d'une déclaration du mainteneur reprenant les points suivants :

— la quantité de semences fournies;

— le numéro de référence du lot;

— la description de l'étiquette attachée aux emballages (ou un spécimen de cette étiquette);

Toutes ces informations doivent être en la possession du Service avant l'inscription des cultures.

### 3. Inscription au contrôle

#### 3.1. Conditions d'inscription

##### 3.1.1. Personnes habilitées (preneurs d'inscription)

Les cultures destinées à la production de semences de prébase, et celles de variétés en essai, doivent être inscrites par l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire en Belgique.

Les cultures destinées à la production de semences de base doivent être inscrites par l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire en Belgique ou par un négociant-préparateur mandaté à cette fin.

Les cultures destinées à la production de semences de la catégorie « certifiées » peuvent être inscrites par l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire en Belgique ou par un négociant-préparateur. Les cultures destinées à la production de semences de la catégorie « certifiées » de lin peuvent également être inscrites par un égreneur-stockiste.

Par l'inscription le preneur d'inscription autorise le Service à donner aux obtenteurs, mainteneurs et leurs mandataires, à leur demande, concernant leurs variétés, les données suivantes:

— l'identité du preneur d'inscription;

— les superficies présentées au contrôle et les superficies acceptées lors du contrôle sur pied;

— les quantités de semences officiellement certifiées dans chaque catégorie et classe.

### 3.1.2. Origine des semences utilisées (lots mères)

Le preneur d'inscription doit pouvoir prouver l'identité des semences mères utilisées par la présentation de documents de l'obteneur, du mainteneur ou de leur mandataire, ou des étiquettes qui étaient apposées sur les sacs de semences mères. L'absence de ces documents ou des étiquettes officielles entraîne le refus de la parcelle, à moins que d'autres pièces justificatives (factures d'achat des semences mères par exemple) puissent être présentées, qui prouvent avec certitude l'identité des semences utilisées. Ces documents prouvant l'identité des semences mères sont remis au Service par le preneur d'inscription lors de l'inscription de la culture au contrôle.

### 3.1.3. Semis des échantillons de lots mères au champ de contrôle

Le preneur d'inscription s'assure qu'un échantillon représentatif de chaque lot destiné à la multiplication soit prélevé et remis au Service en vue d'être semé au champ de contrôle.

Les échantillons prélevés pour le champ de contrôle ainsi que le formulaire de demande d'échantillonnage, dont le modèle est établi par le Service, doivent être en possession du Service avant les dates normales de semis, au plus tard le 15 mars de l'année du semis de la culture destinée à la production de semences. Le Service peut accorder des dérogations à cette règle, moyennant une demande écrite préalable et motivée.

Le poids des échantillons et les conditions d'échantillonnage sont repris dans le tableau 1.

Tableau 1

Catégorie utilisée	Semences de la dimension d'un grain de blé ou plus grandes	Graines plus petites qu'un grain de blé
Semences d'obteneurs (a)	2 500 g	500 g
Semences de prébase (b)	1 000 g	250 g
Semences de base (b)	500 g	250 g
Semences certifiées (b)	500 g	250 g

(a). Les échantillons sont fournis par le preneur d'inscription (l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire)

(b). Les échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel sur demande du preneur d'inscription (l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire, l'égreneur-stockiste de lin ou le négociant-préparateur)

Chaque échantillon sera clairement identifié:

- nom de l'espèce et de la variété;
- numéro de référence du lot dont il est issu;
- catégorie et classe;
- preneur d'inscription (numéro d'agrément);
- poids;
- destination : contrôle du lot mère.

### 3.1.4. Description variétale

Pour effectuer les contrôles le Service doit disposer d'une description variétale officielle. Lorsqu'une variété non inscrite au catalogue national est multipliée pour la première fois en Région wallonne, le preneur d'inscription doit fournir au Service, en même temps que l'échantillon précité, la description botanique officielle de cette variété. Toute modification éventuelle de cette description doit également lui être communiquée.

### 3.1.5. Emplacement de la culture

La culture doit être installée en Région wallonne.

Une dérogation est possible lorsque la parcelle est située dans une zone frontalière et que la preuve est fournie par le preneur d'inscription que les instances officielles du pays frontalier sont d'accord pour que le contrôle sur pied et la certification soient effectués par le Service.

## 3.2. Procédure d'inscription

Pour chaque année de culture, le preneur d'inscription doit inscrire les cultures destinées à la production de semences avant les dates limites reprises dans le tableau 2 :

Tableau 2

Cultures	Dates limites
Semées avant le 31/12	28/02
Semées entre le 01/01 et 31/03	15/04
Semées entre le 01/04 et 30/04	10/05
Semées après le 30/04	15 jours après le semis

Le Service peut encore accepter des inscriptions après la date limite au cas où le retard serait justifié et à condition que les contrôles sur pied puissent encore être organisés dans de bonnes conditions.

Pour inscrire une parcelle de multiplication le preneur d'inscription fournit au Service, sur un formulaire dont le modèle est établi par le Service, toutes les données nécessaires pour lui permettre d'organiser et d'exécuter le contrôle des cultures :

- identification de l'obteneur ou de son mandataire et nature du mandat;
- identification du preneur d'inscription;
- identification du multiplicateur : nom, adresse et numéro de téléphone et numéro de producteur attribué par le Département des Aides de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;
- localisation exacte de la parcelle de multiplication : commune principale, ancienne commune, rue ou hameau et numéro de parcelle attribué lors de la dernière déclaration de superficie au Département des Aides précités. Un orthophotoplan de la parcelle doit accompagner le formulaire d'inscription;
- superficie de la parcelle et précédents culturaux;
- identification des semences utilisées : l'espèce et la variété ainsi que la catégorie et la classe (mentionner la dénomination qui est indiquée sur les étiquettes qui couvraient les emballages des semences utilisées);
- numéro du lot;
- instance qui a délivré les étiquettes;

- nombre d'étiquettes et, pour la production de semences de base, numéros des étiquettes;
- quantité de semences utilisées;
- catégorie et classe des semences à produire. Cette catégorie ou classe doit être inférieure d'un rang au moins à celle des semences utilisées;
- l'identité des lignées parentales pour la production de variétés hybrides.

Un formulaire d'inscription est à établir par parcelle. Est considéré comme une parcelle, chaque morceau de terrain, non partagé, ensemencé avec une culture destinée à la production des semences d'une variété, catégorie et classe bien définies, séparé de toute culture avoisinante conformément aux dispositions de la présente réglementation.

Lorsqu'il est constaté, lors de contrôle sur pied, que l'inscription a trait à plus d'une parcelle, l'inscription est retirée du contrôle et remplacée par autant de nouvelles inscriptions qu'il y a de parcelles concernées.

Les formulaires d'inscription doivent être accompagnés des documents prouvant l'identité des semences mères.

Les bulletins d'inscription par preneur doivent être accompagnés d'une liste récapitulative, établie selon les instructions du Service. Le cas échéant sont à joindre à l'inscription :

- l'autorisation de l'obtenteur, du mainteneur ou de leur mandataire pour les productions de semences de prébase et de base;
- tout autre document que le Service juge nécessaire.

Les parcelles inscrites au contrôle qui ne peuvent plus entrer en ligne de compte pour un contrôle sur pied ou pour lesquelles le contrôle sur pied n'est plus souhaité, doivent être signalées par le preneur d'inscription par écrit au Service en communiquant la destination de la récolte.

A la demande du preneur d'inscription une parcelle peut, pour une raison technique, être subdivisée en deux ou plusieurs parcelles. Dans ce cas l'inscription originale est annulée et remplacée par deux ou plusieurs inscriptions.

#### **4. Contrôle des cultures**

##### **4.1. Identification des parcelles**

Un parcelle pour laquelle l'inscription a été acceptée peut être contrôlée à condition qu'elle soit indiquée de façon bien visible par le preneur d'inscription à l'aide d'une pancarte d'identification, qui mentionne au moins le numéro de production de la parcelle attribué par le Service ainsi que la variété semée. Le Service peut donner une dérogation à cette obligation sur demande du preneur d'inscription, si ce dernier propose une alternative permettant d'identifier la parcelle de manière précise.

##### **4.2. Avertissement du multiplicateur**

L'inspecteur chargé du contrôle sur pied avertit, au moins 48 heures à l'avance, le multiplicateur de sa visite.

Préalablement au contrôle, l'inspecteur attirera l'attention du multiplicateur sur les points suivants:

- la parcelle doit être distinctement séparée de toute autre culture (exception à cette règle : des parcelles contiguës qui ont été inscrites par le même preneur d'inscription comme des parcelles individuelles et qui sont destinées à la production de semences d'une même variété et d'une même classe);
- les épurations nécessaires doivent être faites avant le contrôle sur pied. Lorsque plusieurs visites sont prévues, une épuration (supplémentaire) peut être effectuée entre les visites;
- si plusieurs visites sont prévues, les instructions données par l'inspecteur lors d'une visite antérieure doivent avoir été exécutées avant la visite suivante;
- au cas où la parcelle ne serait pas encore en règle avec un des points énumérés ci-dessus, le multiplicateur peut demander que le contrôle sur pied soit retardé d'au maximum une semaine.

Le multiplicateur informe l'inspecteur des pesticides utilisés dans le traitement des cultures à contrôler.

Au cas où le contrôle sur pied ne devrait pas être exécuté en raison du retrait de la parcelle ou devrait être exécuté plus tard, le multiplicateur doit en informer l'inspecteur. Le retrait éventuel doit être confirmé immédiatement par le preneur d'inscription.

##### **4.3. Contrôle sur pied**

Le contrôle sur pied comprend une ou plusieurs visites de la culture productrice de semences par des inspecteurs, pour s'assurer :

- de la séparation entre cultures;
- de l'état général de la culture;
- de l'identité d'espèce et de variété;
- de la pureté d'espèce et de variété;
- de l'état sanitaire de la culture;
- des dispositions prises pour éviter des pollinisations indésirables;
- de la bonne conduite de la parcelle en vue de la production des semences de la catégorie ou de la classe envisagée. Une culture est acceptée si elle répond aux normes particulières établies par espèce.

Au moment du contrôle sur pied, la parcelle doit être dans un état tel que les observations peuvent se faire correctement. Ainsi, chaque parcelle inscrite doit être séparée de toute parcelle avoisinante par une bande libre d'au moins 0,5 m, à moins qu'il n'existe aucun risque de mélange mécanique au moment de la récolte.

Une modification de l'aspect de la variété, due à un traitement chimique ou à toute autre cause ne permettant plus l'identification de la variété, entraîne le refus.

Un mauvais état de la culture et plus particulièrement la présence d'adventices, dont les graines sont difficiles à éliminer lors du triage, peut être cause de refus. L'inspecteur peut signaler que des mesures restrictives sont d'application lors du triage.

##### **4.4. Classification de la culture**

La classification de la culture, après le contrôle sur pied, est faite par le Service sur base des constatations faites sur le champ de multiplication.

La classification de la culture après le contrôle sur pied peut être revue sur base des constatations faites sur le champ de contrôle sans toutefois être plus favorable.

Si la classification ne correspond pas avec la classe proposée par le preneur d'inscription ou si la culture a été refusée, le Service en informe le preneur d'inscription et le multiplicateur dans les deux jours ouvrables qui suivent la visite de contrôle sur pied, au moyen d'une copie du rapport de contrôle sur pied. La raison du déclassement ou du refus est indiquée sur le rapport de contrôle sur pied.

Les résultats défavorables concernant des caractéristiques pour lesquelles la possibilité d'observation peut évoluer très rapidement (par exemple la couleur des fleurs du lin) sont immédiatement signalés par fax ou par téléphone au preneur d'inscription.

Dans le cas exceptionnel où le preneur d'inscription peut invoquer suffisamment de motifs techniques pour demander un examen complémentaire, un nouveau contrôle sur pied peut être accordé. La demande, dûment justifiée, doit être faite par écrit au Service dans les trois jours ouvrables suivant la communication du résultat. Un contrôle sur pied complémentaire doit encore être possible dans des conditions normales. Le contrôle complémentaire est toujours effectué par un inspecteur officiel, et ceci après que les interventions nécessaires ont été exécutées.

Au cas où le preneur d'inscription et/ou le multiplicateur contesterait les observations faites lors du contrôle sur pied et/ou le contrôle sur pied complémentaire, il peut demander une contre-expertise. La demande doit être adressée au Service par écrit dans les trois jours ouvrables suivant la communication du résultat, en mentionnant les observations contestées. En pareil cas il est strictement interdit d'apporter des modifications à la parcelle ou à la culture (épuration ou autre intervention physique.). La contre-expertise sera effectuée par un inspecteur officiel désigné par le Service, accompagné de l'inspecteur qui a fait les premières constatations, et de préférence aussi en présence d'un délégué du preneur d'inscription. S'il est constaté qu'une épuration ou qu'une autre intervention physique a eu lieu, les constatations faites lors de la visite précédente sont validées et irrévocables.

En cas de refus d'une parcelle, la destination de la récolte de celle-ci doit être indiquée par le preneur d'inscription.

La classification d'un lot après le contrôle sur pied est provisoire.

## **5. Contrôle des semences brutes**

### **5.1. Récolte - Transport - Réception - Stockage**

Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour qu'à chaque moment :

- le lot de semences soit clairement identifié;
- aucune possibilité de contamination ou de mélange non autorisé n'existe;
- un échange de lots soit impossible.

La récolte, le transport des semences brutes, la réception, le stockage, l'égrenage, le séchage et le prénettoyage se font sous la responsabilité du preneur d'inscription.

Pour le lin, la récolte doit être effective pour le 31 août au plus tard et doit être clairement identifiée au lieu de réception (stockage) au moyen d'étiquettes réalisées par le stockiste. Les parcelles non réceptionnées à cette date seront considérées comme refusées.

La date indiquée ci-dessus peut être modifiée par le Service en fonction des conditions climatiques de l'année.

Chaque entrée ou sortie de semences brutes dans ou hors du lieu de réception est notée par le réceptionnaire, désigné par le preneur d'inscription, sur une fiche de réception, dont le modèle est établi par le Service. Cette fiche est à conserver à l'endroit où les semences se trouvent et est tenue à la disposition du Service.

Le Service peut organiser un contrôle (par sondage) à l'égrenage du lin chez un égreneur-stockiste. Ce contrôle a pour but de déterminer la quantité de semences brutes qu'un lot peut produire. Quand des poids excessifs, dus à des ajouts non autorisés, sont constatés, l'agrément de l'égreneur-stockiste concerné est retiré.

Les semences brutes issues de cultures situées dans un autre pays de l'U.E. ou dans un pays avec un système d'équivalence et dont le contrôle sur pied a été exécuté par le Service de certification étranger, doivent être accompagnées par le document prévu pour le transport international de semences pas encore certifiées définitivement délivré par le Service de certification du pays concerné.

Lorsque des semences brutes sont transportées vers un autre pays membre de l'U.E., l'intervention du Service doit être demandée. L'inspecteur officiel délivre le document prévu pour le transport international de semences pas encore certifiées définitivement, prend un échantillon, appose une étiquette grise pour semences non certifiées définitivement, et scelle la marchandise.

Les preneurs d'inscription font en sorte que les copies des rapports de contrôle sur pied ainsi que, le cas échéant, tout document complémentaire, soient mis à la disposition du Service à l'endroit de la réception et du stockage. Ceci est également le cas pour des documents de transport officiels et les étiquettes grises pour semences non certifiées définitivement ou les étiquettes O.C.D.E. couvrant les semences brutes introduites ou importées.

### **5.2. Mélange de lots de semences brutes**

Le mélange des semences brutes de prébase et de base à l'exception des semences de base E3 n'est pas permis.

Le mélange des semences brutes des autres catégories et classes peut se faire si :

- les semences sont de la même variété;
- les semences sont de la même classe, soit semences de base E3, soit semences de la catégorie « certifiées ». Dans les autres cas, la classe la plus basse des composantes mélangées est attribuée au mélange;
- des mesures restrictives n'ont pas été prononcées lors du contrôle sur pied.

L'intention de mélange doit être portée à la connaissance du Service avant de démarrer la préparation du lot mélangé. Les lots mélangés doivent être rendus homogènes.

Pour chaque lot mélangé, le négociant-préparateur ou le stockiste qui agit au nom d'un négociant-préparateur prépare un rapport de composition conformément aux instructions du Service.

### **5.3. Préparation**

Seules les semences brutes, réceptionnées conformément aux conditions précitées sont prises en considération pour la certification officielle.

Elles sont préparées sous un numéro de lot, soit un numéro de production pour les lots simples, soit un numéro de référence pour les lots composés.

En cas de traitement chimique, toutes les graines doivent être visiblement colorées.

### **5.4. Retrait**

Le retrait du contrôle de semences non certifiées (brutes ou triées) doit être signalé au préalable au Service par écrit avec mention de la destination de ces semences.

## **6. Certification officielle**

### **6.1. Classification et étiquetage**

Le négociant-préparateur, lui-même preneur d'inscription ou agissant pour le compte du preneur d'inscription, ne peut présenter à la certification que des semences issues de cultures ayant subi avec succès les contrôles prescrits et qui répondent aux normes fixées pour l'espèce, la variété, la catégorie et la classe dans laquelle ces semences sont à certifier.

La classification provisoire d'un lot de semences est faite sur base de la filiation généalogique, de la classification de la culture dont le lot est originaire et, le cas échéant, le souhait de l'obteneur, du mainteneur ou de leur mandataire.

Sur les lots de semences présentés à la certification, des échantillons sont prélevés afin de vérifier par analyse s'ils répondent aux normes. La certification officielle et le classement définitif du lot sont effectués sur base des résultats obtenus en laboratoire.



Les étiquettes officielles sont délivrées par le Service. Celui-ci ne les délivre qu'à condition qu'il soit en possession de résultats d'analyse favorables. Par dérogation des étiquettes peuvent être délivrées provisoirement et apposées sur l'emballage lors de l'échantillonnage à condition que le négociant-préparateur s'engage à ne pas laisser partir le lot avant d'avoir reçu un résultat d'analyse favorable.

## **6.2. Fermeture officielle**

### **6.2.1. Généralités**

Les emballages sont scellés. Toutefois les scellés ne sont pas nécessaires dans les cas et sous les conditions énumérées ci-après :

- lorsque les sacs à valve sont utilisés, l'étiquette adhésive peut être apposée sur le côté du sac;
- sacs à fermeture cousue : lorsque l'étiquette indéchirable, adhésive ou non, qui ne présente aucune perforation préalable est retenue longitudinalement par la couture qui ferme l'emballage. Toute étiquette présentant la trace de plus d'une couture n'est pas conforme à la réglementation;
- sacs en matière non tissée et fermés par une couture, s'ils sont munis, au moins sur un des côtés de l'ouverture, d'une impression indélébile d'une échelle de numéros commençant par le numéro 1 au bord supérieur, ou d'une impression similaire (lettres, dessin), qui démontrent que les sacs ont gardé leurs dimensions originales;

### **6.2.2. Stockage de semences certifiées dans des emballages non définitifs**

Les lots de semences, pour lesquels un résultat d'analyse favorable est connu et qui ne sont pas encore dans des emballages définitifs, sont considérés comme certifiés définitivement quand ils sont stockés sous la surveillance du Service. Chaque manipulation de ces lots et chaque fermeture officielle doit se faire sous contrôle d'un inspecteur officiel.

### **6.2.3. Transport en vrac de semences certifiées**

Le transport de semences certifiées « en vrac » d'un négociant-préparateur vers un autre est autorisé sous les conditions suivantes :

- le Service est averti au préalable du transport en vrac envisagé;
- le camion ou les conteneurs doivent être complètement fermés et scellés;
- les étiquettes sont apposées sur le camion ou sur les conteneurs et une autorisation de transport est établie.

## **6.3. Lots refusés**

Pour un lot qui ne peut être certifié en raison de résultats d'analyses défavorables, les étiquettes éventuellement délivrées provisoirement doivent être restituées au Service. Le lot refusé doit être enlevé des magasins du négociant-préparateur dans les nonante jours et sa destination doit être communiquée au Service. Ce dernier peut accorder une dérogation sur le délai de nonante jours suite à une demande justifiée.

En cas de contestation du résultat d'analyse de l'échantillon, le négociant-préparateur peut, dans les cinq jours ouvrables, soit demander une nouvelle analyse officielle du même échantillon par un laboratoire officiel, soit faire procéder à un nouvel échantillonnage officiel par un échantillonneur officiel et demander une analyse. Si une nouvelle analyse officielle du même échantillon est demandée, le laboratoire peut utiliser une autre méthode d'analyse. Si un nouvel échantillonnage officiel est demandé, l'analyse est faite de la même manière que la première. Dans ce dernier cas le résultat de la deuxième analyse est retenu pour autant qu'il soit compris dans les variations statistiques établies par l'ISTA.. Une nouvelle analyse peut rester limitée aux caractéristiques qui étaient à la base du résultat défavorable, pour autant qu'il n'y a pas d'interaction avec d'autres caractéristiques.

Si le négociant-préparateur, après autorisation du Service, retravaille le lot, soit par un nouveau triage, soit par un mélange homogène avec un autre lot de même variété et classe, la certification n'est possible qu'après l'obtention d'un résultat favorable pour le lot retravaillé. Au cas où le mélange se fait avec un lot de même variété mais d'une autre classe, la classe la plus basse des composantes est attribuée.

## **7. Opérations sur semences certifiées**

### **7.1. Fractionnement et reconditionnement**

Tout fractionnement et/ou reconditionnement de lots de semences officiellement certifiés se fait sur demande chez un négociant-préparateur sous surveillance de l'inspecteur officiel.

Les lots fractionnés et reconditionnés sont pourvus de nouvelles étiquettes qui portent les mêmes indications que les étiquettes initiales complétées par :

- la date de la nouvelle fermeture;
- l'instance de certification qui a procédé à la fermeture précédente.

### **7.2. Composition de lots**

Des lots officiellement certifiés peuvent être composés sous surveillance du Service par des opérateurs agréés à cet effet (selon le cas des négociants-préparateurs ou des préparateurs de mélanges). La demande doit être accompagnée de la nature et du volume des lots à composer et un rapport de composition doit être établi. Le lot composé doit être homogène.

Des lots d'une même espèce et variété peuvent être composés chez un négociant-préparateur; la classe la plus basse des différents composants est attribuée. S'il n'y a pas de nouvelle analyse, les indications complémentaires suivantes sont ajoutées sur l'étiquette :

- la date de fermeture du lot certifié en premier;
- l'instance compétente pour la certification des semences qui a procédé à la fermeture.

### **7.3. Recertification**

Un lot de semences peut être recertifié sur base de résultats favorables concernant, au minimum, des caractéristiques variables dans le temps, obtenus par analyse officielle d'un échantillon officiel. Le Service peut, de sa propre initiative, vérifier que les autres caractéristiques sont restées conformes. Si le lot ne satisfait plus aux normes, il peut être retravaillé comme prévu sous 6.3. En cas de contestation du résultat les modalités décrites sous 6.3. sont d'application.

## **7.4. Conditionnement en petits emballages**

### **7.4.1. Définition**

Les petits emballages sont des emballages « semences certifiées » de *Brassica rapa* et *Sinapis alba* avec un poids net maximal de 500 g ou de maximum 100 000 graines.

### **7.4.2. Modalités**

La mise en petits emballages ne peut être effectuée que par des conditionneurs de petits emballages.

Uniquement des semences des catégories « semences certifiées », conservées dans des emballages pourvus d'étiquettes officielles, peuvent être reconditionnées en petits emballages.

L'autorisation du Service est nécessaire pour le reconditionnement de petits emballages en de nouveaux petits emballages, couverts ou non couverts par une étiquette officielle avec un numéro d'ordre (vignette de contrôle).

Ce reconditionnement doit être effectué sous le contrôle du Service.



*a) Echantillonnage*

Sur chaque lot à fractionner, un échantillon est prélevé d'un poids minimal de 100 g (pour des semences enrobées, le poids est majoré proportionnellement).

*b) Comptabilité*

Une comptabilité-matière doit être tenue et présentée au Service à sa demande.

Elle comprend les indications suivantes :

Les emballages entrants (à fractionner)

— date;

— espèce et variété;

— numéro de référence du lot;

— numéro de l'échantillon;

— le poids net déclaré ou le nombre déclaré de semences pures;

— numéros des étiquettes couvrant les emballages à fractionner; ces étiquettes doivent rester à la disposition du Service pendant deux ans à partir de la date du fractionnement;

— catégorie des semences.

Les emballages sortants (à commercialiser)

— date;

— par catégorie de poids, le nombre de petits emballages;

— quantité totale;

— les numéros d'ordre des vignettes de contrôle attribués par le Service.

*c) Fermeture et étiquetage des petits emballages*

Ces petits emballages seront fermés de sorte qu'ils ne peuvent être ouverts sans détérioration du système de fermeture ou que les indications ou l'emballage ne témoignent de manipulation.

Ils portent des étiquettes du fournisseur avec les indications suivantes :

— « Belgique »;

— « Petits emballages »;

— nom et adresse ou numéro d'agrément du fournisseur;

— date du dernier contrôle du pouvoir germinatif;

— espèce, au moins indiquée en caractères latins;

— variété, au moins indiquée en caractères latins;

— catégorie : « Semences certifiées »;

— le poids net ou brut déclaré;

— en cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

Cette étiquette n'est pas obligatoire quand les indications sont portées d'une manière indélébile sur l'emballage.

Les petits emballages de semences certifiées portent en plus une étiquette officielle pourvue d'un numéro d'ordre attribué par le Service (vignette de contrôle) et apposée par le fournisseur responsable.

Les indications suivantes y figurent :

— un numéro d'ordre officiel;

— « Belgique »;

— « Nom du Service officiel de contrôle »;

— « Semences certifiées ».

La couleur de la vignette est bleue.

**7.5. Traitement chimique à la demande de l'utilisateur final**

Des lots définitivement certifiés et officiellement fermés peuvent, après un traitement chimique, être refermés avec la même étiquette à condition que :

— la personne qui est en principe le dernier destinataire (utilisateur final) ait donné une instruction écrite pour le traitement chimique;

— un registre de ces lots soit tenu par le négociant-préparateur;

— le négociant-préparateur ajoute une étiquette spéciale mentionnant la nature du traitement chimique.

Des lots ainsi traités ne peuvent plus être proposés pour une nouvelle activité de certification, sauf si le traitement chimique a été effectué sous surveillance du Service et qu'un échantillon officiel a été pris.

**7.6. Rupture des scellés de lots officiellement certifiés**

Les négociants-préparateurs portent à la connaissance du Service que des lots définitivement certifiés ne seront pas commercialisés en tant que semences. La destination de ces lots doit être indiquée et les étiquettes utilisées doivent être mises à la disposition du Service.

**8. Introduction et importation/exportation****8.1. Semences introduites à partir d'un pays membre de l'U.E.****8.1.1. Semences brutes ou matériel végétatif de reproduction**

L'introduction de semences brutes en vue de leur conditionnement en Belgique est autorisée moyennant des garanties fournies par le Service étranger de certification. Par la suite, les semences sont traitées comme décrit sous 5.

Pour le matériel de reproduction, appartenant à une variété qui ne figure ni au catalogue commun, ni au catalogue national, la preuve doit être apportée que les semences sont, suivant le cas, après multiplication ou triage, destinées à l'exportation vers un pays tiers.

### 8.1.2. Semences définitivement certifiées

Le contrôle à l'introduction n'est pas obligatoire pour les produits en libre circulation à l'intérieur de l'U.E.

Le responsable de l'introduction des semences définitivement certifiées doit avant le 15 du mois qui suit l'introduction des produits, faire une déclaration auprès du Service en mentionnant :

- nom et adresse complète du responsable de l'introduction des produits;
- espèce;
- variété, clone ou, pour les mélanges de semences, utilisation prévue;
- catégorie et/ou classe;
- numéro du lot;
- quantités introduites (poids ou nombre) au cours du mois précédent;
- service de contrôle officiel;
- pays de production;
- pays d'expédition;
- le cas échéant, la mention que les produits seront ré-emballés ou traités chimiquement;
- date et signature du responsable de l'introduction des produits.

### 8.3. Contrôle de semences importées à partir de pays tiers

L'Administration des Douanes ne peut admettre des semences d'espèces réglementées que si elles sont pourvues d'un document d'importation délivré par le Service.

Si les semences sont originaires d'un pays tiers avec lequel l'U.E. a un régime d'équivalence, l'équivalence est établie.

Dans le cas d'absence d'équivalence, l'importation des semences peut être autorisée si :

- elles appartiennent à une variété qui participe à des essais officiels en vue de l'inscription au catalogue national et sont destinées aux essais précités;
- si elles sont destinées à des objectifs de sélection ou scientifiques;
- si elles sont destinées à la multiplication par le mandataire sous contrôle du Service;
- si elles sont destinées à la ré-exportation vers des pays tiers.

Dans les cas précités la preuve doit être fournie et jointe au document d'importation.

Pour certaines espèces les contrats de multiplication conclus entre une entreprise belge et une entreprise d'un pays tiers doivent être présentés à l'enregistrement auprès du Service à des dates prescrites. Le Service précise les modalités.

## 9. Certification O.C.D.E.

### 9.1. Champ d'application

Les variétés, produites selon l'un des systèmes de l'O.C.D.E., peuvent être certifiées selon les règles du système concerné. Sur demande un certificat O.C.D.E. est délivré par le Service.

### 9.2. Documents

#### 9.2.1. Variétés figurant sur la liste de l'O.C.D.E. et, soit au catalogue communautaire, soit au catalogue national.

Pour l'exportation vers un pays tiers et sur demande, les documents prévus par le système de certification de l'O.C.D.E. peuvent remplacer les documents ordinaires de contrôle couvrant des semences produites en Belgique.

#### 9.2.2. Variétés figurant uniquement sur la liste de l'O.C.D.E.

Les lots de semences de ces variétés qui proviennent de cultures établies en Belgique et admises lors du contrôle sur pied, peuvent être couverts par les documents prévus par le système de certification de l'O.C.D.E. à condition que les semences répondent aux normes de ce système.

Ces lots sont destinés exclusivement à l'exportation.

### 9.3. Nouvelle fermeture

Le propriétaire d'un lot de semences importé sous le couvert de documents O.C.D.E. peut demander au Service d'apporter un nouveau document O.C.D.E. à condition de l'accord préalable de l'autorité, dont le nom et l'adresse figurent sur l'étiquette.

Le Service détermine les modalités pratiques d'exécution de ceci.

### 9.4. Echantillons

De chaque lot certifié ou recertifié un échantillon officiel est prélevé pour le champ de contrôle.

## 10. Contrôle des semences destinées à l'exportation

La production de semences destinée à l'exportation vers un pays tiers est soumise à la présente réglementation.

Néanmoins, et sur demande de l'exportateur, le contrôle pourra se faire selon d'autres critères fournis par l'exportateur, s'accommodant ainsi aux obligations commerciales conclues ou encore en vue de s'accorder avec la réglementation en vigueur dans le pays importateur.

Dans ces cas un document spécial est utilisé.

## 11. Champ de contrôle

Des champs de contrôle peuvent être mis en place avec :

- (1) les échantillons fournis par les obtenteurs, les mainteneurs ou leurs mandataires;
- (2) les échantillons pris lors des différents stades de contrôle;
- (3) les échantillons que les négociants-préparateurs doivent tenir à la disposition du Service.

Sur base des observations effectuées au champ de contrôle les résultats du contrôle sur pied peuvent être revus sans pour autant devenir plus favorables.

Si le pourcentage des impuretés constatées dans les parcelles semées à partir des échantillons prélevés d'un lot pour le contrôle a posteriori dépasse les normes, le lot peut être déclassé ou refusé.

Dans le cas du lin, les échantillons sont semés en deux répétitions minimum. Pour les échantillons originaires des lots mères, le nombre de plantes à examiner et les tolérances sont indiquées au tableau 3.

Tableau 3

Catégorie et classe à produire	Nombre de plantes par parcelle	Autre couleur des fleurs (a) (b)	Autres caractéristiques (c) (d)	
			Nombre de plantes	Tolérance
Semences de prébase	15 000	6	3 000	9
Semences de base E2	12 000	5	2 000	6
Semences de base E3	9 000	4	1 000	3
Semences certifiées :				
1 <sup>re</sup> reproduction (R1)	6 000	20	200	4
2 <sup>e</sup> reproduction (R2)	3 000	10	200	5
3 <sup>e</sup> reproduction (R3) (e)	1 500	5	100	2,5

(a). Moyenne des répétitions.

(b). La tolérance peut être adaptée en fonction de nombre de plantes par parcelle.

(c). Par « autres caractéristiques » il est entendu :

— la moucheture des sépales;

— la ciliation des fausses parois des capsules;

— caractères spécifiques variétaux déterminés par le Service.

(d). Si, lors de l'examen, le nombre de plantes aberrantes est supérieur à la tolérance, mais inférieur au double, une observation complémentaire est effectuée sur un même nombre de plantes. La culture correspondante est refusée si la moyenne des deux comptages est supérieure à la tolérance.

(e). Contrôle par sondage.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences des plantes oléagineuses et à fibres.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2013/27066]

#### 6. DEZEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2, §1, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung der Erzeugung des Saatguts von Öl- und Faserpflanzen;

Aufgrund der am 25. Januar 2012 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 10. November 2011;

Aufgrund des am 21. März 2012 in Anwendung des Artikels 84, §1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 50.994/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Begriffsbestimmung und Anwendungsbereich

**Artikel 1** - - Der vorliegende Erlass überträgt die Richtlinie 2002/57/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen, abgeändert durch die Richtlinien 2002/68/EG des Rates vom 19. Juli 2002, 2003/45/EG der Kommission vom 28. Mai 2003, 2003/61/EG des Rates vom 18. Juni 2003, 2004/117/EG des Rates vom 22. Dezember 2004 und 2009/74/EG der Kommission vom 26. Juni 2009.

**Art. 2** - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Saatgut an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung.

Nicht als Inverkehrbringen gilt der Handel mit Saatgut, der nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z. B. die nachstehenden Vorgänge:

a) die Lieferung von Saatgut an amtliche Prüf- und Kontrollstellen;

b) die Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Vorbereitung oder Verpackung, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut erwirbt.

Nicht als Inverkehrbringen gilt die an bestimmte Bedingungen geknüpfte Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Erzeugung bestimmter landwirtschaftlicher Rohstoffe zu gewerblichen Zwecken oder zur Saatgutvermehrung zu diesem Zweck, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut oder das Erntegut erwirbt. Der Lieferant des Saatguts legt der Anerkennungsstelle eine Kopie der betreffenden Teile des Vertrags mit dem Dienstleistungserbringer vor; hierzu gehören Angaben darüber, welchen Normen und Bedingungen das gelieferte Saatgut derzeit entspricht.

Die Durchführungsbestimmungen zu den vorliegenden Bestimmungen werden durch den Minister nach den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union festgelegt;

2° Öl- und Faserpflanzen: die Pflanzen der folgenden Gattungen und Arten:

- a) *Arachis hypogea* L., Erdnuss;
- b) *Brassica juncea* (L.) Czern, Brauner Senf;
- c) *Brassica napus* L. (*partim*), Raps;
- d) *Brassica nigra* (L.) W.D.J. Koch, Schwarzer Senf;
- e) *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs, Rübsen;
- f) *Cannabis sativa* L., Hanf;
- g) *Carthamus tinctorius* L., Färberdistel;
- h) *Carum carvi* L., Kümmel;
- i) *Glycine max* (L.) Merr., Sojabohne;
- j) *Gossypium* spp., Baumwolle;
- k) *Helianthus annuus* L., Sonnenblume;
- l) *Linum usitatissimum* L., Faserlein, Öllein;
- m) *Papaver somniferum* L., Schlafmohn;
- n) *Sinapis alba* L., weißer Senf.

3° Vorstufensaatgut: Zuchtsaatgut der dem Basissaatgut vorhergehenden Generationen, das unter der Verantwortung des Saatzüchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszucht im Hinblick auf die Sorte gewonnen und von einer zuständigen Anerkennungsstelle gemäß den für die Anerkennung von Basissaatgut geltenden Bestimmungen amtlich kontrolliert worden ist.

4° Basissaatgut (andere Sorten als Hybriden): Samen:

a) der unter der Verantwortung des Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszucht im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut;

b) der zur Erzeugung von Saatgut entweder der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" oder der Kategorien "Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung", "beziehungsweise" "Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung" oder gegebenenfalls "Zertifiziertes Saatgut der dritten Vermehrung" bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 6 die Voraussetzungen der Anlagen 1 und 2 des vorliegenden Erlasses für Basissaatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

Bei Leinsaatgut kann die Erzeugung des Basissaatguts sich über einen oder zwei Vermehrungszyklen erstrecken. In diesem Fall wird die Kategorie Basissaatgut in die Kategorien Basissaatgut E2 für die erste Generation aus Vorstufensaatgut und Basissaatgut E3 für die zweite Generation nach dem Vorstufensaatgut unterteilt;

5° Basissaatgut (Hybriden):

1. Basissaatgut von Inzuchtlinien: Samen,

a) der vorbehaltlich von Artikel 6 die Voraussetzungen der Anlagen 1 und 2 für Basissaatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß Buchstabe a) erfüllt sind.

2. Basissaatgut von Inzuchtlinien: Samen,

a) der zur Erzeugung von Dreiweg-Hybriden oder Doppel-Hybriden bestimmt ist,

b) der vorbehaltlich von Artikel 6 die Voraussetzungen der Anlagen 1 und 2 für Basissaatgut erfüllt und

c) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a) und b) erfüllt sind.

6° Zertifiziertes Saatgut (Rübsen, Sareptasenf, Raps, Schwarzer Senf, diözischer Hanf, Saflor, Kümmel, Sonnenblume, Mohn, Weißer Senf): Samen,

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;

b) der zur Erzeugung von Öl- und Faserpflanzen zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Saatgut bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 6, § 2 die Voraussetzungen der Anlagen 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

7° Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung (Erdnuss, monözischer Hanf, Faserlein, Öllein, Soja, Baumwolle): Samen,

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;

b) der zur Erzeugung entweder von Saatgut der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung" oder gegebenenfalls der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut der dritten Vermehrung" oder zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Saatgut von Öl- und Faserpflanzen bestimmt ist;

c) der die Voraussetzungen der Anlagen 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

8° Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung (Erdnuss, Faserlein, Öllein, Soja, Baumwolle) : Samen,

a) der unmittelbar von Basissaatgut, von zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;

b) der zur Erzeugung zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Saatgut von Öl- und Faserpflanzen oder gegebenenfalls zur Erzeugung der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut der dritten Vermehrung" bestimmt sind;

c) der die Voraussetzungen der Anlagen 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

9° Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung (monozönischer Hanf: Samen,

a) der unmittelbar von zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung stammt und der besonders im Hinblick auf die Erzeugung von zertifiziertem Saatgut der zweiten Vermehrung hergerichtet und amtlich geprüft worden ist;

b) der für die Erzeugung von Hanf bestimmt ist, welcher zur Zeit der Blüte geerntet wird;

c) der die Voraussetzungen der Anlagen 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

10° Zertifiziertes Saatgut der dritten Vermehrung (Faserlein, Öllein): Samen,

a) der unmittelbar von Basissaatgut, von zertifiziertem Saatgut der ersten oder der zweiten Vermehrung oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;

b) der zur Erzeugung zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Saatgut von Öl- und Faserpflanzen bestimmt ist;

c) der die Voraussetzungen der Anlagen 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

11° Handelssaatgut: Samen,

a) der artecht ist;

b) der vorbehaltlich von Artikel 6, § 2 die Voraussetzungen der Anlage 2 für Handelssaatgut erfüllt und

c) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a) und b) erfüllt sind;

12° Verbundsorte: Gemenge aus zertifiziertem Saatgut einer bestimmten bestäuberabhängigen Hybride, die gemäß der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten amtlich zugelassen ist, mit zertifiziertem Saatgut eines oder mehrerer bestimmter, gleichermaßen zugelassener Bestäuber, die mechanisch in einem bestimmten Verhältnis miteinander vermischt wurden, das von den Erhaltungszüchtern der genannten Komponenten gemeinsam festgelegt wird und der Zertifizierungsbehörde mitgeteilt worden ist;

13° Bestäuberabhängige Hybride: männlich-sterile Hybride als Komponente der "Verbundsorte" (weibliche Komponente);

14° Bestäuber: Pollen absondernde Komponente der "Verbundsorte" (männliche Komponente);

15° Drittland: Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

16° Gemeinsamer Katalog: der gemeinsame Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aufgrund der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

17° Nationaler Katalog: der nationale Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

18° ISTA (Internationale Vereinigung für Saatgutprüfung): internationale Einrichtung, die die Verfahren für die Probenahme und die Prüfung des Saatguts bestimmt;

19° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

20° Dienststelle: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt (D.G.A.R.N.E.) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, welche die zuständige Behörde für die Zertifizierung ist.

§ 2. Änderungen der Liste der in §1 unter Punkt 2° aufgeführten Arten werden durch den Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union vorgenommen.

§ 3. Die jeweiligen Sortentypen einschließlich der Komponenten, die für die Kontrolle nach dem vorliegenden Erlass in Frage kommen, können durch den Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union besonders beschrieben und festgelegt werden.

§ 4. In Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union kann der Minister die Punkte 4° und 5° von §1 abändern, um in den Anwendungsbereich dieses Erlasses die Hybriden der Öl- und Faserpflanzen mit Ausnahme der Sonnenblumenhybriden einzuschließen.



**Art. 3** - Der vorliegende Erlass gilt für die kommerzielle Erzeugung und das Inverkehrbringen von Saatgut von Öl- und Faserpflanzen in der Europäischen Union, das für die landwirtschaftliche Erzeugung, Zierzwecke ausgenommen, bestimmt ist. Er gilt nicht für Saatgut von Öl- und Faserpflanzen, das nachweislich zur Ausfuhr nach Drittländern bestimmt ist, wenn es als solches gekennzeichnet ist, und unter der Bedingung, dass die Bestimmung nachgewiesen werden kann.

Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

#### KAPITEL II — Die Anerkennung und das Inverkehrbringen

**Art. 4** - § 1. Saatgut der nachfolgenden Arten darf nur in Verkehr gebracht werden, wenn es als "Vorstufensaatgut", "Basissaatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut" amtlich anerkannt worden ist:

- 1° *Brassica* L. (partim), Raps;
- 2° *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs, Rübsen;
- 3° *Cannabis sativa* L., Hanf;
- 4° *Carthamus tinctorius* L., Saflor;
- 5° *Carum carvi* L., Kümmel;
- 6° *Gossypium* spp., Baumwolle;
- 7° *Helianthus annuus* L., Sonnenblume;
- 8° *Linum usitatissimum* L., (Partim), Öllein oder Faserlein.

§ 2. Saatgut anderer als der in § 1 genannten Arten von Öl- und Faserpflanzen darf nur in den Verkehr gebracht werden, wenn es sich entweder um Saatgut, das als "Vorstufensaatgut", "Basissaatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut" amtlich anerkannt worden ist, oder um Handelssaatgut handelt.

§ 3. Gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen kann der Minister vorschreiben, dass Saatgut anderer als der in § 1 genannten Arten von Öl- und Faserpflanzen von bestimmten Zeitpunkten an nur in den Verkehr gebracht werden darf, wenn es sich um Saatgut handelt, das als "Vorstufensaatgut", "Basissaatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut" amtlich anerkannt worden ist.

§ 4. Das Saatgut von Öl- und Faserpflanzen darf nur in Verkehr gebracht werden, wenn es einer Sorte angehört, die im gemeinsamen Katalog oder im nationalen Katalog angeführt ist.

§ 5. Der Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen in der Form einer Verbundsorte ist zulässig. Die Umhüllung einer bestimmten bestäuberabhängigen Hybride muss eine andere Farbe als die Umhüllung des Bestäubers haben.

**Art. 5** - In Abweichung von Artikel 4 ist das Inverkehrbringen von nicht aufbereitetem Saatgut im Hinblick auf deren Aufbereitung und Verpackung erlaubt, sofern die Identität dieses Saatguts amtlich gewährleistet ist.

**Art. 6** - § 1. Abweichend von den in Artikel 4 aufgeführten Bestimmungen kann Vorstufensaatgut und Basissaatgut, das die Anforderungen der Anlage 2 an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, amtlich anerkannt und in den Verkehr gebracht werden, unter der Bedingung, dass der Lieferant eine bestimmte Keimfähigkeit gewährleistet, die er beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett angibt, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 2. Im Interesse einer schnellen Versorgung mit Saatgut und abweichend von Artikel 4 kann Saatgut der Kategorien "Basissaatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut" aller Art oder Handelssaatgut, bei dem die amtliche Prüfung in Bezug auf die Kontrolle der Einhaltung der Anforderungen der Anlage 2 an die Keimfähigkeit nicht abgeschlossen ist, amtlich anerkannt oder amtlich zugelassen und bis zum ersten Empfänger der Handelsstufe in den Verkehr gebracht werden. Die Anerkennung oder die Zulassung erfolgt nur gegen Vorlage einer vorläufigen Analyse des Saatguts und gegen Angabe von Namen und Anschrift des ersten Empfängers. Der Lieferant muss die sich aus der vorläufigen Analyse ergebende Keimfähigkeit gewährleisten. Er gibt diese Keimfähigkeit beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett an, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält. Der Lieferant verpflichtet sich zur Rücknahme der Partie, für den Fall dass die amtliche Prüfung ungünstig ausfällt.

§ 3. Mit Ausnahme der in Artikel 16 vorgesehenen Fälle der Vermehrung außerhalb der Europäischen Union gelten diese Bestimmungen nicht für aus Drittländern eingeführtes Saatgut.

**Art. 7** - § 1. In Abweichung von Artikel 4 wird den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlaubt, kleine Mengen Saatgut für wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtvorhaben in Verkehr zu bringen.

§ 2. In Abweichung von Artikel 4 kann die Dienststelle den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlauben, angemessene Mengen von Saatgut für andere Test- oder Versuchszwecke in Verkehr zu bringen, sofern das Saatgut einer Sorte zugehört, für die ein Antrag auf Aufnahme in den nationalen Sortenkatalog gestellt wurde. Die auf diese Erlaubnis anwendbaren Bedingungen werden in Anlage 6 erläutert. Sie stimmen mit den Bestimmungen der Entscheidung der Kommission vom 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den nationalen Sortenkatalog beantragt wurde, überein.

§ 3. Im Fall von genetisch verändertem Material kann das in § 1 und § 2 erwähnte Saatgut nur unter Einhaltung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005 zur Regelung der absichtlichen Freisetzung in die Umwelt sowie des Inverkehrbringens von genetisch veränderten Organismen oder Erzeugnissen, die derartige Organismen beinhalten, in Verkehr gebracht werden.

**Art. 8** - Der Minister kann für die einheimische Produktion im Rahmen der Zertifizierung des Vorstufensaatguts, des Basissaatguts und des sonstigen zertifizierten Saatguts sowie für die Zulassung von Handelssaatgut zusätzliche Bedingungen festlegen oder Bedingungen, die strenger sind als jene, die in Anlagen 1 und 2 angeführt werden.

**Art. 9** - Die ggf. erforderliche Beschreibung für die Zertifizierung der genealogischen Bestandteile wird auf Antrag des Saatzüchters geheim gehalten.

**Art. 10** - § 1. Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertes Saatgut und Handelssaatgut dürfen nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen, die nach den Artikeln 11 und 12, § 1 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden.

§ 2. Die Dienststelle kann für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher Ausnahmen von § 1 hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung vorsehen.

**Art. 11** - § 1. Packungen mit Vorstufensaatgut, mit Basissaatgut, mit zertifiziertem Saatgut aller Art und mit Handelssaatgut müssen amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlussystem verletzt wird oder dass das in Artikel 12, § 1 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen.

Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlussystem mindestens entweder die Einbeziehung des amtlichen Etiketts in das System oder die Anbringung einer amtlichen Verschlussicherung ein. Diese Maßnahmen sind bei Verwendung eines nicht wiederverwendbaren Verschlussystems jedoch entbehrlich.

§ 2. Eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung darf nur amtlich oder unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden. In diesem Fall werden auf dem in Artikel 12, § 1 vorgesehenen Etikett auch die letzte Wiederverschließung, deren Datum und die Stelle, die die Wiederverschließung vorgenommen hat, vermerkt.

§ 3. Für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpackungen werden in Anlage 7 unter Punkt 7.4 Ausnahmen von §1 vorgesehen.

**Art. 12** - § 1. Packungen mit Vorstufensaatgut, Basissaatgut, mit zertifiziertem Saatgut und mit Handelssaatgut:

1° werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das noch nicht benutzt worden ist, das den Voraussetzungen der Anlage 4 entspricht und auf dem die Angaben in einer der Amtssprachen der Europäischen Union abgefasst sind. Die Farbe des Etiketts ist weiß mit einer lilafarbenen diagonalen Linie bei Vorstufensaatgut, weiß bei Basissaatgut, blau bei zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung nach Basissaatgut, rot bei zertifiziertem Saatgut der folgenden Vermehrungen nach Basissaatgut und braun bei Handelssaatgut. Bei zertifiziertem Saatgut einer Verbundsorte ist das Etikett blau mit einer diagonalen grünen Linie. Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlussicherung gesichert. Wenn im Falle des Artikels 6, § 1 Basissaatgut die Anforderungen der Anlage 2 an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt. Die Verwendung von amtlichen Klebeetiketten ist gestattet. Gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen kann die Anbringung der vorgeschriebenen Angaben auf der Packung in unverwischbarer Farbe nach dem Muster des Etiketts unter amtlicher Überwachung gestattet werden;

2° enthalten einen amtlichen Vermerk in der Farbe des Etiketts, der von den für das Etikett vorgesehenen Angaben mindestens diejenigen enthält, die für dieses Etikett in Anlage 4, Teil A, Buchstabe a), Nummern 4, 5 und 6 und für Handelssaatgut in Buchstabe c), Nummern 2, 5 und 6 vorgesehen sind. Der Vermerk ist so beschaffen, dass er nicht mit einem amtlichen Etikett gemäß Punkt 1° verwechselt werden kann. Der Vermerk ist entbehrlich, wenn die Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe angebracht sind oder wenn gemäß Punkt 1° ein Klebeetikett oder ein Etikett aus reißfestem Material verwendet wird.

§ 2. Der Minister kann für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpackungen mit Basissaatgut in Übereinstimmung mit den ggf. getroffenen Beschlüssen der Europäischen Union Ausnahmen von den Bestimmungen von § 1 vorsehen.

**Art. 13** - In allen anderen als den in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Fällen und gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union kann der Minister vorschreiben, dass die Packungen mit Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut irgendwelcher Kategorie oder mit Handelssaatgut ein Etikett des Lieferanten tragen. Dabei kann es sich um ein vom amtlichen Etikett gesondertes Etikett oder um Angaben des Lieferanten, die auf der Packung selbst aufgedruckt sind, handeln. Die auf diesem Etikett anzugebenden Einzelheiten werden ebenfalls nach dem in den Beschlüssen der Europäischen Union bestimmten Verfahren festgelegt.

**Art. 14** - Saatgut einer genetisch veränderten Sorte muss auf jedem Etikett oder jedem amtlichen oder sonstigen Begleitpapier, das gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses an der Saatgutpartie befestigt ist oder dieser beiliegt, klar als solches gekennzeichnet sein, unbeschadet der Bestimmungen des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005.

**Art. 15** - Jegliche chemische Behandlung von Vorstufensaatgut, Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut wird entweder auf dem amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung vermerkt.

**Art. 16** - § 1. Saatgut von Öl- und Faserpflanzen:

1° das unmittelbar von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung stammt, das in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem dritten Land, dem die Gleichstellung nach Artikel 17 gewährt wurde, amtlich anerkannt oder durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat anerkanntem Basissaatgut mit in einem solchen dritten Land amtlich anerkanntem Basissaatgut unmittelbar gewonnen wurde, und

2° in einem anderen Mitgliedstaat geerntet wurde;

wird auf Antrag und unbeschadet der Bestimmungen des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 als zertifiziertes Saatgut amtlich anerkannt, wenn es einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den Voraussetzungen der Anlage 1 für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen der Anlage 2 für diese Kategorie erfüllt sind.

Stammt das Saatgut in diesen Fällen unmittelbar von amtlich anerkanntem Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation, so kann es, sofern die Voraussetzungen für diese Kategorie erfüllt sind, die amtliche Anerkennung als Basissaatgut erhalten.

§ 2. Saatgut von Öl- und Faserpflanzen, das in der Europäischen Union geerntet wurde und zur Anerkennung nach § 1 bestimmt ist, muss :

1° gemäß Artikel 11, §1 abgepackt und mit einem amtlichen Etikett nach Anlage 5, Punkte A und B versehen werden und

2° von einer amtlichen Bescheinigung nach Anlage 5 Punkt C begleitet sein.

Die Bestimmungen von Punkt 1 in Bezug auf die Verpackung und Kennzeichnung finden keine Anwendung, wenn die gleichen Behörden sowohl für die Feldbesichtigung und für die Erstellung der Unterlagen für das noch nicht endgültig zugelassene Saatgut im Hinblick auf dessen Zulassung als auch für die Zulassung selbst verantwortlich sind, oder wenn sich die einzelnen zuständigen Behörden über diese Ausnahme einig sind.

§ 3. In Drittländern geerntetes Saatgut von Öl- und Faserpflanzen wird auf Antrag amtlich anerkannt, wenn folgende Anforderungen erfüllt sind:

1° Das Saatgut wurde direkt gewonnen:

a) von Basissaatgut oder Saatgut der ersten Vermehrung, das entweder in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem Drittland, dem gemäß Artikel 17 Gleichstellung gewährt wurde, amtlich anerkannt wurde, oder

b) durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem Drittland gemäß Punkt a) amtlich anerkanntem Basissaatgut;

2° eine Feldbesichtigung durchgeführt wurde, die die Bedingungen einer Gleichstellungsentscheidung erfüllt, die von dem Rat der Europäischen Union in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie 2002/57 EG getroffen worden ist;

3° die amtliche Prüfung ergeben hat, dass die Bedingungen der Anlage 2 für dieselbe Kategorie erfüllt sind.

**Art. 17 - § 1.** Das Saatgut von Öl- und Faserpflanzen, das in einem Drittland geerntet worden ist, darf nur dann in Verkehr gebracht werden, wenn der Rat der Europäischen Union im Voraus festgestellt hat, dass das in diesem Land geerntete Saatgut von Öl- und Faserpflanzen hinsichtlich seiner Eigenschaften sowie der zu seiner Prüfung, seiner Identitätssicherung, seiner Kennzeichnung und seiner Kontrolle durchgeführten Maßnahmen die gleiche Gewähr bietet, und insoweit dem Saatgut gleichsteht, das in der Europäischen Union geerntet worden ist und den Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie 2002/57EG entspricht.

§ 2. Die in § 1 angeführten Bestimmungen sind außerdem anwendbar auf das in jedem neuen Mitgliedstaat geerntete Saatgut für die Zeit ab dem Zeitpunkt seines Beitritts bis zu dem Zeitpunkt, zu dem er den Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie 2002/57/EG nachkommen muss.

**Art. 18 - § 1.** Zur Behebung von vorübergehend auftretenden und in anderer Weise nicht zu beseitigenden Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut in der Europäischen Union kann die Dienststelle beschließen, unter Anwendung des in der vorerwähnten Richtlinie 2002/57/EG festgelegten Verfahrens und mit der Zusage der Europäischen Kommission das Inverkehrbringen von Saatgut einer Kategorie mit minderen Anforderungen oder von Saatgut einer Sorte, welche weder im gemeinsamen Sortenkatalog noch in dem nationalen Samenkatalog aufgeführt ist, zu genehmigen. Diese Genehmigung gilt für einen begrenzten Zeitraum und betrifft die Samenmengen, die zur Behebung der Versorgungsschwierigkeiten erforderlich sind.

§ 2. Für die Saatgutkategorie einer bestimmten Sorte ist das amtliche Etikett der entsprechenden Kategorie zu verwenden. Bei Saatgut von Sorten, die nicht in den vorgenannten Katalogen aufgeführt sind, ist das für Handelssaatgut vorgesehene amtliche Etikett zu verwenden.

Auf dem Etikett ist anzugeben, dass das betreffende Saatgut zu einer Kategorie gehört, welche mindere Anforderungen erfüllt.

**Art. 19 -** Der Minister kann die auf Grund der Entwicklung der wissenschaftlichen oder technischen Erkenntnisse oder auf Grund der administrativen Vereinfachung oder zur Verbesserung des Kontrollsystems notwendig werdenden Ergänzungen oder Änderungen der Anhänge des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Europäischen Union vornehmen.

### KAPITEL III — Die Kontrolle

**Art. 20 -** Die Dienststelle ist nach den in der Anlage 7 angeführten Verfahren und Definitionen mit der Durchführung der Kontrolle des erzeugten einheimischen Saatguts beauftragt. Diese Kontrolle umfasst insbesondere:

1° die Prüfung der Zulässigkeit der Kontrollanträge für die Kulturen, die zur Erzeugung von Saatgut bestimmt sind;

2° die Kontrolle der Feldbestände;

3° die Kontrolle der geernteten Erzeugnisse beim Transport, der Anlieferung, der Lagerung, der Aufbereitung und der Aufmachung;

4° die Laboruntersuchung;

5° die Kontrolle der Ausführung der amtlichen Verschließung und des in den Artikeln 10, 11, 12 und 13 vorgeschriebenen Anbringens amtlicher Etiketten und Bescheinigungen;

6° die Kontrolle der Felduntersuchungen, Probenahmen und Laboruntersuchungen unter amtlicher Überwachung gemäß Artikel 21.

**Art. 21 - § 1.** Bei der amtlich überwachten Prüfung gemäß Artikel 2, § 1, 4°, d, Artikel 2, § 1, 5°, 1, b, Artikel 2, § 1, 5°, 2, c, Artikel 2, § 1, 6°, d, Artikel 2, § 1, 7°, d, Artikel 2, § 1, 8°, d, Artikel 2, § 1, 9°, d, Artikel 2, § 1, 10°, d und § 1, 11°, c, müssen folgende Anforderungen für die Felduntersuchungen erfüllt sein:

1° Die Inspektoren:

a) müssen die notwendige fachliche Befähigung haben, die durch von der Dienststelle oder von sonstigen amtlich anerkannten Kontrolleinrichtungen durchgeführte Prüfungen nachgewiesen und im Rahmen von von der Dienststelle oder von sonstigen amtlich anerkannten Kontrolleinrichtungen durchgeführten Lehrgängen erreicht wird.

Die Ausbildung eines neuen amtlich anerkannten Inspektors erstreckt sich über die Dauer der in einem Kulturjahr durchgeführten Feldkontrollen. - Sie umfasst zwei Teile: einen theoretischen Teil über den Inhalt der Gesetzgebung, die administrative Verwaltung der Inspektionen, die Normen und Techniken der Beobachtung, und einen praktischen Teil, der eine technische Ausbildung auf dem Kontrollfeld umfasst sowie die Überwachung der von einem amtlich anerkannten Inspektor durchgeführten Feldkontrollen auf den der Produktion vorbehaltenen Parzellen.

Der amtlich anerkannte Inspektor muss allen ggf. organisierten Informationstagungen über die von der Dienststelle organisierten Feldkontrollen beiwohnen. Er muss ebenfalls an den Besichtigungen der Kontrollfelder teilnehmen.

b) haben im Zusammenhang mit den Besichtigungen kein Gewinninteresse;

c) müssen von der Dienststelle amtlich zugelassen worden sein. Damit sie zugelassen werden können, müssen sie eine schriftliche Erklärung unterzeichnet haben, mit der sie sich verpflichten, die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln einzuhalten und sich im Rahmen der von der Dienststelle organisierten Informationstagungen regelmäßig fortzubilden. Die Zulassung wird jährlich erteilt für die Art(en), für die die fachliche Befähigung nachgewiesen wurde. Sie ist gültig vom 1. Januar bis zum 31. Dezember. Unbeschadet der Anwendung der in Punkt 5° erwähnten Maßnahmen wird die Zulassung von Jahr zu Jahr stillschweigend verlängert;

d) müssen die amtlich überwachten Prüfungen gemäß den für die amtlichen Prüfungen geltenden Regeln durchführen;

e) übermitteln der Dienststelle innerhalb von fünf Tagen nach der Feststellung die in den Beständen gemachten Beobachtungen. Die Dienststelle ist verantwortlich für die Zuteilung einer provisorischen Einstufung auf der Grundlage der Beobachtungen des amtlich anerkannten Inspektors.

2° Die zu prüfenden Feldbestände müssen von Saatgut erwachsen sein, das einer amtlichen Nachprüfung unterzogen wurde, die zufrieden stellend ausgefallen ist;

3° Ein Teil der Feldbestände muss von amtlichen Inspektoren geprüft werden. Der Anteil beträgt mindestens 5 v.H.;

4° Ein Teil der Proben der von den Feldbeständen geernteten Saatgutpartien ist für amtliche Nachprüfungen und gegebenenfalls für amtliche Laboruntersuchungen des Saatguts auf Sortenechtheit und Sortenreinheit zu entnehmen;

5° Stellt die Dienststelle zu Lasten eines amtlich anerkannten Inspektors administrative Nachlässigkeiten fest (unvollständige, ungenaue oder nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist eingereichte Schriftstücke), so wird diesem eine schriftliche Verwarnung zugestellt. Nachdem ihm im Laufe von zwei aufeinanderfolgenden Kulturjahren drei schriftliche Verwarnungen zugestellt worden sind, und seine Erklärungen als nicht zufrieden stellend erachtet wurden, entzieht die Dienststelle ihm die Zulassung;

6° Stellt die Dienststelle eine technische Pflichtverletzung fest, so stellt sie dem amtlichen Inspektor eine schriftliche Verwarnung zu, in der die beobachtete Pflichtverletzung erläutert und die Aussetzung seiner Zulassung erklärt wird.

Die Aussetzung der Zulassung wird beendet, nachdem der Inspektor an einem Fortbildungslehrgang teilgenommen und eine von der Dienststelle organisierte amtliche Prüfung erfolgreich abgelegt hat. Die Dauer der Aussetzung übersteigt nicht drei Jahre. Nach drei Jahren wird die Zulassung durch die Dienststelle entzogen. In diesem Fall wird jegliche bereits erfolgte Zertifizierung von geprüften Beständen für das betreffende Wirtschaftsjahr rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt;

7° Falls die Dienststelle sich gezwungen sieht, dem amtlich anerkannten Inspektor die Zulassung zu entziehen, teilt sie ihm dies mit einem Einschreibebrief mit, in dem sie die Gründe, die zu dieser Entscheidung geführt haben, erläutert. Wenn der amtlich anerkannte Inspektor den Beschluss zum Entzug der Zulassung beanstandet, kann er innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum des Eingangs des Schreibens, durch das ihm der Beschluss, der Gegenstand des Einspruchs ist, zugestellt wurde, beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung der operativen Direktion "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" eine Verwaltungsbeschwerde einreichen.

In dieser Verwaltungsbeschwerde hat der amtlich anerkannte Inspektor die Mittel zu seiner Verteidigung anzugeben.

Der Generalinspektor fasst einen Beschluss, den er dem Betroffenen per Einschreiben mitteilt.

§ 2. Im Verfahren der Überwachung von Sorten, bei der Prüfung des Saatguts zur Anerkennung und bei der Prüfung von Handelssaatgut nach Artikel 2, § 1, 4°, d, Artikel 2, § 1, 5°, 1, b, Artikel 2, § 1, 5°, 2, c, Artikel 2, § 1, 6°, d, Artikel 2, § 1, 7°, d, Artikel 2, § 1, 8°, d, Artikel 2, § 1, 9°, d, Artikel 2, § 1, 10°, d und § 1, 11°, c müssen die Proben amtlich oder unter amtlicher Überwachung gezogen werden. Saatgutproben für Kontrollen gemäß Artikel 22 sind amtlich zu ziehen. Die Proben werden gemäß den üblichen internationalen Verfahren oder in Ermangelung derartiger Verfahren nach vom Minister festgelegten Methoden aus homogenen Partien gezogen. Das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe werden in der Anlage 3 angegeben. Für die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

Wenn die Probenahme von Saatgut unter amtlicher Überwachung stattfindet, müssen die nachstehenden Bedingungen eingehalten werden:

1° Die Saatgutprobennehmer:

a) haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen erworben. Die Dienststelle organisiert Ausbildungslehrgänge über den Inhalt der Gesetzgebung, die administrative Verwaltung der Proben und die Normen und Techniken der Probenahme. Die Dienststelle stellt die in Punkt c) erwähnte Zulassung nur dann aus, wenn sie durch angemessene Tests hat prüfen können, dass die theoretischen und praktischen Kenntnisse, die zur Durchführung der Probenahme erforderlich sind, erworben wurden;

b) haben im Zusammenhang mit der Probenahme kein Gewinninteresse;

c) sind entweder unabhängige natürliche Personen, oder von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich nicht mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen, oder von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen. In diesem Fall kann ein Saatgutprobennehmer nur die für seinen Arbeitgeber erzeugten Partien beproben, es sei denn, zwischen seinem Arbeitgeber, dem Antragsteller und der Dienststelle wurde eine andere Vereinbarung getroffen;

d) werden von der Dienststelle amtlich zugelassen. Damit sie zugelassen werden können, müssen sie eine schriftliche Erklärung unterzeichnet haben, mit der sie sich verpflichten, die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln einzuhalten und sich im Rahmen der von der Dienststelle organisierten Informationstagungen regelmäßig fortzubilden. Die Zulassung wird jeweils für eine Art erteilt und ist gültig vom 1. Januar bis zum 31. Dezember. Die Zulassung wird von Jahr zu Jahr stillschweigend verlängert, so lange die auferlegten Bedingungen erfüllt werden. Die Zulassung wird entzogen, wenn die auferlegten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind;

2° Die Tätigkeit der Saatgutprobennehmer wird durch die Dienststelle ordnungsgemäß überwacht. Bei automatischer Probenahme hat der Probennehmer die Auflagen der ISTA zu erfüllen. Zudem muss er von der Dienststelle zugelassen werden. Ein amtlich zugelassener Saatgutprobennehmer ist für den Betrieb des Probennehmers verantwortlich;

3° Die Überwachung gemäß Punkt 2° umfasst eine Kontrollbeprobung eines Anteils der im Rahmen dieses Versuchs zur amtlichen Anerkennung eingereichten Saatgutpartien durch amtliche Saatgutprobennehmer. Dieser Anteil wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen verteilt, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Anteil beträgt mindestens 5%. Diese Kontrollbeprobungen sind nicht auf die automatische Probenahme anwendbar. Die Dienststelle vergleicht die Ergebnisse der Analysen amtlich gezogener Saatgutproben mit den Proben, die unter amtlicher Aufsicht aus derselben Saatgutpartie gezogen wurden;



4° Die Überwachung gemäß Punkt 2° umfasst die Durchführung von Prüfungen der Probenahmetätigkeiten durch die Dienststelle nach von ihr festgelegten Modalitäten;

5° Stellt die Dienststelle zu Lasten des amtlich zugelassenen Saatgutprobenehmers Pflichtverletzungen fest, so übermittelt sie diesem eine schriftliche Verwarnung.

Als Pflichtverletzungen gelten:

- a) die im Rahmen der in Punkt 4° vorgesehenen Prüfung festgestellten Regelwidrigkeiten;
- b) wiederholte administrative Nachlässigkeiten (unvollständige, ungenaue oder nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist eingereichte Schriftstücke);
- c) die Ergebnisse, die die Grenzwerte übersteigen und die bei den Vergleichen der unter Punkt 3° erwähnten Kontrollbeprobungen erzielt werden.

Der amtlich zugelassene Saatgutprobenehmer bereinigt die Sachlage innerhalb einer Frist, die gemeinsam mit der Dienststelle festgelegt wird. Wird die Sachlage nicht innerhalb der festgelegten Frist bereinigt, so wird die Zulassung ausgesetzt. In Ermangelung einer Bereinigung der Sachlage innerhalb von dreißig Tagen nach dem Ablauf der festgelegten Frist wird die Zulassung durch die Dienststelle entzogen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung des beprobten Saatguts für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut alle erforderlichen Bedingungen erfüllt.

6° Falls die Dienststelle sich gezwungen sieht, einem amtlich zugelassenen Saatgutprobenehmer die Zulassung zu entziehen, so setzt sie diesen durch ein Einschreiben, in dem die Begründung dieser Entscheidung angegeben wird, davon in Kenntnis. Wenn die Entscheidung über den Entzug der Zulassung durch den amtlich zugelassenen Saatgutprobenehmer beanstandet wird, so kann dieser innerhalb von dreißig Tagen, die auf das Datum des Eingangs des Schreibens folgen, durch das ihm der den Einspruch betreffende Beschluss zugestellt wurde, beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung der operativen Direktion «Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt» eine Verwaltungsbeschwerde einreichen.

In dieser Verwaltungsbeschwerde hat der amtlich zugelassene Saatgutprobenehmer seine Verteidigungsmittel geltend zu machen.

Der Generalinspektor fasst einen Beschluss, den er dem Betroffenen per Einschreiben mitteilt.

7° gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen ist der Minister befugt, andere auf die unter amtlicher Überwachung durchgeführte Saatgutprobenahme anwendbare Maßnahmen zu treffen.

§ 3. Die amtlichen Prüfung oder amtlich überwachten Prüfungen nach Artikel 2, § 1, 4°, *d*, Artikel 2, § 1, 5°, 1, *b*, Artikel 2, § 1, 5°, 2, *c*, Artikel 2, § 1, 6°, *d*, Artikel 2, § 1, 7°, *d*, Artikel 2, § 1, 8°, *d*, Artikel 2, § 1, 9°, *d*, Artikel 2, § 1, 10°, *d* und § 1, 11°, *c*, die das Saatgut betreffen, werden nach den international gebräuchlichen Methoden oder in Ermangelung derartiger Methoden nach durch den Minister festgelegten Methoden durchgeführt.

Findet die Prüfung des Saatguts unter amtlicher Überwachung statt, müssen folgende Anforderungen erfüllt sein:

1° das Labor:

beschäftigt einen Saatgutprüfer, der für den technischen Betrieb des Labors unmittelbar verantwortlich ist und der über die notwendige Fachkenntnisse für die technische Leitung eines Saatgutprüflabors verfügt. Die Saatgutprüfer des Labors haben die erforderlichen Fachkenntnisse in von der Dienststelle organisierten Ausbildungslehrgängen erworben. Diese Ausbildungslehrgänge umfassen einen theoretischen Teil über den Inhalt der Gesetzgebung, die administrative Verwaltung der Prüfanträge, die Normen und Techniken der Prüfung und einen praktischen Teil über die Prüfung von Partien. Die Dienststelle stellt die in Punkt *c*) erwähnte Zulassung nur dann aus, wenn sie durch angemessene Tests hat prüfen können, dass die theoretischen und praktischen Kenntnisse, die zur Durchführung der Prüfungen erforderlich sind, erworben wurden. Es ist zulässig, dass das Labor bei der Durchführung der gesamten Prüfungen, die in den Bereich der Anerkennung der Zulassung fallen, oder eines Teils dieser Prüfungen Personal beschäftigt, das nicht amtlich geprüft wurde. In diesem Fall muss das Labor rechtfertigen können, dass diese Personalmitglieder ausgebildet wurden, dass ihre Fachkenntnisse betriebsintern validiert wurden, und dass eine ständige Qualitätskontrolle der ausgeführten Aufgaben und eine Betreuung durch amtlich geprüftes Personal stattgefunden hat.

Die lückenlose Rückverfolgbarkeit der Analysetätigkeit der ständig oder zeitweilig beschäftigten Personalmitglieder muss möglich sein.

Das Labor verfügt über die Räumlichkeiten und Geräte, für die die Dienststelle im Rahmen der Zulassung amtlich bestätigt, dass sie für die Untersuchung von Saatgut geeignet sind;

*b*) ist entweder ein unabhängiges Labor oder das Labor eines Saatgutunternehmens. Handelt es sich um das Labor eines Saatgutunternehmens, so darf es nur Saatgutpartien untersuchen, die für das betreffende Unternehmen erzeugt wurden, sofern zwischen dem Saatgutunternehmen, dem Antragsteller und der Dienststelle keine andere Vereinbarung getroffen wurde;

*c*) muss von der Dienststelle amtlich zugelassen worden sein nach den von ihr festgelegten Modalitäten. Damit sie zugelassen werden können, muss der Chefprüfer eine schriftliche Erklärung unterzeichnet haben, mit der sich das Labor verpflichtet, die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln einzuhalten. Der Chefprüfer des Labors verpflichtet sich, gemäß den üblichen internationalen Regeln wie z.B. gemäß den von der ISTA veröffentlichten Regeln über einen Zeitraum von wenigstens drei Jahren Buch zu führen über die Proben und die Prüfergebnisse und die Proben während wenigstens einem Jahr am dem Datum, an dem die Prüfungen abgeschlossen werden, zur Verfügung der Dienststelle zu halten.

Die Zulassung wird jeweils für eine Art erteilt und ist gültig vom 1. Januar bis zum 31. Dezember. Die Zulassung wird von Jahr zu Jahr stillschweigend verlängert, so lange die auferlegten Bedingungen erfüllt werden. Die Zulassung wird entzogen, wenn die auferlegten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind;

2° Die Tätigkeiten des Labors in Zusammenhang mit der Prüfung des Saatguts unterliegen einer Kontrolle durch die Dienststelle;

3° Die Überwachung gemäß Punkt 2° umfasst eine Kontrollbeprobung eines Anteils der im Rahmen dieses Versuchs zur amtlichen Anerkennung eingereichten Saatgutpartien durch amtliche Saatgutprobenehmer. Dieser Anteil wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen verteilt, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Anteil beträgt mindestens 5%.



4° Die Überwachung gemäß Punkt 2° umfasst die Durchführung von Prüfungen der Labortätigkeiten durch die Dienststelle nach von ihr festgelegten Modalitäten.

5° Stellt die Dienststelle im Rahmen der Labortätigkeiten Pflichtverletzungen fest, so übermittelt sie dem Chefprüfer eine schriftliche Verwarnung.

Als Pflichtverletzungen gelten:

- a) die im Rahmen der in Punkt 4° vorgesehenen Prüfung festgestellten Regelwidrigkeiten;
- b) wiederholte administrative Nachlässigkeiten (unvollständige, ungenaue oder nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist eingereichte Schriftstücke);
- c) die Ergebnisse, die die Grenzwerte übersteigen und die bei den Vergleichen der unter Punkt 3° erwähnten Kontrollbeprobungen erzielt werden.

Das amtlich zugelassene Labor bereinigt die Sachlage innerhalb einer Frist, die gemeinsam mit der Dienststelle festgelegt wird. Wird die Sachlage nicht innerhalb der festgelegten Frist bereinigt, so wird die Zulassung ausgesetzt. In Ermangelung einer Bereinigung der Sachlage innerhalb von dreißig Tagen nach dem Ablauf der festgelegten Frist wird die Zulassung durch die Dienststelle entzogen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung des beprobten Saatguts für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut alle erforderlichen Bedingungen erfüllt.

6° Falls die Dienststelle sich gezwungen sieht, dem amtlich anerkannten Labor die Zulassung zu entziehen, teilt sie ihm dies mit einem Einschreibebrief mit, in dem sie die Gründe, die zu dieser Entscheidung geführt haben, erläutert. Wenn das amtlich anerkannte Labor den Beschluss zum Entzug der Zulassung beanstandet, kann er innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum des Eingangs des Schreibens, durch das ihm der Beschluss, der Gegenstand des Einspruchs ist, zugestellt wurde, beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung der operativen Direktion "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" eine Verwaltungsbeschwerde einreichen.

In dieser Verwaltungsbeschwerde hat das amtlich anerkannte Labor die Mittel zu seiner Verteidigung anzugeben.

Der Generalinspektor fasst einen Beschluss, den er dem Betroffenen per Einschreiben mitteilt.

**Art. 22 - § 1.** Während des Inverkehrbringens des Saatguts von Öl- und Faserpflanzen führt die Dienststelle amtliche Stichproben aus, damit sichergestellt ist, dass dieses Saatgut den Anforderungen des vorliegenden Erlasses genügt.

§2. Unbeschadet des freien Verkehrs mit Saatgut in der Europäischen Union werden der Dienststelle bei dem Inverkehrbringen von aus Drittländern eingeführten Saatgutmengen über 2 kg folgende Auskünfte mitgeteilt:

- 1° Art;
- 2° Sorte;
- 3° Kategorie;
- 4° Erzeugerland und amtliche Kontrollstelle;
- 5° Versandland;
- 6° Einführer;
- 7° Saatgutmenge.

**Art. 23 - § 1.** Um die Entwicklung in folgenden Bereichen zu berücksichtigen, kann der Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union besondere Bedingungen festlegen:

- 1° Voraussetzungen für das Inverkehrbringen von chemisch behandeltem Saatgut;
- 2° Voraussetzungen, unter denen Saatgut unter Berücksichtigung der Erhaltung in situ und der nachhaltigen Nutzung der pflanzengenetischen Ressourcen in Verkehr gebracht werden darf, einschließlich Saatgutmischungen von Arten, die auch die in Artikel 1 der vorerwähnten Richtlinie 2002/53/EG aufgeführten Arten enthalten und die mit spezifischen natürlichen und halbnatürlichen Lebensräumen assoziiert und von genetischer Erosion bedroht sind;
- 3° Voraussetzungen, unter denen für den ökologischen Landbau geeignetes Saatgut in Verkehr gebracht werden darf.

§ 2. Die besonderen Bedingungen gemäß § 1 umfassen insbesondere folgende Punkte:

- 1° unter § 1, Punkt 2°; die Herkunft des Saatguts dieser Arten muss bekannt und durch den Minister zugelassen sein,
- 2° unter § 1 Punkt 2°; entsprechende mengenmäßige Beschränkungen.

**Art. 24 -** Rechnungen, Verträge, Kataloge, Rundschreiben, Verkaufsangebote und sonstige vergleichbare Dokumente müssen von Fall zu Fall die in Anlage 4, A, a), 5, 6, 7 und 10, oder d), 2, 6, 7 und 9 vorgeschriebenen Angaben aufweisen.

**Art. 25 -** Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

**Art. 26 -** Die Frist, in der die Bediensteten der in Artikel 6 des vorerwähnten Gesetzes vom 11. Juli 1969 angeführten Behörde gemäß Artikel 13 dieses Gesetzes im Rahmen einer Verwaltungsmaßnahme die von dem vorliegenden Erlass betroffenen Erzeugnisse vorläufig beschlagnahmen dürfen, wird auf drei Monate festgelegt.

## KAPITEL IV — Abschlussbestimmungen

**Art. 27** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 16. April 2010 zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Getreide, Grünfütterpflanzen, Öl- und Faserpflanzen, Gemüse und Wurzelichorie wird aufgehoben.

**Art. 28** - Der Ministerialerlass vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung der Erzeugung des Saatguts von Öl- und Faserpflanzen wird aufgehoben.

**Art. 29** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

## ANLAGE 1

## VORAUSSETZUNGEN, DENEN DER FELDBESTAND GENÜGEN MUSS

1. Auf der Vermehrungsfläche wird keine Vorfrucht angebaut, die sich nicht mit der Erzeugung von Saatgut der Art und der Sorte des Feldbestandes vereinbaren lässt; die Vermehrungsfläche ist ausreichend frei von Durchwuchspflanzen.

Bei Hybriden von *Brassica napus* wird der Feldbestand auf einer Produktionsfläche vermehrt, auf der in den vergangenen fünf Jahren keine Brassicaceae (Cruciferae) gepflanzt wurden.

2. Der Feldbestand genügt hinsichtlich der Abstände zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können, folgenden Normen:

Bestand	Mindestabstand
<i>Brassica</i> spp. außer <i>Brassica napus</i> ; <i>Cannabis sativa</i> außer monözischer <i>Cannabis sativa</i> , <i>Carthamus tinctorius</i> , <i>Carum carvi</i> , <i>Sinapis alba</i> :	
— bei der Erzeugung von Basissaatgut	400 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts	200 m
<i>Brassica napus</i> :	
— bei der Erzeugung von Basissaatgut von anderen Sorten als Hybriden	200 m
— bei der Erzeugung von Basissaatgut von Hybriden	500 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts von anderen Sorten als Hybriden	100 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts von Hybriden	300 m
<i>Cannabis sativa</i> , monözische <i>Cannabis sativa</i> :	
— bei der Erzeugung von Basissaatgut	5000 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts	1000 m
<i>Helianthus annuus</i> :	
— bei der Erzeugung von Basissaatgut von Hybriden	1500 m
— bei der Erzeugung von Basissaatgut von anderen Sorten als Hybriden	750 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts	500 m
<i>Gossypium hirsutum</i> und/oder <i>Gossypium barbadense</i> :	
— bei der Erzeugung von Basissaatgut von <i>Gossypium hirsutum</i>	100 m
— bei der Erzeugung von Basissaatgut von <i>Gossypium barbadense</i>	200 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts von Nicht-Hybridsorten und intraspezifischen Hybriden von <i>Gossypium hirsutum</i> (Erzeugung ohne Ausnutzung der zytoplasmatischen männlichen Sterilität (CMS))	30 m

— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts intraspezifischer Hybriden von <i>Gossypium hirsutum</i> (Erzeugung unter Ausnutzung der CMS)	800 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts von Nicht-Hybridsorten und intraspezifischen Hybriden von <i>Gossypium barbadense</i> (Erzeugung ohne Ausnutzung der CMS)	150 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts intraspezifischer Hybriden von <i>Gossypium barbadense</i> (Erzeugung unter Ausnutzung der CMS)	800 m
— bei der Erzeugung von Basissaatgut stabilisierter interspezifischer Hybriden aus <i>Gossypium hirsutum</i> und <i>Gossypium barbadense</i>	200 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts interspezifischer Hybriden aus <i>Gossypium hirsutum</i> und <i>Gossypium barbadense</i> sowie von Hybriden, die ohne Ausnutzung der CMS erzeugt werden	150 m
— bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts von Hybriden aus <i>Gossypium hirsutum</i> und <i>Gossypium barbadense</i> (Erzeugung unter Ausnutzung der CMS)	800 m

Ist ein ausreichender Schutz gegen unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden, so brauchen diese Abstände nicht eingehalten zu werden.

3. Der Feldbestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein oder, im Falle eines Feldbestands einer Inzuchtlinie, ausreichend sortenecht und sortenrein hinsichtlich der Merkmale der Inzuchtlinie.

Bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten gelten die obigen Bestimmungen auch für die Merkmale der Komponenten einschließlich der männlichen Sterilität oder der Fertilitätsrestauration.

Insbesondere müssen Feldbestände von *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi*, *Gossypium* spp., *Linum usitatissimum* L. sowie Feldbestände von Hybriden aus *Helianthus annuus* und *Brassica napus* folgenden weiteren Normen und Anforderungen genügen:

A. *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi* und *Gossypium* spp., ausgenommen Hybriden:

Die Anzahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die sich eindeutig als nicht sortenecht identifizieren lassen, überschreitet nicht:

- eine Pflanze je 30 m<sup>2</sup> bei der Erzeugung von Basissaatgut,
- eine Pflanze je 10 m<sup>2</sup> bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts.

B. Hybriden aus *Helianthus annuus*:

a) der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen, die sich eindeutig als nicht sortenecht in Bezug auf die Inzuchtlinie oder auf die Komponente identifizieren lassen, überschreitet nicht:

aa) bei der Erzeugung von Basissaatgut:

i) bei Inzuchtlinien: 0,2%

ii) bei Einfachhybriden:

— männliche Komponente, Pflanzen, die Pollen abgeben, während 2% oder mehr der weiblichen Pflanzen empfängnisfähige Blüten aufweisen: 0,2%

— weibliche Komponente: 0,5%

bb) bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts:

— männliche Komponente, Pflanzen, die Pollen abgeben, während 5% oder mehr der weiblichen Pflanzen empfängnisfähige Blüten aufweisen: 0,5%

— weibliche Komponente: 1,0%;

b) bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten werden folgende weitere Normen oder Anforderungen erfüllt:

aa) die Pflanzen der männlichen Komponente geben ausreichend Pollen ab, während die Pflanzen der weiblichen Komponente blühen;

bb) wenn die Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Narben haben, beträgt der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen dieser Komponente, die Pollen abgegeben haben oder Pollen abgeben, nicht mehr als 0,5%;

cc) bei der Erzeugung von Basissaatgut beträgt der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen der weiblichen Komponente, die sich eindeutig als nicht sortenecht in Bezug auf diese Komponente identifizieren lassen und Pollen abgegeben haben oder Pollen abgeben, insgesamt nicht mehr als 0,5%;

dd) kann die in Anlage 2, Teil I, Punkt 3 genannte Anforderung nicht erfüllt werden, so gilt Folgendes: bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts umfasst die genutzte männlich-sterile Komponente mindestens eine Linie, die die männliche Fertilität wiederherstellt, sodass mindestens ein Drittel der aus dem erhaltenen Hybridsaatgut hervorgegangenen Pflanzen Pollen abgeben, der in jeder Hinsicht normal erscheint.

C. Hybriden von *Brassica napus*, erzeugt unter Ausnutzung der männlichen Sterilität:

a) Der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen, die sich eindeutig als nicht sortenecht in Bezug auf die Inzuchtlinie oder auf die Komponente identifizieren lassen, überschreitet nicht:

aa) bei der Erzeugung von Basissaatgut:

i) 0,1% bei Inzuchtlinien

ii) bei Einfachhybriden

— männliche Komponente 0,1%

— weibliche Komponente 0,2%

bb) bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts

— männliche Komponente 0,3%

— weibliche Komponente 1,0%

b) Der Grad der männlichen Sterilität beträgt bei der Erzeugung von Basissaatgut mindestens 99% und bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts mindestens 98%. Er wird ermittelt, indem die Blüten auf das Fehlen fertiler Antheren untersucht werden.

D. Hybriden aus *Gossypium hirsutum* und *Gossypium barbadense*:

a) Bei Feldbeständen zur Erzeugung von Basissaatgut von Elternlinien aus *Gossypium hirsutum* und *Gossypium barbadense* weisen sowohl die weibliche als auch die männliche Elternlinie eine Mindestsortenreinheit von 99,8% auf, wenn mindestens 5% der samentragenden Pflanzen empfängnisfähige Blüten haben. Der Grad der männlichen Sterilität der samentragenden Elternlinie wird ermittelt, indem die Blüten auf sterile Antheren untersucht werden, und beträgt mindestens 99,9%.

b) Bei Feldbeständen zur Erzeugung zertifizierten Saatguts von Hybridsorten aus/von *Gossypium hirsutum* und/oder *Gossypium barbadense* weisen sowohl die weibliche als auch die männliche Elternlinie eine Mindestsortenreinheit von 99,5% auf, wenn mindestens 5% der samentragenden Pflanzen empfängnisfähige Blüten haben. Der Grad der männlichen Sterilität der samentragenden Elternlinie wird ermittelt, indem die Blüten auf sterile Antheren untersucht werden, und beträgt mindestens 99,7%.

E. *Linum usitatissimum* L.

Die Anzahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die sich eindeutig als nicht sortenecht identifizieren lassen, überschreitet nicht:

10 je ha bei der Erzeugung von Basissaatgut,

30 je ha bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts der 1. Vermehrung (R1).

50 je ha bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts der 2. Vermehrung (R2).

100 je ha bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts der 3. Vermehrung (R3).

5. Das Vorhandensein von Schadorganismen, die den Saatwert beeinträchtigen, wird so weit wie möglich begrenzt. Bei *Glycine max* gilt diese Anforderung insbesondere für die Organismen *Pseudomonas syringae* pv. *glycinea*, *Diaporthe phaseolorum* var. *caulivora* und var. *sojae*, *Phialophora gregata* und *Phytophthora megasperma* f.sp. *glycinea*.

6. Die Einhaltung der obigen weiteren Normen und Anforderungen wird bei Basissaatgut durch amtliche Feldbesichtigungen und bei zertifiziertem Saatgut durch amtliche Feldbesichtigungen oder amtlich überwachte Feldbesichtigungen geprüft. Diese Feldbesichtigungen werden gemäß folgenden Anforderungen durchgeführt:

A. Zustand und Entwicklungsstand des Feldbestandes gestatten eine angemessene Prüfung.

B. Bei anderen Feldbeständen als solchen von Hybriden von *Helianthus annuus*, *Brassica napus*, *Gossypium hirsutum* und *Gossypium barbadense* erfolgt mindestens eine Feldbesichtigung. Diese erfolgt während der Blütezeit.

Bei Feldbeständen von Hybriden von *Helianthus annuus* erfolgen mindestens zwei Feldbesichtigungen.

Bei Feldbeständen von Hybriden von *Brassica napus* erfolgen mindestens drei Feldbesichtigungen: die erste vor der Blütezeit, die zweite am Beginn der Blütezeit und die dritte am Ende der Blütezeit.

Bei Feldbeständen von Hybriden aus/von *Gossypium hirsutum* und/oder *Gossypium barbadense* erfolgen mindestens drei Feldbesichtigungen: die erste am Beginn der Blütezeit, die zweite vor dem Ende der Blütezeit und die dritte, gegebenenfalls nach Entfernen der Polleneltern, am Ende der Blütezeit.

C. Um die Einhaltung der Anforderungen der vorliegenden Anlage zu überprüfen, nimmt der Inspektor eine Anzahl Zählungen an zufällig ausgesuchten Stellen in der Parzelle vor.

Bei Feldbeständen von *Linum usitatissimum* L., nimmt der Inspektor mindestens 4 Zählungen auf einer Fläche von jeweils 10 m<sup>2</sup> vor. Durchschnitt  $\times 10 = X/Ar$

Bei anderen Feldbeständen als *Linum usitatissimum* L. wird jede Zählung auf einer Fläche von 100 m<sup>2</sup> vorgenommen. Die Anzahl der durchzuführenden Zählungen beträgt:

— für eine Parzelle bis 3 ha: 3 Zählungen

— für eine Parzelle von mehr als 3 ha: 3 Zählungen, die pro Bruchteil eines ha oder pro Partie eines ha um eine Zählung erhöht werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

## ANLAGE 2

## VORAUSSETZUNGEN, DENEN DAS SAATGUT GENÜGEN MUSS

## I. BASISSAATGUT UND ZERTIFIZIERTES SAATGUT

1. Das Saatgut ist ausreichend sortenecht und sortenrein. Insbesondere genügt das Saatgut der nachstehend genannten Arten folgenden weiteren Normen oder Anforderungen:

Arten und Kategorien	Mindestsortenreinheit (%)
1	2
<i>Arachis hypogaea</i> :	
— Basissaatgut	99,7
— Zertifiziertes Saatgut	99,5
<i>Brassica napus</i> außer Hybride und ausgenommen Sorten, die ausschließlich für die Fütterung bestimmt sind; <i>Brassica rapa</i> , ausgenommen Sorten, die ausschließlich für die Fütterung bestimmt sind:	
— Basissaatgut	99,9
— Zertifiziertes Saatgut	99,7
<i>Brassica napus</i> spp. außer Hybriden, Sorten, die ausschließlich für die Fütterung bestimmt sind; <i>Brassica rapa</i> , Sorten, die ausschließlich für die Fütterung bestimmt sind; <i>Helianthus annuus</i> , außer Hybridsorten mit deren Komponenten; <i>Sinapis alba</i> :	
— Basissaatgut	99,7
— Zertifiziertes Saatgut	99,0
<i>Glycine max</i> :	
— Basissaatgut	99,5
— Zertifiziertes Saatgut	99,0
<i>Linum usitatissimum</i> :	
— Basissaatgut	99,7
— Zertifiziertes Saatgut, erste Vermehrung	98,0
— Zertifiziertes Saatgut, zweite und dritte Vermehrung	97,5
<i>Papaver somniferum</i> :	
— Basissaatgut	99,0
— Zertifiziertes Saatgut	98,0

Die Mindestsortenreinheit wird in der Regel bei Feldbesichtigungen nach den in Anlage 1 festgelegten Anforderungen geprüft.

2. Im Falle von Hybriden von *Brassica napus*, die unter Ausnutzung der männlichen Sterilität erzeugt werden, genügt das Saatgut den Normen und Anforderungen gemäß den Buchstaben a) bis d).

a) Das Saatgut ist hinsichtlich der Merkmale seiner Komponenten, einschließlich der männlichen Sterilität oder der Fertilitätsrestauration, ausreichend sortenecht und sortenrein.

b) Die Mindestsortenreinheit des Saatguts beträgt:

- bei Basissaatgut, weibliche Komponente 99,0%;
- bei Basissaatgut, männliche Komponente 99,9%;
- bei zertifiziertem Saatgut 90,0%.

c) Saatgut wird als zertifiziertes Saatgut erst anerkannt, wenn die Ergebnisse amtlicher Nachprüfungen angemessen berücksichtigt wurden, die in der Vegetationsperiode des zur Zertifizierung angemeldeten Saatguts durchgeführt wurden und mit denen auf der Grundlage amtlich gezogener Proben festgestellt werden sollte, ob das Basissaatgut den Anforderungen an die Sortenechtheit von Basissaatgut hinsichtlich der Merkmale der Komponenten, einschließlich der männlichen Sterilität, sowie den für Basissaatgut geltenden Normen hinsichtlich der Mindestsortenreinheit gemäß Buchstabe b) genügt hat.

Bei Basissaatgut von Hybriden kann die Sortenreinheit mittels geeigneter biochemischer Verfahren bewertet werden.

d) Die Einhaltung der Normen hinsichtlich der Mindestsortenreinheit zertifizierten Saatguts von Hybriden gemäß Buchstabe b) wird durch amtliche Nachprüfungen eines angemessenen Anteils der amtlich gezogenen Proben überwacht. Dabei können geeignete biochemische Verfahren eingesetzt werden.

3. Kann die Anforderung gemäß Anlage 1, Punkt 4, B, b), dd) nicht erfüllt werden, so gilt Folgendes: wurden bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts von Hybriden von *Helianthus annuus* eine männlich-sterile weibliche Komponente und eine männliche Komponente verwendet, die die männliche Fertilität nicht wiederherstellt, so wird das aus der männlich-sterilen Elternlinie erzeugte Saatgut mit Saatgut gemischt, das aus der vollständig fertilen weiblichen Elternlinie erzeugt wurde. Das Verhältnis zwischen Saatgut aus der männlich-sterilen Elternlinie und Saatgut aus der männlich-fertilen Elternlinie beträgt höchstens 2:1.

4. Das Saatgut genügt hinsichtlich der Keimfähigkeit, der technischen Reinheit und des Anteils von Körnern anderer Pflanzenarten, einschließlich *Orobanche* spp., folgenden weiteren Normen oder Anforderungen:



A. Tabelle:

Arten und Kategorien	Mindest-keimfähigkeit (in % der reinen Körner)	Technische Reinheit		Zahlenmäßiger Höchstanteil an Körnern anderer Pflanzenarten in einer Probe mit dem in Anlage 3, Spalte 4 angegebenen Gewicht (Gesamtzahl je Spalte)							Anforderungen hinsichtlich des Anteils von Körnern von <i>Orobanchae</i>
		Technische Mindestreinheit (in v.H. des Gewichtes)	Höchstanteil von Körnern anderer Pflanzenarten (Massenanteil, in %)	Andere Pflanzenarten (a)	<i>Avena fatua</i> , <i>Avena sterilis</i>	<i>Cuscuta</i> spp.	<i>Raphanus raphanistrum</i>	<i>Rumex</i> spp. außer <i>Rumex acetosella</i>	<i>Alopecurus myosuroides</i>	<i>Lolium renatum</i>	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<i>Arachis hypogaea</i>	70	99	-	5	0	0 (c)					
<i>Brassica</i> spp. :											
- Basissaatgut	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- Zertifiziertes Saatgut	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			
<i>Cannabis sativa</i>	75	98	-	30 (b)	0	0 (c)					(e)
<i>Carthamus tinctorius</i>	75	98	-	5	0	0 (c)					(e)
<i>Carum carvi</i>	70	97	-	25 (b)	0	0 (c) (d)	10		3		
<i>Glycine max</i>	80	98	-	5	0	0 (c)					
<i>Gossypium</i> spp.	80	98	-	15	0	0 (c)					
<i>Helianthus annuus</i>	85	98	-	5	0	0 (c)					
<i>Linum usitatissimum</i>											
Faserlein	92	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
- Leinsamen	85	99	-	15	0	0 (c) (d)			4	2	
<i>Papaver somniferum</i>	80	98	-	25 (b)	0	0 (c) (d)					
<i>Sinapis alba</i> :											
- Basissaatgut	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2			
- Zertifiziertes Saatgut	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5			

(a) (b) (c) (d) (e) : siehe nachstehend § B

B. Weitere Normen oder Anforderungen, die dann gelten, wenn darauf in der Tabelle in Abschnitt 1, Punkt 4 A der vorliegenden Anlage Bezug genommen wird:

a) Der in Spalte 5 ausgewiesene Höchstanteil von Körnern umfasst auch Körner der in den Spalten 6 bis 11 genannten Arten.

b) Die Bestimmung der Anzahl an Körnern von anderen Pflanzenarten ist nur dann erforderlich, wenn Zweifel bestehen, ob die Anforderungen gemäß Spalte 5 erfüllt sind.

c) Die Bestimmung der Anzahl an Körnern von *Cuscuta* spp. ist nur dann erforderlich, wenn Zweifel bestehen, ob die Anforderungen gemäß Spalte 7 der Tabelle erfüllt sind.

d) Ein Korn von *Cuscuta* spp. gilt in einer Probe mit dem vorgeschriebenen Gewicht nicht als Verunreinigung, wenn eine zweite Probe mit demselben Gewicht keine Körner von *Cuscuta* spp. enthält.

e) das Saatgut enthält keine Körner von *Orobancha* spp.; ein Korn von *Orobancha* spp. gilt in einer Probe von 100 g jedoch nicht als Verunreinigung, wenn eine zweite Probe von 200 g keine Körner von *Orobancha* spp. enthält.

5. Das Vorhandensein von Schadorganismen, die den Saatwert beeinträchtigen, wird so weit wie möglich begrenzt. Insbesondere genügt das Saatgut folgenden weiteren Normen oder Anforderungen:

A. Tabelle:

Arten	Schadorganismen			
	Zahlenmäßiger Höchstanteil befallener Körner (Gesamtzahl je Spalte)			<i>Sclerotinia sclerotiorum</i> (Höchstanzahl an Sklerotien oder Bruchstücken von Sklerotien in einer Probe mit dem Gewicht gemäß Spalte 4 der Tabelle in Anlage 3)
	<i>Botrytis</i> spp.	<i>Alternaria linicola</i> , <i>Phoma exigua</i> var. <i>linicola</i> , <i>Colletotrichum linicola</i> , <i>Fusarium</i> spp.	<i>Platyedra gossypiella</i>	
1	2	3	4	5
<i>Brassica napus</i>				10 (b)
<i>Brassica rapa</i>				5 (b)
<i>Cannabis sativa</i>	5			
<i>Gossypium</i> spp.			1	
<i>Helianthus annuus</i>	5			10 (b)
<i>Linum usitatissimum</i>	5	5 (a)		
<i>Sinapis alba</i>				5 (b)

(a) (b) : siehe nachstehend § B

B. Weitere Normen oder Anforderungen, die dann gelten, wenn darauf in der Tabelle in Abschnitt I, Punkt 5 A der vorliegenden Anlage Bezug genommen wird:

a) Bei *Linum usitatissimum* (Flachs) beträgt der zahlenmäßige Höchstanteil von Körnern, die von *Phoma exigua* var. *linicola* befallen sind, nicht mehr als 1%.

b) Die Bestimmung der Anzahl an Sklerotien oder Bruchstücken von Sklerotien von *Sclerotinia sclerotiorum* ist nur dann erforderlich, wenn Zweifel bestehen, ob die Anforderungen gemäß Spalte 5 der Tabelle erfüllt sind.

C. Besondere Normen oder sonstige Anforderungen, die für *Glycine max* gelten:

a) Ein Befall mit *Pseudomonas syringae* pv. *glycinea* darf bei einer in fünf Teilproben unterteilten Probe von mindestens 5000 Körnern je Partie bei höchstens vier Teilproben festgestellt werden.

Werden in allen 5 Teilproben verdächtige Kolonien festgestellt, so können geeignete biochemische Tests der auf einem besonderen Kulturmedium isolierten verdächtigen Kolonien jeder Teilprobe durchgeführt werden, damit die Einhaltung obiger Normen und Anforderungen bestätigt wird.

b) der zahlenmäßige Höchstanteil von Körnern, die mit *Diaporthe phaseolorum* var. *phaseolorum* befallen sind, beträgt nicht mehr als 15%.

c) Der Massenanteil an unschädlichen Verunreinigungen gemäß international üblichen Testverfahren beträgt nicht mehr als 0,3%.

## II. HANDELSAATGUT

Die Anforderungen gemäß Abschnitt I der vorliegenden Anlage gelten mit Ausnahme des Punktes 1 auch für Handelssaatgut.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

ANLAGE 3  
GEWICHT DER PARTIEN UND PROBEN

Arten	Höchstgewicht einer Partie (in Tonnen)	Mindestgewicht einer aus einer Partie zu ziehenden Probe (in Gramm)	Gewicht einer Teilprobe für die Auszählung gemäß Anlage 2, Abschnitt I, Punkt 4), A, Spalten 5 bis 11 und gemäß Anlage 2, Abschnitt I, Punkt 5), A, Spalte 5 (in Gramm)
1	2	3	4
<i>Arachis hypogaea</i>	30	1000	1000
<i>Brassica juncea</i>	10	100	40
<i>Brassica napus</i>	10	200	100
<i>Brassica nigra</i>	10	100	40
<i>Brassica rapa</i>	10	200	70
<i>Cannabis sativa</i>	10	600	600
<i>Carthamus tinctorius</i>	25	900	900
<i>Carum carvi</i>	10	200	80
<i>Glycine max</i>	30	1000	1000
<i>Gossypium spp.</i>	25	1000	1000
<i>Helianthus annuus</i>	25	1000	1000
<i>Linum usitatissimum</i>	10	300	150
<i>Papaver somniferum</i>	10	50	10
<i>Sinapis alba</i>	10	400	200

Das Höchstgewicht einer Partie Saatgut darf nicht um mehr als 5 v.H. überschritten werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

ANLAGE 4  
ETIKETTEN

A. Vorgeschriebene Angaben:

a) Für Basissaatgut und zertifiziertes Saatgut:

1. "Gemeinschaftsregeln und -normen"
2. Anerkennungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen
3. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk: "Verschließung... » (Monat und Jahr); oder – Monat und Jahr der letzten für die Entscheidung über die Anerkennung bestimmten amtlichen Probenahme, ausgedrückt durch den Vermerk: "Probenahme... » (Monat und Jahr)
4. Bezugsnummer der Partie
5. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren)
6. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben
7. Kategorie
8. Erzeugerland
9. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht
10. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmassen oder sonstigen festen Zusätzen, die Art des Zusatzes sowie ungefähres Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

11. Bei Hybridsorten oder Inzuchtlinien:

— für Basissaatgut, bei dem die Einfachhybride oder Inzuchtlinie, der das Saatgut angehört, gemäß der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten amtlich zugelassen worden ist:

Bezeichnung der Komponente, unter dem diese amtlich zugelassen worden ist, mit oder ohne Angabe der Sorte, im Fall von Einfachhybriden oder Inzuchtlinien, die ausschließlich dazu bestimmt sind, als Komponenten für die Erzeugung von Sorten verwendet zu werden, mit dem Zusatz "Komponente";

— für Basissaatgut in anderen Fällen:

Bezeichnung der Komponente, der das Basissaatgut angehört, die kodiert angegeben werden kann, ergänzt durch die Angabe der Sorte, mit oder ohne Angabe ihrer Funktion (männlich oder weiblich), mit dem Zusatz "Komponente";

— für zertifiziertes Saatgut:

Bezeichnung der Sorte, der das Saatgut angehört, mit dem Zusatz "Hybrid"

12. Zusätzlich können die Worte "Erneut geprüft... (Monat und Jahr)" und die für die Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden.

b) Für Vorstufensaatgut:

Die gemäß Punkt a) erforderliche Information sowie die Anzahl der dem Saatgut der Kategorien "Zertifiziertes Saatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut der ersten Generation" vorhergehenden Generationen.

c) Für zertifiziertes Saatgut einer Verbundsorte:

Die gemäß Punkt a) erforderliche Information, außer der Tatsache, dass die Sorte durch den Namen der Verbundsorte ersetzt werden muss (Information "Verbundsorte" und ihre Bezeichnung), und dass die Massenanteile der verschiedenen Komponenten pro Sorte angeführt werden müssen; die Angabe der Bezeichnung der Verbundsorte genügt, wenn der Massenanteil dem Käufer auf dessen Antrag schriftlich zugestellt und amtlich registriert worden ist.

b) Für Handelssaatgut:

1. "Gemeinschaftsregeln und -normen"

2. "Handelssaatgut (nicht nach der Sorte anerkannt)"

3. Anerkennungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen

4. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk "Verschließung... (Monat und Jahr)"

5. Bezugsnummer der Partie

6. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung, (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren)

7. Aufwuchsgebiet

8. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht

9. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmassen oder sonstigen festen Zusätzen: Art des Zusatzes sowie ungefähres Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

10. Zusätzlich können die Worte "Erneut geprüft... (Monat und Jahr)" und die für die Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden.

B. Mindestgröße:

110 mm x 67 mm.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

#### ANLAGE 5

#### ETIKETT UND BESCHEINIGUNG FÜR NOCH NICHT ANERKANNTES SAATGUT, DAS IN EINEM ANDEREN MITGLIEDSTAAT GEERNTET WURDE

A. Für das Etikett vorgeschriebene Angaben

— Für die Feldbesichtigung zuständige Behörde und Mitgliedstaat oder deren Zeichen

— Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung, (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren)

— Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben: bei Sorten (Inzuchtlinien, Hybriden), die nur als Komponente zur Erzeugung von Hybridsorten verwendet werden sollen, wird das Wort "Komponente" angefügt

— Kategorie

— Bei Hybridsorten das Wort "Hybrid"

— Kennnummer des Feldes oder der Partie

— Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht

— Die Worte "Noch nicht anerkanntes Saatgut".

B. Etikettfarbe:

— Das Etikett ist grau.

C. Für die Bescheinigung vorgeschriebene Angaben:

— Ausstellende Behörde

— Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren)

— Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben

— Kategorie

— Bezugsnummer des zur Aussaat verwendeten Saatguts und Land bzw. Länder, die dieses Saatgut anerkannt haben

— Kennnummer des Feldes oder der Partie

— Anbaufläche der Partie, für die die Bescheinigung gilt

— Menge des geernteten Saatguts und Anzahl der Packungen

— Bei zertifiziertem Saatgut die Vermehrungsstufe nach Basissaatgut

— Bestätigung, dass der Feldbestand, aus dem das Saatgut stammt, die gestellten Bedingungen erfüllt hat

— Gegebenenfalls die Ergebnisse einer vorläufigen Saatgutanalyse.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

---

#### ANLAGE 6

### Bedingungen für das Inverkehrbringen von Saatgut, das einer Sorte zugehört, für die ein Antrag auf Eintragung in den nationalen Sortenkatalog gestellt wurde

#### 1. Antrag

Die Zulassung muss von der Person, die einen Antrag auf Eintragung der betroffenen Sorte in den nationalen Sortenkatalog ordnungsgemäß unterbreitet hat, oder von deren Mandatsträger bei der Dienststelle beantragt werden. Folgende Unterlagen müssen eingereicht werden:

a) die vorgesehenen Tests und Versuche;

b) der Name des Mitgliedstaats oder der Mitgliedstaaten, in denen diese Tests und Versuche durchgeführt werden müssen;

c) eine Beschreibung der Sorte;

d) die Erhaltungsauslese der Sorte.

#### 2. Bedingungen

Die Zulassung wird nur für die Tests und Versuche gewährt, die in den landwirtschaftlichen Betrieben durchgeführt werden, um Informationen über den Anbau oder die Verwendung der Sorte zu sammeln.

Für alle Sorten mit Ausnahme von *Linum usitatissimum*, erfüllt das Saatgut die in den Anlagen 1 und 2 angeführten Bedingungen für "zertifiziertes Saatgut". Für *Linum usitatissimum*, erfüllt das Saatgut die in den Anlagen 1 und 2 angeführten Bedingungen für "zertifiziertes Saatgut der zweiten und dritten Generation".

#### 3. Prüfung

Die Einhaltung der in Punkt 2 angeführten Bedingungen wird durch eine amtliche oder amtlich überwachte Prüfung bewertet.

Die Bewertung der Einhaltung der Bedingungen bezüglich der Sortenidentität und der Sortenreinheit erfolgt auf der Grundlage der Sortenbeschreibung durch den Antragsteller oder gegebenenfalls auf der Grundlage der vorläufigen Sortenbeschreibung, die auf den Ergebnissen der amtlichen Prüfung der Unterscheidbarkeit, Beständigkeit und Homogenität der Sorte gemäß Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten beruht.

Die Prüfung erfolgt nach international üblichen Verfahren, soweit diese Bestand haben. Im Hinblick auf die Prüfung werden amtlich oder unter amtlicher Überwachung Proben mittels geeigneter Verfahren aus homogenen Partien entnommen. Das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe werden pro Art in Anlage 3 angegeben.

#### 4. Mengen

Die für jede Sorte zugelassenen Mengen dürfen 0,1% der Saatgutmengen derselben Sorte, die in dem Mitgliedstaat oder in den Mitgliedstaaten, für den bzw. für die das Saatgut bestimmt ist, verwendet werden, nicht überschreiten. Wenn diese Mengen nicht ausreichen, um 10 Hektar pro Bestimmungsmitgliedstaat einzusäen, kann die Dienststelle die erforderliche Menge zulassen, um 10 Ha einzusäen.

#### 5. Verpackung und Verschließung

Das Saatgut darf nur in Packungen oder Behältern in Verkehr gebracht werden, die mit einem Verschlusssystem versehen sind. Packungen und Behälter mit Saatgut müssen amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in Punkt 6 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen. Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder das amtliche Etikett oder eine amtliche Verschlusssicherung ein.

#### 6. Etikettierung

Die Packungen von Saatgut tragen ein orangefarbenes amtliches Etiketts mit einer Aufschrift in einer der Amtssprachen der Gemeinschaft. Dieses Etikett enthält mindestens folgende Informationen:

a) die Anerkennungsstelle und den Mitgliedstaat, oder deren Unterscheidungszeichen;

b) die Bezugsnummer der Partie;

c) den Monat und das Jahr der Verschließung;

d) die Art;

e) die Bezeichnung der Sorte, unter der das Saatgut in Verkehr gebracht werden soll (die Referenz des Saatzüchters, die vorgeschlagene Bezeichnung oder die genehmigte Bezeichnung), und gegebenenfalls die Nummer des amtlichen Eintragungsantrags der Sorte;

f) die Angabe "noch nicht amtlich eingetragene Sorte";

g) die Angabe "nur für Tests und Versuche";

h) gegebenenfalls den Vermerk "genetisch veränderte Sorte";



i) das angegebene Netto- oder Bruttogewicht oder die angegebene Zahl der reinen Körner oder gegebenenfalls der Hülsen;

j) bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmassen oder sonstigen festen Zusätzen, die Art des Zusatzes sowie ungefähres Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner oder gegebenenfalls der Hülsen und dem Gesamtgewicht.

#### 7. Chemische Behandlung

Jegliche chemische Behandlung wird entweder auf dem in Punkt 6 vorgesehenen amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung oder auf dem Behälter vermerkt.

#### 8. Gültigkeitsdauer und Erneuerung

Unbeschadet eines durch einen Mitgliedstaat in Anwendung des Artikels 14 der vorerwähnten Entscheidung 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 verkündeten Verbots gilt die gemäß den vorliegenden Bestimmungen gewährte Zulassung für einen Zeitraum, der ein Jahr ab dem Datum ihrer Ausstellung nicht überschreiten darf. Die Zulassung kann für Zeiträume erneuert werden, die jeder ein Jahr nicht überschreiten dürfen. Dem Antrag auf Erneuerung werden folgende Unterlagen beigefügt:

a) eine Referenz der ursprünglichen Zulassung;

b) jede verfügbare Information zur Ergänzung der bereits übermittelten Informationen über die Beschreibung, die Erhaltungsauslese und/oder den Anbau oder die Verwendung der Sorte, die Gegenstand der ursprünglichen Zulassung ist;

c) Belege, durch die bescheinigt wird, dass die Bewertung im Hinblick auf die Eintragung in den nationalen Katalog der betreffenden Sorte noch nicht abgeschlossen ist, falls die Dienststelle keinen Zugang durch andere Mittel zu dieser Information hat.

Die Zulassung ist nicht mehr gültig, wenn der Antrag auf Eintragung in den nationalen Sortenkatalog entzogen oder verweigert wird, oder wenn die Sorte im Katalog eingetragen ist.

#### 9. Informationspflicht

Wenn die Dienststelle dies fordert, übermittelt der Antragsteller einer Zulassung der Dienststelle Folgendes:

a) die Ergebnisse der Tests und Versuche, die in den landwirtschaftlichen Betrieben durchgeführt wurden, um die Informationen über den Anbau oder die Verwendung der Sorte zu sammeln.

b) die Menge des im Laufe des zugelassenen Zeitraums in Verkehr gebrachten Saatguts pro Mitgliedstaat, für den das Saatgut bestimmt ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

### ANLAGE 7

#### SONDERVORSCHRIFTEN BETREFFEND DIE KONTROLLE

#### 1. Allgemeine Bestimmungen

##### 1.1. Betreiber

##### 1.1.1. Verantwortliche für die Sorten

Saatzüchter:

— für eine geschützte Sorte: jede natürliche oder juristische Person, die Sortenschutzrechte besitzt.

— für eine nicht geschützte Sorte: jede natürliche oder juristische Person, von der eine Sorte zu den Kontrollen zugelassen wird.

Erhaltungszüchter: jede natürliche oder juristische Person, die für die Erhaltungsauslese einer Sorte verantwortlich ist. Sie muss über eine von dem Saatzüchter für die geschützten Sorten erteilte Vollmacht verfügen. Bei einer Kontrolle muss der Dienststelle der Beweis dieser Vollmacht geliefert werden.

Bevollmächtigter: jede natürliche oder juristische Person, die vom Saatzüchter bevollmächtigt wird, um das Saatgut in Belgien in Verkehr zu bringen und in seinem Namen zu handeln. Bei einer Kontrolle muss der Dienststelle der Beweis dieser Vollmacht geliefert werden.

##### 1.1.2. Verantwortliche für die Erzeugung von und den Handel mit Saatgut

Einschreibender: jede natürliche oder juristische Person, die bei der Kontrolle Bestände vorzeigt, die für die Erzeugung von Saatgut bestimmt sind.

Vermehrer: jede natürliche oder juristische Person, die vom Einschreibenden als Verantwortlicher für die Bestände und die spezifische Pflege für die Erzeugnisse aus diesen Beständen bestimmt wird.

Lagerist: jede natürliche oder juristische Person, die über die Anlagen, die Sachkenntnisse und das Personal verfügt, die notwendig sind, um Saatgut für die Rechnung eines Einschreibenden zeitweilig in Belgien zu lagern.

Entkörnungsbetrieb-Lagerist für Lein: von der Dienststelle zugelassener Lagerist, der über die Anlagen verfügt, die notwendig sind, um Leinstroh abzunehmen und aufzubewahren, diesen Lein zu entkörnen und das so erhaltene Saatgut in unterschiedlichen Partien aufzubewahren.

Händler-Aufbereiter von Saatgut: jede von der Dienststelle zugelassene natürliche oder juristische Person, die über die Anlagen verfügt, die notwendig sind, um Saatgut zu lagern, zu reinigen, zu trocknen, zu verarbeiten, aufzubereiten, zu desinfizieren und zu verpacken.

Mischungsaufbereiter: jede von der Dienststelle zugelassene natürliche oder juristische Person, die über die Anlagen verfügt, die notwendig sind, um Saatgutmischungen verschiedener Arten und Sorten zu lagern, aufzubereiten, zu verpacken, zu lagern und aufzubewahren.

Verpacker von Kleinpackungen: jede von der Dienststelle zugelassene natürliche oder juristische Person, die über die Anlagen verfügt, die notwendig sind, um Saatgut geregelter Arten in Kleinpackungen zu verpacken.

Importeur: jede natürliche oder juristische Person, die Saatgut aus einem Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, einführt.

Exporteur: jede natürliche oder juristische Person, die Saatgut in ein Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, ausführt.

## 1.2. Registrierung

Die unter 1.1.2 vorgenannten Verantwortlichen für die Erzeugung von und den Handel mit Saatgut werden von der Dienststelle unter einer einzigen Nummer registriert. Für die Vermehrer und Lageristen erfolgt die Registrierung auf der Grundlage der Daten, die der Einschreibende der Dienststelle zur Verfügung stellt. Für die anderen Betreiber erfolgt die Registrierung nach der Feststellung ihrer Aktivität.

Bei der Registrierung verpflichten sich die betreffenden Betreiber, jeder für seinen eigenen Zuständigkeitsbereich, schriftlich zu Folgendem:

- die geltenden Vorschriften sowie die von der Dienststelle gegebenen Anweisungen zu beachten;
- die Dienststelle über den Beginn und das Ende ihrer Aktivität zu informieren;
- der Dienststelle zu erlauben, ihre Betriebe zu besichtigen und ihre Produktion in jedem Stadium zu kontrollieren;
- der Dienststelle jede notwendige Information mitzuteilen;
- den Standort und die Oberfläche der Vermehrungsbestände mitzuteilen;
- das Saatgut nach den erforderlichen Normen der Zertifizierung zu unterwerfen;
- eine Materialbuchhaltung zu führen und sie der Dienststelle zur Verfügung zu stellen, d.h. die Ankaufsrechnung des Saatguts, eine Abschrift der Verkaufsrechnung, die benutzten Transport- und Kontrolldokumente während drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres nach dem Datum des jeweiligen Dokuments aufzubewahren;
- die Proben, die die Dienststelle für Laboranalysen und die Bereitstellung der Kontrollfelder benötigt, zu liefern, entnehmen zu lassen oder deren Entnahme zu erlauben.

## 1.3. Zulassungen

### 1.3.1. Modalitäten

a) Die Entkörnungsbetriebe-Lageristen, Händler-Aufbereiter von Saatgut, Mischungsaufbereiter und Verpacker von Kleinpackungen müssen von der Dienststelle zugelassen worden sein.

Um zugelassen zu werden, müssen Interessenten

- 1) einen entsprechenden schriftlichen Antrag bei der Dienststelle stellen, während oder nach ihrer Registrierung;
- 2) sich einer Kontrolle vor Ort unterwerfen, die durch die Dienststelle durchgeführt wird, und während deren ein Verzeichnis der Räumlichkeiten und der Anlagen, die im Rahmen der Aktivität benutzt werden, sowie ein Protokoll zur Feststellung, dass diese Räumlichkeiten und Anlagen für die betreffende Aktivität geeignet sind, aufgestellt werden;
- 3) bei der unter 2) angeführten Kontrolle die für die Aktivität verantwortliche Person oder ihren Vertreter bestimmen.

b) Die Zulassung gilt vom 1. Juli des Bezugsjahres bis zum 30. Juni des folgenden Jahres. Sie wird von Jahr zu Jahr stillschweigend erneuert, solange die Bedingungen für ihre Erlangung erfüllt sind und die angegebenen Verpflichtungen eingehalten werden.

c) Die Dienststelle muss von jeder Änderung der Identität der verantwortlichen Person und jeder wichtigen Änderung der Anlagen unverzüglich informiert werden.

d) Werden die durch die Zulassung gedeckten Aktivitäten unterbrochen, so hat die unter a), 3) genannte verantwortliche Person dies der Dienststelle mitzuteilen und wird die Zulassung ausgesetzt. Eine wie unter a) vorgesehene Kontrolle findet beim Wiederanfang der Aktivität statt.

e) Die Dienststelle entzieht die Zulassung, wenn die auferlegten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind.

### 1.3.2. Bedingungen für die Zulassung von Entkörnungsbetrieben-Lageristen, Händlern-Aufbereitern von Saatgut, Mischungsaufbereitern

Die Entkörnungsbetriebe-Lageristen, Händler-Aufbereiter von Saatgut, Mischungsaufbereiter werden zugelassen, wenn

— sie über Räumlichkeiten verfügen, die ausschließlich den Aktivitäten vorbehalten sind, für die eine Zulassung beantragt wird. Die verfügbaren Oberflächen müssen den erwarteten Volumen des zu erzeugenden Saatguts genügen. Die Räumlichkeiten müssen sauber, trocken, gut belüftet und beleuchtet sein;

— sie über die Vorrichtungen und Geräte verfügen, die notwendig sind, um die Aktivitäten durchzuführen, für die eine Zulassung beantragt wird. Die Kapazität muss dem erwarteten Volumen des zu erzeugenden Saatguts genügen. Die Dienststelle kann nach einer Prüfung vor Ort eine Abweichung gewähren, durch die die Anlagen für andere Erzeugnisse als Saatgut benutzt werden können, wenn es keine Gefahr einer Kontaminierung oder Beschädigung des Saatguts gibt. Es muss mindestens eine Waage vorhanden sein. Wenn nötig muss die Anlage über Geräte für die Entnahme von repräsentativen Proben verfügen, sowie über eine Etikettiermaschine für das Anbringen von Etiketten in Übereinstimmung mit den geltenden Vorschriften.

— sie der Dienststelle ein geeignetes Lokal für die Durchführung der Kontrollen zur Verfügung stellen. Die Dienststelle muss, wenn nötig, über einen Schrank oder einen Raum verfügen, der abgeschlossen werden kann, um dort ihre eigenen Materialien und Dokumente lagern zu können.

— sie über ein System der Rückverfolgbarkeit verfügen, durch das man die Herkunft des Saatguts, das die zur Zertifizierung vorgeführte Partie zusammenstellt, jederzeit kennen kann.

### 1.3.3. Bedingungen für die Zulassung der Verpacker von Kleinpackungen

Die Verpacker von Kleinpackungen werden zugelassen, wenn sie sich zu Folgendem verpflichten:

— die Kontrolldokumente, die die Packungen des aufzuteilenden Saatguts deckten, während zwei Jahren der Dienststelle zur Verfügung zu halten;

— über ein System der Rückverfolgbarkeit zu verfügen, durch das man die Herkunft des Saatguts, das wiederaufgearbeitet wird, jederzeit kennen kann.

— die Bestimmungen unter 7.4 streng einzuhalten.

## 2. Erhaltungsauslese einer Sorte

Jedes Jahr müssen die in der Wallonischen Region mit der Erhaltungsauslese einer Sorte beauftragten Personen für jede der betreffenden Sorten der Dienststelle folgende Angaben schriftlich mitteilen: das Programm der Erhaltungszucht mit Angabe des angewandten Verfahrens und des benutzten Materials (Standort und Oberfläche der Parzelle, erzeugte Mengen). Sie erlauben der Dienststelle, vor Ort Kontrollen durchzuführen.

Um Saatgut aus der Erhaltungsauslese in Verkehr bringen zu können, muss der Saatzüchter, der Erhaltungszüchter oder deren Bevollmächtigter den entsprechenden Bestand der Kontrolle vorzeigen.

Wenn die Erhaltungsauslese im Ausland stattfindet, muss dem Saatgut, das einer früheren Generation als dem Vorstufensaatgut angehört, eine Erklärung des Erhaltungszüchters beigefügt werden, die folgende Angaben umfasst:

— die Menge des gelieferten Saatguts;

— die Referenznummer der Partie;

— die Beschreibung des an den Packungen befestigten Etiketts oder ein Muster dieses Etiketts;

Die Dienststelle muss vor der Einschreibung der Bestände über diese Informationen verfügen.

### 3. Einschreibung für die Kontrolle

#### 3.1. Einschreibebedingungen

##### 3.1.1. Befugte Personen (Einschreibende)

Bestände zur Erzeugung von Vorstufensaatgut und Bestände von Versuchssorten müssen von dem Saatzüchter, dem Erhaltungszüchter oder ihrem Bevollmächtigten in Belgien eingeschrieben werden.

Bestände zur Erzeugung von Basissaatgut müssen von dem Saatzüchter, dem Erhaltungszüchter oder ihrem Bevollmächtigten in Belgien oder einem zu diesem Zweck bevollmächtigten Händler-Aufbereiter eingeschrieben werden.

Bestände zur Erzeugung von zertifiziertem Saatgut können von dem Saatzüchter, dem Erhaltungszüchter oder ihrem Bevollmächtigten in Belgien oder einem Händler-Aufbereiter eingeschrieben werden. Bestände zur Erzeugung von zertifiziertem Leinsaatgut können ebenfalls von einem Entkörnungsbetrieb-Lageristen eingeschrieben werden.

Durch die Einschreibung erlaubt der Einschreibende der Dienststelle, den Saatzüchtern, Erhaltungszüchtern und ihren Bevollmächtigten auf deren Antrag hin folgende Angaben betreffend ihre Sorten mitzuteilen:

- die Identität des Einschreibenden;
- die bei der Kontrolle vorgezeigten Flächen und die bei der Feldkontrolle genehmigten Flächen;
- die in jeder Kategorie und Klasse offiziell zertifizierten Mengen von Saatgut.

##### 3.1.2. Herkunft des benutzten Saatguts (Ausgangspartien)

Der Einschreibende muss die Identität des benutzten Ausgangssaatguts durch die Vorlage von Dokumenten des Saatzüchters, des Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten, oder von den Etiketten, die auf den Säcken mit Muttersamen angebracht waren, nachweisen können. Das Fehlen dieser Dokumente oder der offiziellen Etiketten verursacht die Ablehnung der Parzelle, es sei denn andere Belege (z.B. Ankaufrechnungen des Ausgangssaatguts) können vorgelegt werden, durch welche die Identität des benutzten Saatguts mit Sicherheit nachgewiesen wird. Der Einschreibende übergibt der Dienststelle diese Dokumente, durch welche die Identität des Ausgangssaatguts nachgewiesen wird, bei der Einschreibung des Bestands für die Kontrolle.

##### 3.1.3. Aussaat der Proben des Ausgangssaatguts auf dem Kontrollfeld

Der Einschreibende vergewissert sich davon, dass eine repräsentative Probe einer jeden Partie, die für die Vermehrung bestimmt ist, entnommen und der Dienststelle übergeben wird, um auf dem Kontrollfeld ausgesät zu werden.

Die für das Kontrollfeld entnommenen Proben sowie das Antragsformular für eine Probenahme, dessen Muster von der Dienststelle erstellt wird, müssen vor den normalen Aussaatdaten, spätestens am 15. März des Jahres der Aussaat der Kultur für die Erzeugung von Saatgut, im Besitz der Dienststelle sein. Die Dienststelle kann Abweichungen von dieser Regel gewähren, unter der Voraussetzung, dass ein vorheriger, begründeter Antrag schriftlich eingereicht wird.

Das Gewicht der Proben und die Probenahmebedingungen werden in der Tabelle 1 angegeben.

Tabelle 1

Benutzte Kategorie	Samen von der Größe von Weizenkörnern oder größer	Samen, die kleiner sind als Weizenkörner
Saatgut von Saatzüchtern (a)	2 500 g	500 g
Vorstufensaatgut (b)	1 000 g	250 g
Basissaatgut (b)	500 g	250 g
Zertifiziertes Saatgut (b)	500 g	250 g

(a). Die Proben werden vom Einschreibenden (Saatzüchter, Erhaltungszüchter oder ihrem Bevollmächtigten) geliefert

(b). Die Proben werden amtlich oder unter amtlicher Überwachung entnommen, auf Antrag des Einschreibenden (des Saatzüchters, des Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten, des Entkörnungsbetriebs-Lageristen für Lein oder des Händlers-Aufbereiters).

Jede Probe wird deutlich gekennzeichnet:

- Bezeichnung der Art und der Sorte;
- Bezugsnummer der Partie, von der sie stammt;
- Kategorie und Klasse;
- Einschreibender (Zulassungsnummer);
- Gewicht;
- Bestimmung: Kontrolle der Ausgangspartie.

##### 3.1.4. Sortenbeschreibung

Um die Kontrollen durchzuführen, muss die Dienststelle über eine offizielle Sortenbeschreibung verfügen. Wenn eine nicht im nationalen Sortenkatalog eingetragene Sorte zum ersten Mal in der Wallonischen Region vermehrt wird, muss der Einschreibende der Dienststelle zusammen mit der vorgenannten Probe die offizielle botanische Beschreibung dieser Sorte übergeben. Eventuelle Abänderungen dieser Beschreibung müssen ihr ebenfalls mitgeteilt werden.

##### 3.1.5. Standort des Bestandes

Der Bestand muss sich in der Wallonischen Region befinden.

Eine Abweichung ist möglich, wenn sich die Parzelle in einem Grenzgebiet befindet, und der Einschreibende nachweist, dass die amtlichen Instanzen des Grenzlandes damit einverstanden sind, dass die Feldkontrolle und die Zertifizierung von der Dienststelle vorgenommen werden.

### 3.2. Einschreibeverfahren

Für jedes Anbaujahr muss der Einschreibende die für die Produktion von Saatgut bestimmten Bestände vor den in der Tabelle 2 angeführten Grenzdaten einschreiben:

Tabelle 2

Bestände	Grenzdaten
Gesät vor dem 31/12	28/02
Gesät zwischen dem 01/01 und dem 31/03	15/04
Gesät zwischen dem 01/04 und dem 30/04	10/05
Gesät nach dem 30/04	15 Tage nach der Aussaat

Die Dienststelle kann Einschreibungen nach dem Grenzdatum noch annehmen, wenn die Verspätung gerechtfertigt ist, und unter der Bedingung, dass die Feldkontrollen noch unter guten Umständen organisiert werden können.

Um eine Vermehrungsparzelle einzuschreiben, übermittelt der Einschreibende der Dienststelle auf einem Formular, dessen Muster von der Dienststelle erstellt wird, alle erforderlichen Angaben, die es ihr erlauben werden, die Kontrolle der Bestände zu organisieren und durchzuführen:

- Identifizierung des Saatzüchters oder seines Bevollmächtigten und Art der Vollmacht;
- Identifizierung des Einschreibenden;
- Identifizierung des Vermehrsers: den Namen, die Adresse und Telefonnummer sowie die Erzeugernummer, die von der Abteilung Beihilfen der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zuteilt wird;
- den genauen Standort der Vermehrungsparzelle: Hauptgemeinde, ehemalige Gemeinde, Straße oder Weiler und Parzellennummer, so wie sie bei der letzten Flächenerklärung an die vorgenannte Abteilung Beihilfen zuteilt wurde. Ein Orthofotoplan der Parzelle muss dem Einschreibeformular beigelegt werden;
- Fläche der Parzelle und Vorfrucht;
- Identifizierung des verwendeten Saatguts: die Art und Sorte sowie die Kategorie und die Klasse (die auf den Etiketten, die die Packungen des benutzten Saatguts deckten, angegebene Bezeichnung angeben);
- Nummer der Partie;
- Instanz, die die Etiketten ausgestellt hat;
- Anzahl Etiketten und, für die Erzeugung von Basissaatgut, die Nummern der Etiketten;
- Menge des benutzten Saatguts;
- Kategorie und Klasse des zu erzeugenden Saatguts. Diese Kategorie oder Klasse muss mindestens einen Rang niedriger sein als die des benutzten Saatguts;
- Identität der Elternlinien für die Erzeugung von Hybridsorten.

Es muss ein Einschreibeformular pro Parzelle aufgestellt werden. Gilt als Parzelle jedes ungeteilte Stück Gelände, das mit einem Bestand besät wird, die für die Erzeugung von Saatgut einer bestimmten Sorte, Kategorie und Klasse bestimmt ist, und das in Übereinstimmung mit den Bestimmungen vorliegender Regelung von jedem benachbarten Bestand getrennt ist.

Wird bei einer Feldkontrolle festgestellt, dass die Einschreibung mehr als eine Parzelle betrifft, so wird die Einschreibung von der Kontrolle zurückgezogen und durch so viele neue Einschreibungen ersetzt, wie es betreffende Parzellen gibt.

Den Einschreibungsformularen müssen die Dokumente beigelegt werden, durch welche die Identität des Ausgangssaatguts nachgewiesen wird.

Den Einschreibungsformularen je Einschreibenden muss eine nach den Anweisungen der Dienststelle erstellte zusammenfassende Liste beigelegt werden. Gegebenenfalls sind bei der Einschreibung ebenfalls folgende Dokumente vorzulegen:

- die Erlaubnis des Saatzüchters, Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten für die Erzeugung von Vorstufen- oder Basissaatgut;
- jedes andere Dokument, das die Dienststelle für notwendig erachtet.

Die für die Kontrolle eingeschriebenen Parzellen, die für eine Feldkontrolle nicht mehr berücksichtigt werden können, oder für die die Feldkontrolle nicht mehr erwünscht wird, müssen vom Einschreibenden schriftlich bei der Dienststelle angegeben werden, wobei dieser die Bestimmung der Ernte angibt.

Auf Antrag des Einschreibenden kann eine Parzelle aus technischen Gründen in eine oder mehrere Parzellen aufgeteilt werden. In diesem Fall wird die ursprüngliche Einschreibung gestrichen und durch eine oder mehrere Einschreibungen ersetzt.

## 4. Kontrolle der Bestände

### 4.1. Identifizierung der Parzellen

Eine Parzelle, für welche die Einschreibung angenommen wurde, kann kontrolliert werden, unter der Bedingung, dass sie von dem Einschreibenden deutlich angegeben wird, anhand eines Kennzeichnungsschildes, auf dem mindestens die von der Dienststelle zugewiesene Produktionsnummer der Parzelle sowie die ausgesäte Sorte angegeben werden. Die Dienststelle kann auf Antrag des Einschreibenden eine Abweichung von dieser Verpflichtung gewähren, wenn dieser eine Alternative vorschlägt, durch welche die Parzelle genau identifiziert werden kann.

### 4.2. Benachrichtigung des Vermehrsers

Der mit der Feldkontrolle beauftragte Inspektor benachrichtigt den Vermehrer mindestens achtundvierzig Stunden im Voraus über seinen Besuch.

Vor der Kontrolle macht der Inspektor den Vermehrer auf folgende Punkte aufmerksam:

- die Parzelle muss von anderen Beständen deutlich getrennt sein (Ausnahme: aneinandergrenzende Parzellen, die durch denselben Einschreibenden als getrennte Parzellen eingeschrieben wurden, und für die Erzeugung von Saatgut derselben Sorte und Klasse bestimmt sind);
- die notwendigen Säuberungen müssen vor der Feldkontrolle durchgeführt werden. Wenn mehrere Besuche vorgesehen sind, kann eine (zusätzliche) Säuberung zwischen den Besuchen stattfinden;
- wenn mehrere Besuche vorgesehen sind, müssen die vom Inspektor während eines früheren Besuchs gegebenen Anweisungen vor dem nächsten Besuch umgesetzt worden sein;
- falls die Parzelle einem der vorgenannten Punkte noch nicht Rechnung tragen würde, kann der Vermehrer beantragen, dass die Feldkontrolle um höchstens eine Woche verschoben wird.



Der Vermehrer informiert den Inspektor über die bei der Behandlung der zu kontrollierenden Bestände benutzten Pestizide.

Falls die Feldkontrolle wegen des Rückzugs der Parzelle nicht durchgeführt werden sollte, oder später durchgeführt werden sollte, muss der Vermehrer den Inspektor darüber benachrichtigen. Der eventuelle Rückzug muss vom Einschreibenden unverzüglich bestätigt werden.

#### 4.3. Feldkontrolle

Die Feldkontrolle umfasst eine oder mehrere Besichtigungen des Saatgutvermehrungsbestandes durch Inspektoren, um folgende Punkte zu prüfen:

- die Trennung zwischen den Beständen;
- den allgemeinen Zustand des Bestandes;
- die Identität der Art und der Sorte;
- die Reinheit der Art und der Sorte;
- den Gesundheitszustand des Bestandes;
- die Maßnahmen, um unerwünschte Fremdbestäubungen zu vermeiden;
- die gute Führung der Parzelle, um Saatgut der betreffenden Kategorie oder Klasse zu erzeugen. Ein Bestand wird angenommen, wenn er den besonderen Normen für jede Art Rechnung trägt.

Zum Zeitpunkt der Feldkontrolle muss die Parzelle in einem Zustand sein, der korrekte Beobachtungen ermöglicht. So muss jede eingeschriebene Parzelle durch einen mindestens 0,5 m breiten Streifen von jeder benachbarten Parzelle getrennt werden, es sei denn, es gibt bei der Ernte keine Gefahr einer mechanischen Vermischung.

Eine Änderung des Sortenaspekts infolge einer chemischen Behandlung oder irgendeiner anderen Ursache, durch die die Sorte nicht mehr identifiziert werden kann, verursacht die Ablehnung des Bestands.

Ein schlechter Zustand des Bestands, und insbesondere das Vorhandensein unerwünschter Kräuter, deren Samen bei der Sortierung schwer zu beseitigen sind, kann die Ablehnung mit sich bringen. Der Inspektor kann darauf hinweisen, dass restriktive Maßnahmen bei der Sortierung angewandt werden.

#### 4.4. Klassifizierung des Bestands

Die Klassifizierung des Bestands nach der Feldkontrolle wird aufgrund der auf der Vermehrungsfläche gemachten Feststellungen von der Dienststelle vorgenommen.

Die Klassifizierung des Bestands nach der Feldkontrolle kann aufgrund der auf dem Kontrollfeld gemachten Feststellungen geändert werden, ohne jedoch günstiger zu sein.

Wenn die Klassifizierung nicht mit der vom Einschreibenden vorgeschlagenen Klasse übereinstimmt oder der Bestand abgelehnt wurde, informiert die Dienststelle den Einschreibenden und den Vermehrer binnen zwei Werktagen nach der Feldkontrolle anhand einer Abschrift des Feldkontrollberichts. Der Grund für die Rückstufung oder die Ablehnung wird auf dem Feldkontrollbericht angegeben.

Ungünstige Ergebnisse betreffend Merkmale, für die sich die Beobachtungsmöglichkeit sehr schnell ändern kann (z.B. die Farbe der Leinblumen), werden dem Einschreibenden unverzüglich per Fax oder Telefon mitgeteilt.

In dem Ausnahmefall, wo der Einschreibende genügend technische Gründe anführen kann, um eine ergänzende Untersuchung zu beantragen, kann eine neue Feldkontrolle zugelassen werden. Der gebührend begründete Antrag muss binnen drei Werktagen nach der Mitteilung des Ergebnisses bei der Dienststelle schriftlich gestellt werden. Eine ergänzende Feldkontrolle muss noch unter normalen Bedingungen möglich sein. Die ergänzende Kontrolle wird immer von einem amtlich anerkannten Inspektor vorgenommen, nachdem die notwendigen Eingriffe stattgefunden haben.

Falls der Einschreibende und/oder Vermehrer die bei der Feldkontrolle und/oder der ergänzenden Feldkontrolle gemachten Feststellungen beanstanden würde, kann er eine Gegenprüfung beantragen. Der Antrag muss binnen drei Werktagen nach der Mitteilung des Ergebnisses schriftlich an die Dienststelle gerichtet werden, unter Angabe der beanstandeten Feststellungen. In diesem Fall ist es strengstens untersagt, die Parzelle oder den Bestand abzuändern (Säuberung oder sonstiger physischer Eingriff, ). Die Gegenprüfung wird von einem amtlich anerkannten, von der Dienststelle bestimmten Inspektor, in Begleitung des Inspektors, der die ersten Feststellungen gemacht hat, und wenn möglich ebenfalls im Beisein eines Vertreters des Einschreibenden vorgenommen. Wenn festgestellt wird, dass eine Säuberung oder ein sonstiger physischer Eingriff stattgefunden hat, werden die bei der vorherigen Besichtigung gemachten Feststellungen bestätigt; sie gelten dann als unwiderrüflich.

Wird eine Parzelle abgelehnt, so muss der Einschreibende die Bestimmung der Ernte dieser Parzelle angeben.

Die Klassifizierung einer Partie nach der Feldkontrolle ist vorläufig.

### 5. Kontrolle des nicht aufbereiteten Saatguts

#### 5.1. Ernte - Transport - Anlieferung - Lagerung

Es sind alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, damit

- die Partie Saatgut zu jeder Zeit deutlich gekennzeichnet ist;
- es nie eine Möglichkeit einer Kontaminierung oder unerlaubten Vermischung gibt;
- die Parteien nie vertauscht werden können.

Die Ernte, der Transport des nicht aufbereiteten Saatguts, die Anlieferung, die Lagerung, die Entkörnung, die Trocknung und die Vorreinigung finden unter der Verantwortung des Einschreibenden statt.

Die Ernte des Leins muss spätestens am 31. August vollendet sein, und am Ort der Anlieferung (Lagerung) anhand von Etiketten, die vom Lageristen angefertigt werden, gekennzeichnet werden. An diesem Datum nicht abgenommene Parzellen gelten als abgelehnt.

Das oben angegebene Datum kann aufgrund der klimatischen Bedingungen des Jahres von der Dienststelle geändert werden.

Jede Zu- oder Abfuhr von nicht aufbereitetem Saatgut zu oder ab dem Ort der Anlieferung wird von einem Empfangssekretär, der vom Einschreibenden bestimmt wird, auf einer Empfangskarte notiert, deren Muster von der Dienststelle festgelegt wird. Diese Karte muss an dem Ort aufbewahrt werden, wo sich die Samen befinden, und wird der Dienststelle zur Verfügung gehalten.

Die Dienststelle kann eine Kontrolle der Leinentkörnung bei einem Entkörnungsbetrieb-Lageristen anhand von Zufallsstichproben organisieren. Der Zweck dieser Kontrolle ist die Bestimmung der Menge nicht aufbereiteten Saatguts, die eine Partie erzeugen kann. Wenn Übergewichte anschließend an unerlaubte Beimischungen festgestellt werden, wird die Zulassung des betreffenden Entkörnungsbetriebs-Lageristen entzogen.

Dem nicht aufbereiteten Saatgut aus Beständen, die sich in einem anderen EU-Land oder in einem Land mit einer Äquivalenzregelung befinden, und deren Feldkontrolle durch eine ausländische Zertifizierungsdienststelle durchgeführt worden ist, muss das Dokument beigefügt werden, das für den internationalen Transport von noch nicht endgültig zertifiziertem Saatgut vorgesehen ist und von der Zertifizierungsdienststelle des betreffenden Landes ausgestellt wird.



Wenn nicht aufbereitetes Saatgut in ein anderes EU-Land transportiert wird, muss die Vermittlung der Dienststelle beantragt werden. Der amtlich anerkannte Inspektor stellt das Dokument aus, das für den internationalen Transport von noch nicht endgültig zertifiziertem Saatgut vorgesehen ist, bringt ein graues Etikett an, das für noch nicht endgültig zertifiziertes Saatgut vorgesehen ist, und versiegelt die Ware.

Die Einschreibenden sorgen dafür, dass die Abschriften der Feldkontrollberichte sowie ggf. alle ergänzenden Dokumente am Ort der Anlieferung und Lagerung der Dienststelle zur Verfügung gehalten werden. Dies gilt ebenfalls für amtliche Transportdokumente und graue Etiketten für nicht endgültig zertifiziertes Saatgut oder OCDE-Etiketten, die eingeführtes oder importiertes, nicht aufbereitetes Saatgut decken.

## **5.2. Mischung von Partien von nicht aufbereitetem Saatgut**

Die Mischung von nicht aufbereitetem Vorstufen- und Basissaatgut mit Ausnahme des Basissaatguts E3 ist nicht erlaubt.

Die Mischung von nicht aufbereitetem Saatgut der anderen Kategorien und Klassen ist erlaubt, wenn

- das Saatgut derselben Sorte angehört;
- das Saatgut derselben Klasse angehört, entweder Basissaatgut E3 oder Saatgut der Kategorie "zertifiziert". In den anderen Fällen wird der Mischung die niedrigste Klasse der gemischten Komponenten zugeteilt;
- bei der Feldkontrolle keine restriktiven Maßnahmen verkündet wurden.

Die Absicht, eine Mischung herzustellen, muss der Dienststelle mitgeteilt werden, bevor die Zubereitung der gemischten Partie anfängt. Die gemischten Partien müssen homogen gemacht werden.

Für jede gemischte Partie bereitet der Händler-Aufbereiter oder der Lagerist, der im Namen eines Händlers-Aufbereiters handelt, einen Zusammenstellungsbericht vor, der den Anweisungen der Dienststelle Rechnung trägt.

## **5.3. Zubereitung**

Nur das nicht aufbereitete Saatgut, das gemäß den vorgenannten Bedingungen entgegengenommen wurde, kann für die amtliche Zertifizierung berücksichtigt werden.

Das Saatgut wird unter einer Partienummer, d.h. entweder einer Produktionsnummer für einfache Partien, oder einer Bezugsnummer für zusammengestellte Partien, zubereitet.

Im Falle einer chemischen Behandlung müssen alle Samen sichtbar gefärbt sein.

## **5.4. Rückzug**

Der Rückzug von der Kontrolle von nicht zertifiziertem (nicht aufbereitetem oder sortiertem) Saatgut muss vorher der Dienststelle schriftlich mitgeteilt werden, mit Angabe der Bestimmung dieses Saatguts.

# **6. Amtliche Zertifizierung**

## **6.1. Klassifizierung und Etikettierung**

Der Händler-Aufbereiter, der selber der Einschreibende ist oder für Rechnung des Einschreibenden handelt, kann bei der Zertifizierung nur Saatgut aus Beständen vorlegen, die die vorgeschriebenen Kontrollen erfolgreich bestanden haben und den Normen genügen, die für die Art, die Sorte, die Kategorie und die Klasse, in der dieses Saatgut zu zertifizieren ist, festgelegt sind.

Die vorläufige Klassifizierung einer Saatgutpartie erfolgt auf der Grundlage der genealogischen Abstammung, der Klassifizierung des Bestands, aus dem die Partie stammt, und ggf. des Wunsches des Saatzüchters, des Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten.

Von den Saatgutpartien, die der Zertifizierung vorgelegt werden, werden Proben entnommen, um durch eine Analyse zu prüfen, ob sie den Normen genügen. Die amtliche Zertifizierung und die endgültige Klassifizierung der Partie erfolgen aufgrund der Laborergebnisse.

Die offiziellen Etiketten werden von der Dienststelle ausgestellt. Diese stellt sie nur aus, wenn sie über günstige Analyseergebnisse verfügt. In Abweichung davon können bei der Probenahme Etiketten vorläufig ausgestellt und auf der Packung angebracht werden, unter der Bedingung, dass der Händler-Aufbereiter sich dazu verpflichtet, die Partie nur dann herauszulassen, wenn er ein günstiges Analyseergebnis erhalten hat.

## **6.2. Amtliche Verschliefung**

### **6.2.1. Allgemeines**

Die Packungen werden verschlossen. Diese Maßnahme ist in den folgenden Fällen und unter folgenden Bedingungen jedoch nicht nötig:

- wenn Ventilsäcke benutzt werden, kann das Klebeetikett seitlich auf dem Sack angebracht werden;
- Säcke mit Nahtverschluss: wenn das unzerreißbare (Klebe)Etikett, das keine vorherige Durchbohrung aufweist, in der Längsrichtung von der die Packung verschließenden Naht zurückgehalten wird. Jedes Etikett, das die Spur von mehr als einer Naht aufweist, verstößt gegen die Regelung;
- Säcke aus einem nicht geflochtenen Material, die durch eine Naht verschlossen sind, wenn auf mindestens einer der Seiten der Öffnung eine Zahlenskala, die am oberen Rand mit der Zahl 1 anfängt, oder ein ähnliches Symbol (Buchstaben, Zeichnung) auslöschar gedruckt ist, wodurch ersichtlich ist, dass die Säcke ihre ursprünglichen Abmessungen behalten haben.

### **6.2.2. Lagerung von zertifiziertem Saatgut in nicht endgültigen Packungen**

Die Saatgutpartien, für ein günstiges Analyseergebnis bekannt ist und die sich noch nicht in endgültigen Packungen befinden, gelten als endgültig zertifiziert, wenn sie unter der Aufsicht der Dienststelle gelagert werden. Jede Behandlung dieser Partien und jede amtliche Verschliefung müssen unter der Aufsicht eines amtlich anerkannten Inspektors stattfinden.

### **6.2.3. Transport von zertifiziertem Saatgut in loser Schüttung**

Der Transport von zertifiziertem Saatgut in loser Schüttung von einem Händler-Aufbereiter zu einem anderen wird unter folgenden Bedingungen erlaubt:

- die Dienststelle wird im Voraus über den geplanten Transport in loser Schüttung informiert;
- der LKW oder die Container müssen verschlossen und verplombt sein;
- die Etiketten werden auf dem LKW oder den Containers angebracht, und es muss eine Transportgenehmigung ausgestellt werden.

### 6.3. Abgelehnte Partien

Die ggf. vorläufig ausgestellten Etiketten einer Partie, die wegen ungünstigen Analyseergebnissen nicht zertifiziert werden kann, müssen der Dienststelle zurückgegeben werden. Die Partie muss von den Lagern des Händlers-Aufbereiters binnen neunzig Tagen abgeholt werden und ihre Bestimmung muss der Dienststelle mitgeteilt werden. Dieser kann anschließend an einen begründeten Antrag eine Abweichung von der Frist von neunzig Tagen gewähren.

Wird das Ergebnis der Probeanalyse beanstandet, so kann der Händler-Aufbereiter binnen fünf Werktagen entweder eine neue amtliche Analyse derselben Probe durch ein amtliches Labor beantragen, oder eine neue amtliche Probenahme durch einen amtlich anerkannten Probennehmer durchführen lassen, und eine Analyse beantragen. Wird eine neue amtliche Analyse derselben Probe beantragt, kann das Labor eine andere Analysemethode anwenden. Wenn eine neue amtliche Probenahme beantragt wird, wird die Analyse auf dieselbe Weise wie die erste durchgeführt. In diesem Fall wird das Ergebnis der zweiten Analyse berücksichtigt, unter der Voraussetzung, dass es innerhalb der statistischen Schwankungen liegt, die von dem ISTA berechnet werden. Eine neue Analyse kann auf die Merkmale beschränkt werden, die die Grundlage des ungünstigen Ergebnisses bildeten, unter der Voraussetzung, dass es keine Interaktion mit anderen Merkmalen gibt.

Wenn der Händler-Aufbereiter nach der Genehmigung der Dienststelle die Partie neu bearbeitet, entweder durch eine neue Sortierung, oder durch eine homogene Mischung mit einer anderen Partie derselben Sorte und derselben Klasse, ist die Zertifizierung nur nach dem Erreichen eines günstigen Ergebnisses für die wieder bearbeitete Partie möglich. Falls die Mischung mit einer Partie derselben Sorte aber einer anderen Klasse stattfindet, wird die niedrigste Klasse der Komponenten zugeteilt.

## 7. Vorgänge mit zertifiziertem Saatgut

### 7.1. Aufteilung und Neuverpackung

Jede Aufteilung und/oder Neuverpackung von amtlich zertifizierten Saatgutpartien erfolgt auf Anfrage bei einem Händler-Aufbereiter unter der Aufsicht des amtlich anerkannten Inspektors.

Die aufgeteilten und neuverpackten Partien werden mit neuen Etiketten versehen, die die gleichen Angaben wie die ursprünglichen Etiketten tragen, zuzüglich folgender:

- das Datum der neuen Verschließung;
- die Zertifizierungsinstanz, die die vorige Verschließung vorgenommen hat

### 7.2. Zusammenstellung der Partien

Amtlich zertifizierte Partien können durch zu diesem Zweck zugelassene Operatoren (je nach Fall Händler-Aufbereiter oder Mischungsaufbereiter) unter der Aufsicht der Dienststelle zusammengestellt werden. Dem Antrag müssen Angaben über die Natur und das Volumen der zusammenzustellenden Lose sowie ein Zusammenstellungsbericht beigefügt werden. Die zusammengestellte Partie muss homogen sein.

Partien derselben Art und Sorte können bei einem Händler-Aufbereiter zusammengestellt werden; die niedrigste Klasse der verschiedenen Komponenten wird zugeteilt. Wenn es keine neue Analyse gibt, wird das Etikett mit den folgenden ergänzenden Angaben ergänzt:

- das Datum der Verschließung der zuerst zertifizierten Partie;
- die für die Zertifizierung des Saatguts zuständige Instanz, die die Verschließung vorgenommen hat.

### 7.3. Neuzertifizierung

Eine Saatgutpartie kann neu zertifiziert werden aufgrund von günstigen Ergebnissen, die mindestens mit der Zeit variable Merkmale betreffen, wobei diese Ergebnisse durch die amtliche Analyse einer amtlichen Probe erreicht werden. Die Dienststelle kann aus eigener Initiative prüfen, ob die anderen Merkmale den Vorschriften weiterhin genügen. Wenn die Partie den Normen nicht mehr genügt, kann sie wie unter 6.3 vorgesehen neu bearbeitet werden. Wird das Ergebnis beanstandet, so sind die unter 6.3 beschriebenen Modalitäten anzuwenden.

## 7.4. Verteilung in Kleinpackungen

### 7.4.1. Definition

Die Kleinpackungen sind Packungen für zertifiziertes Saatgut von *Brassica rapa* und *Sinapis alba* mit einem Höchstnettogewicht von 500 g oder höchstens 100 000 Samen.

### 7.4.2. Modalitäten

Die Verpackung in Kleinpackungen darf nur durch Verpacker von Kleinpackungen durchgeführt werden.

Nur Saatgut der Kategorien "zertifiziertes Saatgut", das in mit amtlichen Etiketten versehenen Packungen aufbewahrt wird, darf in Kleinpackungen neuverpackt werden.

Die Genehmigung der Dienststelle ist notwendig für die Neuaufteilung von in Kleinpackungen verpacktem Saatgut in neue Kleinpackungen, ob sie durch ein amtliches Etikett mit einer laufenden Nummer (Kontrollmarke) gedeckt sind oder nicht.

Diese Neuaufteilung muss unter der Aufsicht der Dienststelle erfolgen.

#### a) Probenahme

Von jeder aufzuteilenden Partie wird eine Probe mit einem Mindestgewicht von 100 g entnommen (bei umhülltem Saatgut wird dieses Gewicht entsprechend erhöht).

#### b) Buchhaltung

Eine Materialbuchhaltung wird geführt und der Dienststelle auf ihren Antrag vorgelegt.

Sie enthält folgende Angaben:

Die eingehenden Packungen (deren Inhalt neu aufgeteilt wird)

- Datum;
- Art und Sorte;
- Bezugsnummer der Partie;
- Nummer der Probe;
- das angegebene Nettogewicht oder die angegebene Zahl der reinen Körner;
- die Nummern der Etiketten, die die Packungen mit neu aufzuteilem Saatgut decken; diese Etiketten müssen während zwei Jahren ab dem Datum der Aufteilung der Dienststelle zur Verfügung gehalten werden;
- Kategorie des Saatguts.

Die ausgehenden (in Verkehr zu bringenden) Packungen

- Datum;
- pro Gewichtskategorie die Anzahl Kleinpackungen;
- Gesamtmenge;
- die laufenden Nummern der von der Dienststelle zugeteilten Kontrollmarken.

### c) Verschluss und Etikettierung der Kleinpackungen

Diese Kleinpackungen werden so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlussystem beschädigt wird, oder die Angaben oder die Packung Manipulationsspuren aufweisen.

Sie sind mit Etiketten des Lieferanten versehen, die folgende Angaben führen:

- "Belgien";
- "Kleinpackungen";
- Name und Anschrift oder Zulassungsnummer des Lieferanten;
- Datum der letzten Kontrolle der Keimfähigkeit;
- Art, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
- Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
- Kategorie: - "zertifiziertes Saatgut";
- das angegebene Netto- oder Bruttogewicht;
- bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmassen oder sonstigen festen Zusätzen: Art des Zusatzes sowie ungefähres Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

Dieses Etikett ist nicht vorgeschrieben, wenn die Angaben in unverwischbarer Farbe auf der Packung angebracht sind.

Die Kleinpackungen von zertifiziertem Saatgut sind außerdem mit einem amtlichen Etikett mit einer laufenden Nummer versehen, das von der Dienststelle zugeteilt wird (Kontrollmarke), und vom verantwortlichen Lieferanten angebracht wird.

Folgende Angaben müssen dort vermerkt werden:

- eine amtliche laufende Nummer;
- "Belgien";
- "Name des amtlichen Kontrolldienstes";
- "zertifiziertes Saatgut".

Die Farbe der Marke ist blau.

### 7.5. Chemische Behandlung auf Antrag des Endverbrauchers

Endgültig zertifizierte und amtlich verschlossene Partien können nach einer chemischen Behandlung mit demselben Etikett wieder verschlossen werden, unter der Bedingung, dass

- die Person, die im Prinzip der letzte Empfänger (Endverbraucher) ist, eine schriftliche Anweisung für die chemische Behandlung gegeben hat;
- der Händler-Aufbereiter ein Verzeichnis dieser Partien führt;
- der Händler-Aufbereiter ein besonderes Etikett hinzufügt, das die Art der chemischen Behandlung angibt.

Auf diese Weise behandelte Partien dürfen für eine neue Zertifizierungsaktivität nicht mehr vorgeschlagen werden, außer wenn die chemische Behandlung unter der Aufsicht der Dienststelle stattgefunden hat, und eine amtliche Probe entnommen wurde.

### 7.6. Aufbrechen der Verschlüsse von amtlich zertifizierten Partien

Die Händler-Aufbereiter teilen der Dienststelle mit, dass endgültig zertifizierte Partien nicht als Saatgut in Verkehr gebracht werden. Die Bestimmung dieser Partien muss angegeben werden, und die benutzten Etiketten müssen der Dienststelle zur Verfügung gestellt werden.

## 8. Einführung und Einfuhr/Ausfuhr

### 8.1. Aus einem EU-Land eingeführtes Saatgut

#### 8.1.1. Nicht aufbereitetes Saatgut oder vegetatives Vermehrungsgut

Die Einführung von nicht aufbereitetem Saatgut zwecks seiner Verpackung in Belgien wird gestattet, unter der Bedingung, dass die ausländische Zertifizierungsdienststelle Sicherheiten bietet. Anschließend wird das Saatgut wie unter 5 beschrieben behandelt.

Was das Vermehrungsgut betrifft, das einer Sorte angehört, die weder im gemeinschaftlichen noch im nationalen Katalog angeführt wird, muss der Beweis gebracht werden, dass das Saatgut je nach Fall nach Vermehrung oder Sortierung für die Ausfuhr in ein Drittland bestimmt ist.

#### 8.1.2. Endgültig zertifiziertes Saatgut

Bei der Einführung ist die Kontrolle für Erzeugnisse, die sich in der EU im zollrechtlich freien Verkehr befinden, nicht vorgeschrieben.

Der Verantwortliche für die Einführung des endgültig zertifizierten Saatguts muss vor dem 15. des Monats nach demjenigen der Einführung der Erzeugnisse eine Erklärung beim Dienst einreichen, unter Angabe folgender Informationen:

- Name und vollständige Anschrift der für die Einführung der Erzeugnisse verantwortlichen Person;
- Art;
- Sorte, Klon oder bei Saatgutmischungen die vorgesehene Benutzung;
- Kategorie und/oder Klasse;
- Nummer der Partie;
- im Laufe des vorhergehenden Monats eingeführte Mengen (Gewicht oder Anzahl);
- amtliche Kontrolldienststelle;
- Erzeugerland;
- Versandland;
- gegebenenfalls die Angabe, dass die Erzeugnisse neuverpackt oder chemisch behandelt werden;
- Datum und Unterschrift der für die Einführung der Erzeugnisse verantwortlichen Person.

### 8.3. Kontrolle des aus Drittländern eingeführten Saatguts

Die Zollverwaltung kann Saatgut geregelter Arten nur dann zulassen, wenn es mit einem von der Dienststelle ausgestellten Einfuhrdokument versehen ist.

Wenn das Saatgut aus einem Drittland stammt, mit dem die EU eine Äquivalenzregelung hat, dann ist die Äquivalenz erwiesen.

Ist die Äquivalenz nicht erwiesen, kann die Einfuhr des Saatguts zugelassen werden, wenn

- das Saatgut einer Sorte angehört, die an amtlichen Versuchen zwecks ihrer Eintragung in dem nationalen Katalog teilnimmt, und dieses Saatgut für diese Versuche bestimmt ist;
- das Saatgut für die Auswahl oder wissenschaftliche Zwecke bestimmt ist;
- das Saatgut für die Vermehrung durch den Bevollmächtigten unter Aufsicht der Dienststelle bestimmt ist;
- das Saatgut für die Wiederausfuhr in Drittländer bestimmt ist.

In den vorgenannten Fällen muss der Beweis geliefert und dem Einfuhrdokument beigelegt werden.

Für bestimmte Arten müssen die Vermehrungsverträge zwischen einem belgischen Unternehmen und einem Unternehmen in einem Drittland bei der Dienststelle nach bestimmten Fristen zur Registrierung vorgelegt werden. Die Dienststelle gibt die entsprechenden Modalitäten an.

## 9. OECD-Zertifizierung

### 9.1. Anwendungsbereich

Die nach einer der OECD-Regelungen erzeugten Sorten können nach der betreffenden Regelung zertifiziert werden. Auf Anfrage wird ein OECD-Zeugnis von der Dienststelle ausgestellt.

### 9.2. Dokumente

**9.2.1. Sorten, die in der OECD-Liste und entweder in dem gemeinschaftlichen Katalog oder in dem nationalen Katalog angeführt werden**

Für die Ausfuhr in ein Drittland können die durch die OECD-Zertifizierungsregelung vorgesehenen Dokumente auf Anfrage die ordentlichen Kontrolldokumente ersetzen, die in Belgien erzeugtes Saatgut decken.

### 9.2.2. Sorten, die nur in der OECD-Liste angeführt werden

Die Saatgutpartien dieser Sorten, die von in Belgien befindlichen Beständen stammen und bei der Feldkontrolle genehmigt wurden, können durch die in der OECD-Zertifizierungsregelung vorgesehenen Dokumente gedeckt werden, unter der Bedingung, dass das Saatgut den Normen dieser Regelung genügt.

Diese Partien sind ausschließlich für den Export bestimmt.

### 9.3. Neue Verschließung

Der Eigentümer einer Saatgutpartie, deren Einfuhr durch OECD-Dokumente gedeckt worden war, kann bei der Dienststelle das Vorbringen eines neuen OECD-Dokuments beantragen, unter der Bedingung, dass die Behörde, deren Name und Anschrift auf dem Etikett angeführt werden, ihre vorherige Zustimmung gibt.

Die Dienststelle legt die praktischen Modalitäten für die Durchführung dieses Verfahrens fest.

### 9.4. Proben

Von jeder zertifizierten oder neu zertifizierten Partie wird eine amtliche Probe für das Kontrollfeld entnommen.

## 10. Kontrolle des für die Ausfuhr bestimmten Saatguts

Die Erzeugung von Saatgut, das für die Ausfuhr in ein Drittland bestimmt ist, unterliegt vorliegender Regelung.

Auf Antrag des Exporteurs kann die Kontrolle jedoch nach anderen vom Exporteur mitgeteilten Kriterien stattfinden, um den vereinbarten Handelsverpflichtungen Rechnung zu tragen, oder sich an die im Einfuhrland geltenden Vorschriften anzupassen.

In diesen Fällen wird ein spezifisches Dokument benutzt.

## 11. Kontrollfeld

Es können Kontrollfelder eingerichtet werden mit

- (1) den von den Saatzüchtern, den Erhaltungzüchtern oder ihren Bevollmächtigten gelieferten Proben;
- (2) den während den verschiedenen Kontrollstadien entnommenen Proben;
- (3) den Proben, die die Händler-Aufbereiter der Dienststelle zur Verfügung halten müssen.

Auf der Grundlage der auf dem Kontrollfeld durchgeführten Proben können die Ergebnisse der Feldkontrolle revidiert werden, ohne dass sie jedoch günstiger werden können.

Wenn der Prozentsatz der Unreinheiten in den Parzellen, die mit den in einer Partie für die nachträgliche Kontrolle entnommenen Proben besät wurden, die Normen übertrifft, kann die Partie abgestuft oder abgelehnt werden.

Im Falle des Leins werden die Proben in mindestens zwei Wiederholungen gesät. Was die Proben betrifft, die von Mutterpartien stammen, werden die Anzahl zu untersuchender Pflanzen und die Toleranzen in der Tabelle 3 angegeben.

Tabelle 3

Zu erzeugende Klasse und Kategorie	Anzahl Pflanzen je Parzelle	Andere Farbe der Blüten (a) (b)	Sonstige Merkmale (c) (d)	
			Anzahl Pflanzen	Toleranz
Vorstufensaatgut	15 000	6	3 000	9
Basissaatgut E2	12 000	5	2 000	6
Basissaatgut E3	9 000	4	1 000	3
Zertifiziertes Saatgut:				
1. Vermehrung (R1)	6 000	20	200	4
2. Vermehrung (R2)	3 000	10	200	5
3. Vermehrung (R3) (e)	1 500	5	100	2,5

(a). Durchschnitt der Wiederholungen.

(b). Die Toleranz kann aufgrund der Anzahl Pflanzen je Parzelle angepasst werden.

(c). Unter "sonstige Merkmale" versteht man:

- Flecken der Kelchblätter
- Behaarung der falschen Kapselscheidewände
- von der Dienststelle bestimmte spezifische Sortenmerkmale.

(d). Wenn bei der Prüfung die Anzahl von abweichenden Pflanzen die Toleranz übertrifft, ohne jedoch das Zweifache zu übersteigen, wird eine Beobachtung von derselben Anzahl Pflanzen vorgenommen. Der entsprechende Bestand wird abgelehnt, wenn der Durchschnitt der beiden Zählungen die Toleranz übertrifft.

(e). Stichprobenkontrolle.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,  
C. DI ANTONIO

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27066]

**6 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, artikel 2, § 1, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement voor zaaizaad van groenvoedergewassen;

Gelet op het overleg gepleegd op 10 november 2011 tussen de Gewestregeringen en de federale overheid, goedgekeurd op 25 januari 2012;

Gelet op het advies 50.994/4 van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definitie en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Richtlijn 2002/57/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen, gewijzigd bij de Richtlijnen 2002/68/EG van de Raad van 19 juli 2002, 2003/45/EG van de Commissie van 28 mei 2003, 2003/61/EG van de Raad van 18 juni 2003, 2004/117/EG van de Raad van 22 december 2004 en 2009/74/EG van de Commissie van 26 juni 2009, wordt bij dit besluit omgezet.

**Art. 2.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> afzet : de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van zaaizaad aan derden met het oog op commercieel gebruik, tegen of zonder vergoeding.

Onder "in de handel brengen" wordt niet verstaan de handel in zaaizaad die niet is gericht op commercieel gebruik van het ras, zoals de volgende handelingen :

a) beschikbaar stellen van zaaizaad van officiële onderzoeks- en controle instanties;

b) levering van zaaizaad aan verleners van diensten voor het bereiden of de verpakking, voor zover de verlener van diensten geen rechten op het geleverde zaaizaad verwerft.

Onder "in de handel brengen" wordt ook niet verstaan de levering van zaaizaad onder bepaalde voorwaarden aan verleners van diensten voor de productie van bepaalde landbouwgrondstoffen voor industriële doeleinden, of voor vermeerdering van zaaizaad voor dat doel, voor zover de dienstverlener geen rechten op het geleverde zaaizaad of op de opbrengst van de oogst verwerft. De leverancier van zaaizaad verstrekt de Dienst een afschrift van de betrokken delen van het contract met de dienstverlener; daarin wordt vermeld aan welke normen en voorwaarden het verstrekte zaaizaad op dat moment voldoet.

De modaliteiten voor de uitvoering van deze bepaling worden volgens de beslissingen van de Europese Unie vastgelegd door de Minister;

2<sup>o</sup> oliehoudende planten en vezelgewassen : planten van de volgende geslachten en soorten :

a) *Arachis hypogaea* L, aardnoot;

b) *Brassica juncea* (L.) Czern, bruine mosterd;

c) *Brassica napus* L. (*partim*), koolzaad;

d) *Brassica nigra* (L.) W.D.J. Koch, zwarte mosterd;

e) *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs, raapzaad;

f) *Cannabis sativa* L., hennep;

g) *Carthamus tinctorius* L., saffloer;

h) *Carum carvi* L., karwij;

i) *Glycine max* (L.) Merr., soja;

j) *Gossypium* spp., katoen;



k) *Helianthus annuus* L., zonnebloem;

l) *Linum usitatissimum* L., vezelvlas, oliehoudend vlas;

m) *Papaver somniferum* L., blauwmaanzaad;

n) *Sinapis alba* L., gele mosterd;

3° prebasiszaad : kwekerszaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras, dat door een tot keuring bevoegde dienst officieel is onderzocht en goedgekeurd volgens de voor de keuring van basiszaad geldende voorschriften;

4° basiszaad (andere rassen dan hybriden) : zaad :

a) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad, hetzij van de categorie "gecertificeerd zaad", hetzij van de categorieën "gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering" of "gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering" of "gecertificeerd zaad van de derde vermeerdering";

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 6, voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 van dit besluit, voor basiszaad opgesomde voorwaarden, en;

d) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet.

Voor zaad van vlas kan de productie van basiszaad gebeuren in één of twee vermeerderingscycli. In dit geval wordt de categorie basiszaad onderverdeeld in basiszaad E2 voor de eerste generatie afkomstig van prebasiszaad, en basiszaad E3 voor de tweede generatie vanaf prebasiszaad;

5° basiszaad (hybriden) :

1. Basiszaad van ingeteelde stammen : zaad :

a) dat, behoudens het bepaalde in artikel 6, voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

b) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punt a) vastgestelde voorwaarden voldoet.

2. Basiszaad van enkele hybriden : zaad :

a) dat bestemd is voor de voortbrenging van drieweg-hybriden of dubbele hybriden,

a) dat, behoudens het bepaalde in artikel 6, voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

c) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

6° gecertificeerd zaad (raapzaad, sarepta - mosterd, koolzaad, bruine mosterd, tweehuisige hennep, saffloer, karwij, zonnebloem, blauwmaanzaad, gele mosterd) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor het telen van planten van oliehoudende planten en vezelgewassen, met andere doeleinden dan de voortbrenging van zaaizaad;

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 6, § 2, voldoet aan de in bijlagen 1 en 2 voor gecertificeerd zaad vastgestelde voorwaarden, en;

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

7° gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering (aardnoten, eenhuizig hennep, vezelvlas, oliehoudend vlas, soja, katoen) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie «gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering», dan wel, in voorkomend geval, van de categorie «gecertificeerd zaad van de derde vermeerdering», of voor het telen van oliehoudende planten en vezelgewassen met andere doeleinden dan de voortbrenging van zaaizaad;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor gecertificeerd zaad opgesomde voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

8° "Gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering" (aardnoten, vezelvlas, oliehoudend vlas, soja, katoen) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad, van gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor het telen van oliehoudende planten en vezelgewassen met andere doeleinden dan de voortbrenging van zaaizaad, dan wel in voorkomend geval, voor het telen van de categorie « gecertificeerd zaad van de derde vermeerdering »;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor gecertificeerd zaad opgesomde voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

9° gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering (eenhuizige hennep) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering en dat inzonderheid met het oog op de voortbrenging van gecertificeerd zaad van de tweede vermeerdering is verkregen en officieel is gecontroleerd;

b) dat bestemd is voor het telen van hennep die in de bloeitijd moet worden geoogst;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor gecertificeerd zaad opgesomde voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

10° gecertificeerd zaad van de derde vermeerdering (vezelvlas, oliehoudend vlas) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad, van gecertificeerd zaad van de eerste of tweede vermeerdering of, op verzoek van de kweker, van prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor het telen van planten van oliehoudende planten en vezelgewassen, met andere doeleinden dan de voortbrenging van zaaizaad;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor gecertificeerd zaad opgesomde voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

11° handelszaad : zaad :

a) dat soortecht is;

b) dat, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 6, § 2, voldoet aan de in bijlage 2 voor handelszaad opgesomde voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a) en b) vastgestelde voorwaarden voldoet;

12° mengras : een aan de certificeringsdienst gemeld mengsel van gecertificeerd zaad van een bepaalde bestuiverafhankelijke hybride die officieel is toegelaten overeenkomstig Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst van landbouwgewassen, met gecertificeerd zaad van één of meer bepaalde, eveneens toegelaten, bestuivers, dat mechanisch is samengesteld in een verhouding, gezamenlijk bepaald door de personen die voor de instandhouding van deze componenten verantwoordelijk zijn;

13° bestuiverafhankelijke hybride : de mannelijke steriele component in het « mengras » (vrouwelijke component);

14° bestuiver(s) : de stuifmeel leverende component in « het mengras » (mannelijke component);

15° derde land : land dat geen lid is van de Europese Unie;

16° gemeenschappelijke rassenlijst : de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen vastgesteld bij de Richtlijn 2002/53/EEG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

17° nationale catalogus : de nationale catalogus voor landbouwgewassen vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

18° ISTA (International Seed Testing Association) : internationaal orgaan dat de methodes inzake zaadbemonstering en -analyse bepaalt;

19° Minister : de Minister die voor Landbouw bevoegd is;

20° Dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, autoriteit die voor de certificering verantwoordelijk is.

§ 2. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister wijzigingen aanbrengen in de rassenlijst bedoeld in § 1, 2°.

§ 3. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie kan de minister specificeren en bepalen welke typen rassen, met inbegrip van de kruisingspartners, in aanmerking komen voor keuring volgens de voorwaarden van dit besluit.

§ 4. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie kan de Minister wijzigingen aanbrengen in § 1, 4° en 5°, met het oog op de opnemingsgebied van dit besluit van hybriden van oliehoudende planten en vezelgewassen, die niet tot de zonnebloemhybriden behoren.

**Art. 3.** Dit besluit heeft betrekking op de productie met het oog op het in de handel brengen en het in de handel brengen binnen de Europese gemeenschap van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen dat voor landbouwproductie, met uitzondering van sierdoeleinden, bestemd is. Het geldt niet voor bietenzaad waarvan is aangetoond dat het bestemd is voor uitvoer naar derde landen indien het als dusdanig wordt geïdentificeerd en voor zover de bestemming kan worden aangetoond.

Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

#### HOOFDSTUK II. — De certificering en het in de handel brengen

**Art. 4.** § 1. Zaaizaad van de volgende planten mag alleen in de handel gebracht worden als het officieel goedgekeurd is als "prebasiszaad", "basiszaad" of "gecertificeerd zaad" :

1° *Brassica* L. (partim), koolzaad;

2° *Brassica rapa* L. var. *silvestris* (Lam.) Briggs, raapzaad;

3° *Cannabis sativa* L., hennep;

4° *Carthamus tinctorius* L., saffloer;

5° *Carum carvi* L., komijn;

6° *Gossypium* spp. katoen;

7° *Helianthus annuus* L., zonnebloem;

8° *Linum usitatissimum* L. (partim), vezelvlas.

§ 2. Zaaizaad van andere soorten oliehoudende planten en vezelgewassen dan die welke opgesomd worden in § 1, mag alleen in de handel worden gebracht als het gaat om officieel goedgekeurd "prebasiszaad", "basiszaad" of "gecertificeerd zaad", of om handelszaad.

§ 3. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister voorschrijven dat zaad van andere soorten oliehoudende planten of vezelgewassen dan die welke worden opgesomd in § 1, met ingang van bepaalde data slechts in de handel mag worden gebracht, indien het officieel is goedgekeurd als «prebasiszaad», «basiszaad» of als «gecertificeerd zaad».

§ 4. Zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen mag niet in de handel worden gebracht als het gaat om een soort die opgenomen is in de gemeenschappelijke rassenlijst of de nationale rassencatalogi.

§ 5. Zaad van oliehoudende planten en vezelgewassen mag in de handel worden gebracht in de vorm van een mengras. De zaadcoating van de bestuiverafhankelijke hybride wordt anders gekleurd dan die van de bestuiver.

**Art. 5.** In afwijking van artikel 4, is het in de handel brengen van niet-bewerkt zaad met het oog op het bereiden en de verpakking daarvan toegelaten, voor zover de identiteit ervan officieel gewaarborgd is.

**Art. 6.** § 1. Prebasis- en basiszaad dat niet voldoet aan de in bijlage 2 gestelde kiemkrachtvoorwaarden mogen, in afwijking van artikel 4, officieel gecertificeerd worden en in de handel worden gebracht op voorwaarde dat de leverancier een bepaalde kiemkracht waarborgt. Die kiemkracht wordt, voor het in de handel brengen, door de leverancier op een speciaal etiket samen met zijn naam en adres en het nummer van de partij vermeld.

§ 2. In het belang van een snelle zaadbevoorrading en in afwijking van artikel 4, mag zaad van de categorieën "basiszaad", "gecertificeerd zaad" van alle aard of «handelszaad», waarvoor het officiële onderzoek in verband met de in bijlage 2 opgesomde voorwaarden met betrekking tot de kiemkracht nog niet voltooid is, officieel gecertificeerd of officieel toegelaten worden en in de handel gebracht worden tot en met de eerste commerciële afnemer. De certificering of de toelating geschiedt uitsluitend indien een verslag van de voorlopige analyse van het zaad wordt overgelegd en indien de naam en het adres van de eerste afnemer worden vermeld. De leverancier moet de kiemkracht waarborgen die vastgesteld is bij de voorlopige analyse. Voor het in de handel brengen wordt die kiemkracht op een speciaal etiket met de naam en het adres van de leverancier alsook het referentienummer van de partij vermeld. De leverancier verbindt zich ertoe de partij terug te nemen als de resultaten van het officiële onderzoek ongunstig zijn.

§ 3. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op zaad dat wordt ingevoerd uit derde landen, behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 16 betreffende de vermeerdering buiten de Europese Unie.

**Art. 7.** § 1. In afwijking van artikel 4 kan de Dienst de op het Waalse grondgebied gevestigde producenten toestemming geven om kleine hoeveelheden zaad voor wetenschappelijke of selectiedoeleinden in de handel te brengen.

In afwijking van artikel 4 kan de Dienst de op het Waalse grondgebied gevestigde producenten toestemming geven om hoeveelheden zaad die voor andere doeleinden (onderzoek of proefneming) geschikt zijn in de handel te brengen, voorzover het gaat om zaad van een ras waarvoor een aanvraag tot opneming in de nationale rassenlijst voor landbouwgewassen en groentegewassen is ingediend. De voorwaarden voor die toestemming worden uitvoerig beschreven in bijlage 6. Ze voldoen aan de bepalingen van Beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd.

§ 3. In geval van genetisch gemodificeerd materiaal is de handel van het in de §§ 1 en 2 bedoelde zaad enkel toegestaan als het voldoet aan de voorwaarden van het koninklijk besluit van 21 februari 2005 reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten.

**Art. 8.** De Minister kan, wat de inlandse productie betreft, voor de keuring van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad, alsook voor de toelating van handelszaad, strengere voorwaarden stellen dan die opgenomen in bijlagen 1 en 2.

**Art. 9.** De voor de keuring eventueel vereiste beschrijving van de genealogische bestanddelen wordt, op verzoek van de kweker, geheim gehouden.

**Art. 10.** § 1. Prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad en handelszaad mogen alleen in de handel gebracht worden in voldoende homogene partijen en in een gesloten verpakking, die overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 11 en 12, § 1, is voorzien van een sluitingssysteem en een aanduiding.

§ 2. De Dienst kan, met betrekking tot verpakking, sluitingssysteem en aanduiding, voorzien in afwijkingen van § 1 voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden ten behoeve van de laatste gebruiker.

**Art. 11.** § 1. Verpakkingen van prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad en handelszaad zijn officieel of onder officieel toezicht gesloten zodat ze niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in artikel 12, § 1, bedoelde officieel etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont.

Voor een goede sluiting moet ten minste het officiële etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt ofwel moet op de sluiting een officiële zegel worden aangebracht. Deze maatregelen zijn echter niet beslist noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt.

§ 2. Een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting mag slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. In dat geval wordt op het in de artikel 12, § 1, voorgeschreven etiket ook melding gemaakt van de laatste nieuwe sluiting, van de datum daarvan en van de dienst die haar heeft verricht.

§ 3. Afwijkingen van de bepalingen van § 1 voor kleine verpakkingen gesloten op het Waalse grondgebied zijn opgenomen in bijlage 7 sub 7.4.

**Art. 12.** § 1. Verpakkingen van prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad en handelszaad :

1° zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage 4 en waarvan de gegevens gesteld zijn in een van de officiële talen van de Europese Unie. De kleur van het etiket is wit met een diagonaal lopende paarse streep voor prebasiszaad, wit voor basiszaad, blauw voor gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering vanaf basiszaad, rood voor gecertificeerd zaad van volgende vermeerderingen vanaf basiszaad en bruin voor handelszaad. De kleur van het etiket is blauw met een diagonaal lopende groene streep voor gecertificeerd zaad van een mengras. Als in het etiket een gaatje is gemaakt, wordt bij de bevestiging van dat etiket steeds een officieel zegel gebruikt. Als, in het geval bedoeld in artikel 6, § 1, het basis- of maiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage 2 met betrekking tot de kiemkracht, wordt dat op het etiket vermeld. Het gebruik van officiële kleefetiketten is toegestaan. Volgens de beslissingen van de Europese Unie mag worden toegestaan dat de voorgeschreven aanduidingen onder officieel toezicht onuitwisbaar op de verpakking worden aangebracht volgens het model van het etiket;

2° bevatten een officieel certificaat in de kleur van het etiket en met ten minste de gegevens die in bijlage 4, deel A, a), 4, 5 en 6, voor het etiket en, sub c), 2, 5 en 6, voor handelszaad, zijn voorgeschreven. Het certificaat heeft een zodanige vorm dat het niet kan worden verward met het onder 1° bedoelde etiket. Het certificaat is niet vereist als de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of als overeenkomstig het bepaalde in punt 1° een klefetiket of een etiket van scheurvrij materiaal is gebruikt.

§ 2. Desgevallend mits naleving van de beschikkingen van de Europese Unie, kan de Minister afwijkingen van § 1 toestaan voor kleine verpakkingen van basiszaad gesloten op het grondgebied van het Waalse Gewest.

**Art. 13.** In andere gevallen dan die waarin dit besluit voorziet en overeenkomstig de beschikkingen van de Europese Unie kan de Minister voorschrijven dat de verpakkingen van basiszaad, van gecertificeerd zaad van alle categorieën of van handelszaad voorzien moeten zijn van een etiket van de leverancier (in de vorm van een apart etiket, naast het officiële etiket, of in de vorm van op de verpakking zelf gedrukte informatie van de leverancier). Welke gegevens op dat etiket moeten worden vermeld, wordt volgens de beschikkingen van de Europese Unie vastgesteld.

**Art. 14.** Voor zaad van een ras dat genetisch is gemodificeerd, moet op elk officieel dan wel ander etiket of document dat krachtens het bepaalde in dit besluit op de partij zaad is aangebracht of deze partij vergezelt, duidelijk zijn vermeld dat het ras genetisch is gemodificeerd, onverminderd de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 21 februari 2005.

**Art. 15.** In geval van een chemische behandeling van het prebasiszaad, het basiszaad of het gecertificeerd zaad, moet hiervan op het officiële etiket dan wel op een etiket van de leverancier alsmede op of in de verpakking melding zijn gemaakt.

**Art. 16.** § 1. Zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen :

1° dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of gecertificeerd zaad van eerste vermeerdering dat officieel is goedgekeurd in een of meer lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 17 gelijkstelling heeft verkregen, of dat rechtstreeks afkomstig is van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een dergelijk derde land en

2° dat in een andere lidstaat is geoogst;

kan op verzoek en onverminderd de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001 officieel worden goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de in bijlage I voor de betrokken categorie vermelde voorwaarden en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat het voldoet aan de in bijlage 2 voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Wanneer in dergelijke gevallen het zaad rechtstreeks is gewonnen uit officieel goedgekeurd zaad van vermeerderingen die aan het basiszaad voorafgaan, kan het officieel goedgekeurd worden als basiszaad, als voldaan is aan de voor deze categorie vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Zaad van oliehoudende planten en vezelgewassen dat in de Europese Unie is geoogst en bestemd is voor goedkeuring overeenkomstig het bepaalde in § 1, moet :

1° worden verpakt en voorzien van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 5, punten A en B, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, § 1, en,

2° vergezeld zijn van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 5, punt C.

De bepalingen van punt 1 inzake verpakking en etikettering behoeven niet te worden toegepast indien de voor de veldkeuring verantwoordelijke autoriteiten, de autoriteiten die de documenten voor niet definitief gecertificeerde zaden met het oog op certificering opstellen en de voor de certificering verantwoordelijke autoriteiten dezelfde zijn of indien deze autoriteiten het over de ontheffing eens zijn.

§ 3. Zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen geoogst in een derde land, wordt, op verzoek, officieel goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer :

1° het rechtstreeks afkomstig is van :

a) basiszaad of gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering dat officieel is goedgekeurd in een of meerdere lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 17 gelijkstelling heeft verkregen, of

b) van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een derde land bedoeld in punt a);

2° het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld in een krachtens de bepalingen van voornoemde Richtlijn 2002/57/EG vastgestelde beschikking van de Raad van de Europese Unie betreffende de gelijkstelling;

3° bij een officieel onderzoek is gebleken dat de in bijlage 2 voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden zijn vervuld.

**Art. 17.** § 1. Zaad van oliehoudende planten en vezelgewassen dat in een derde land is geoogst, mag enkel in de handel gebracht worden indien de Raad van de Europese Unie vooraf heeft vastgesteld dat het in dit land geoogste zaad dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de verzekering van de identiteit, de aanduiding en de controle, in dit opzicht gelijkwaardig is aan zaad dat in de Unie is geoogst en beantwoordt aan de bepalingen van voornoemde Richtlijn 2002/57/EG.



§ 2. De bepalingen van § 1 zijn ook toepasselijk op het zaaizaad dat werd geoogst in iedere nieuwe lidstaat gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij aan de bepalingen van de voormelde Richtlijn 2002/57/EG moet voldoen.

**Art. 18.** § 1. Ten einde tijdelijke moeilijkheden op te heffen die zich voordoen bij de algemene voorziening met basiszaad of in de Europese Unie gecertificeerd zaad en die niet op een andere manier kunnen worden overwonnen, kan de Dienst, mits hiertoe gemachtigd te zijn door de Europese Commissie, het zaad van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld of zaad van rassen die noch in de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen, noch in de nationale rassencatalogus voorkomen, tot de handel toelaten. Die goedkeuring betreft een bepaald tijdstip en heeft betrekking op de voor het oplossen van de voorzieningsmoeilijkheden nodige hoeveelheden zaad.

§ 2. Wanneer het een categorie zaad van een bepaald ras betreft, is het officiële etiket het etiket dat voor de overeenkomstige categorie is voorgeschreven. Voor zaad van rassen die niet op bovengenoemde lijsten voorkomen, is het officiële etiket hetgene dat voorzien is voor handelszaad.

Op het etiket moet steeds worden vermeld dat het zaad betreft van een categorie waarvoor minder strenge eisen gelden.

**Art. 19.** Overeenkomstig de beschikkingen van de Europese Unie kan de Minister, om wetenschappelijke of technische redenen, wegens administratieve vereenvoudiging of om het controlesysteem te verbeteren, het geheel of een deel van de bijlagen opheffen, aanvullen of vervangen.

### HOOFDSTUK III. — *De keuring*

**Art. 20.** De Dienst is belast met de uitvoering, volgens de procedures en definities opgenomen in bijlage 7, van de keuring van de productie van inheems zaad. Deze controle omvat o.a. :

1° het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvragen tot keuring van teelten bestemd voor de productie van zaaizaad;

2° de keuring van het gewas op het veld;

3° het toezicht op de geoogste producten bij het vervoer, de inontvangstname, het opslaan, het bereiden en het conditioneren;

4° onderzoek in laboratoria;

5° het toezicht op het verrichten van de officiële sluitingen en het aanbrengen van officiële etiketten en certificaten, overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 10, 11, 12 en 13.

6° de controle op de veldkeuringen, monsternemingen en onderzoeken in laboratoria onder officieel toezicht die vermeld zijn in artikel 21.

**Art. 21.** § 1. Wanneer de onderzoeken onder officieel toezicht bedoeld in artikel 2, § 1, 4°, *d*, in artikel 2, § 1, 5°, *1, b*, in artikel 2, § 1, 5°, *2, c*, in artikel 2, § 1, 6°, *d*, in artikel 2, § 1, 7°, *d*, in artikel 2, § 1, 8°, *d*, in artikel 2, § 1, 9°, *d*, in artikel 2, § 1, 10°, *d* en § 1, 11°, *c*, worden verricht, moeten de volgende voorwaarden voor veldkeuringen worden nageleefd :

1° de keurmeesters :

*a*) beschikken over de nodige technische vakbekwaamheid, bevestigd op grond van officiële examens die georganiseerd worden door de Dienst of door andere officiële keuringsdiensten, en verworven in het kader van opleidingscursussen die georganiseerd worden door de Dienst of door andere officiële keuringsdiensten.

De opleiding van een officieel erkende nieuwe keurder wordt georganiseerd over de duur van een veldkeuringscampagne. — Ze bestaat uit twee gedeelten : een theoretisch gedeelte betreffende de inhoud van de wetgeving, het administratief beheer van de keuringen, de waarnemingsnormen en -technieken, en een praktisch gedeelte, met name een technische opleiding op het keuringsveld en de opvolging van veldkeuringen van productiepercelen door een officiële keurder.

De officieel erkende keurder moet elke door de Dienst georganiseerde informatiedag m.b.t. veldkeuringen volgen als ze georganiseerd worden. Hij moet ook deelnemen aan de keuringsveldbezoeken.

*b*) halen geen persoonlijk voordeel uit de door hen uitgevoerde keuringen;

*c*) zijn officieel erkend door de Dienst. Dat houdt in dat ze een verklaring hebben ondertekend waarbij zij ertoe verbinden de regels voor officiële onderzoeken in acht te nemen en regelmatig een bijscholingscursus te volgen tijdens door de Dienst georganiseerde informatiedagen. De erkenning wordt jaarlijks verleend voor het ras of de rassen waarvoor de technische bekwaamheid bewezen is. Ze geldt van 1 januari tot 31 december. Onverminderd de toepassing van de maatregelen vermeld in 5°, wordt de erkenning stilzwijgend verlengd van jaar tot jaar;

*d*) voeren de keuringen onder officieel toezicht uit overeenkomstig de regels die voor officiële keuringen gelden;

*e*) geven de Dienst binnen vijf dagen na de dag van de vaststelling kennis van de waarnemingen gedaan op het veld. De Dienst is verantwoordelijk voor de toekenning van de voorlopige indeling op basis van de waarnemingen van de officieel erkende keurder.

2° het te keuren zaadgewas wordt geproduceerd uit zaad waarop een officiële nacontrole is uitgevoerd waarvan de resultaten bevredigend waren;

3° een gedeelte van het zaad wordt door officiële keurmeesters gecontroleerd. Dat gedeelte is minstens gelijk aan 5 %;

4° een gedeelte van de monsters van het van de zaadgewassen geoogste zaad wordt gebruikt voor officiële nacontrole en, zo nodig, voor officiële laboratoriumtesten om de rasechtheid en -zuiverheid van het zaad te controleren;

5° als de Dienst administratieve nalatigheden (onvolledige, onnauwkeurige of buiten de voorgeschreven termijnen ingediende documenten) bij een officieel erkende keurder vaststelt, stuurt hij hem een waarschuwing. Als een keurder drie schriftelijke waarschuwingen toegestuurd krijgt tijdens twee opeenvolgende teeltseizoenen zonder voldoende geachte uitleg, wordt zijn erkenning door de Dienst ingetrokken;

6° als de Dienst een technische nalatigheid vaststelt, krijgt de officieel erkende keurder een schriftelijke waarschuwing waarbij hij gewezen wordt op de vastgestelde nalatigheid en op de opschorting van zijn erkenning.



De opschorting van de erkenning wordt opgeheven als de keurder een bijscholingscursus gevolgd heeft en geslaagd is voor een officieel examen dat door de Dienst georganiseerd wordt. De opschorting duurt niet langer dan drie jaar; zoniet wordt de erkenning ingetrokken door de Dienst. In dit geval wordt de certificering van de onderzochte gewassen, wat de betrokken teeltcampagne betreft, nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet;

7° als de Dienst ertoe gebracht wordt de erkenning van een officieel erkende keurder in te trekken, waarschuwt hij hem bij aangetekend schrijven en geeft hij hem kennis van de elementen die de beslissing motiveren. Als de beslissing tot intrekking van de erkenning door de officieel erkende keurder aangevochten wordt, kan hij bij de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling van het « D.G.A.R.N.E. » een administratief beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem ter kennis is gebracht.

Het administratief beroep moet de verweermiddelen van de officieel erkende keurder vermelden.

De Inspecteur-generaal neemt een beslissing die bij aangetekend schrijven aan de betrokkene wordt meegedeeld.

§ 2. Bij de uitoefening van de controle van de rassen, bij het onderzoek van het zaad met het oog op de certificering en bij het onderzoek van het handelszaad bedoeld in artikel 2 § 1, 4°, *d*, in artikel 2, § 1, 5°, 1, *b*, in artikel 2, § 1, 5°, 2, *c*, in artikel 2, § 1, 6°, *d*, in artikel 2, § 1, 7°, *d*, in artikel 2, § 1, 8°, *d*, in artikel 2, § 1, 9°, *d*, in artikel 2, § 1, 10°, *d* en § 1, 11°, *c*, geschiedt de bemonstering officieel of onder officieel toezicht. De monsterneming met het oog op controles overeenkomstig artikel 22 wordt officieel uitgevoerd. De monsters worden op homogene partijen genomen volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld. Het maximumgewicht van een partij en het minimumgewicht van een monster worden in bijlage 3 vermeld. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder een homogene partij verstaan een hoeveelheid zaad die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken heeft.

De bemonstering onder officieel toezicht moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de monsternemers :

*a*) hebben de nodige technische kwalificatie verworven in het kader van een opleidingscursus. De Dienst organiseert opleidingen i.v.m. de wetgeving, het administratieve beheer van de monsters en de bemonsteringsnormen en -technieken. De erkenning vermeld onder *c*) wordt pas door de Dienst verleend nadat hij de goede kennis van de theoretische en praktische elementen die nodig zijn om monsters te nemen via geschikte proeven heeft kunnen vaststellen;

*b*) halen geen persoonlijk voordeel uit de bemonstering;

*c*) zijn hetzij zelfstandige natuurlijke personen, hetzij personen tewerkgesteld door natuurlijke personen of rechtspersonen waarvan de activiteiten niet gericht zijn op de productie, de teelt, de behandeling of het in handel brengen van zaad, hetzij personen tewerkgesteld door natuurlijke personen of rechtspersonen waarvan de activiteiten gericht zijn op de productie, de teelt, de behandeling of het in handel brengen van zaad. In dit geval mag een monsternemer enkel monsters nemen op zaadpartijen geproduceerd op naam van zijn werkgever, behoudens andersluidende beschikkingen overeengekomen tussen zijn werkgever, de aanvrager van een certificering en de Dienst;

*d*) zijn officieel erkend door de Dienst. Die erkenning houdt in dat ze een verklaring hebben ondertekend waarbij zij ertoe verbinden de regels voor officiële onderzoeken in acht te nemen en regelmatig een bijscholingscursus te volgen tijdens door de Dienst georganiseerde informatiedagen. De erkenning wordt per soort verleend en geldt van 1 januari tot 31 december. De erkenning wordt jaar na jaar stilzwijgend verlengd zolang de gestelde voorwaarden vervuld zijn. De erkenning wordt ingetrokken wanneer de gestelde voorwaarden niet meer vervuld zijn;

2° het werk van monsternemers is onderworpen aan een door de Dienst uitgevoerde geschikte controle. In geval van automatische bemonstering voldoet het bemonsteringstoestel aan de voorschriften van de « ISTA » en is het door de Dienst erkend. Een officieel erkende monsternemer is verantwoordelijk voor zijn werking;

3° met het oog op de controle bedoeld in 2° maakt een deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleproef door officiële monsternemers van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Dat deel bedraagt minstens 5 %. Die controleproeven zijn niet van toepassing op de automatische monsterneming. De Dienst vergelijkt de officiële afgenomen zaadmonsters met die van dezelfde partij die onder officieel toezicht werden afgenomen;

4° met het oog op de controle bedoeld in 2° verricht de Dienst audits van de bemonsteringsactiviteiten volgens de modaliteiten die hij bepaalt;

5° als de Dienst nalatigheden vaststelt bij de officieel erkende monsternemer, wordt hem een schriftelijke waarschuwing toegestuurd.

Als nalatigheden worden beschouwd :

*a*) de non-conformiteiten opgespoord tijdens de audit bedoeld in 4°;

*b*) herhaalde administratieve nalatigheden (onvolledige, onnauwkeurige of buiten de voorgeschreven termijnen ingediende documenten);

*c*) de resultaten buiten tolerantie na vergelijking van de controleproeven bedoeld in 3°.

De officieel erkende monsternemer zet orde op zaken binnen een met de Dienst overeengekomen termijn. Als de rechtzetting niet binnen de overeengekomen termijn geschiedt, wordt de erkenning opgeschort. Bij gebrek aan rechtzetting binnen dertig dagen, te rekenen vanaf de vervaldatum van de overeengekomen termijn, wordt de erkenning ingetrokken door de Dienst. In dit geval wordt de certificering van het afgenomen zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.

6° als de Dienst ertoe gebracht wordt de erkenning van een officieel erkende keurder in te trekken, waarschuwt hij hem bij aangetekend schrijven en geeft hij hem kennis van de elementen die de beslissing motiveren. Als de beslissing tot intrekking van de erkenning door de officieel erkende keurder aangevochten wordt, kan hij bij de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling van het « D.G.A.R.N.E. » een administratief beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem ter kennis is gebracht.

Het administratief beroep moet de verweermiddelen van de officieel erkende keurder vermelden.

De Inspecteur-generaal neemt een beslissing die bij aangetekend schrijven aan de betrokkene wordt meegedeeld.

7° overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister andere maatregelen nemen voor de bemonsteringen van zaad onder officieel toezicht.

§ 3. De officiële onderzoeken of onderzoeken onder officieel toezicht bedoeld in artikel 2, § 1, 4°, *d*, in artikel 2, § 1, 5°, 1, *b*, in artikel 2, § 1, 5°, 2, , in artikel 2, § 1, 6°, *d*, in artikel 2, § 1, 7°, *d*, in artikel 2, § 1, 8°, *d*, in artikel 2, § 1, 9°, *d*, in artikel 2, § 1, 10°, *d* en § 1, 11°, *c*, vinden plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld.

Het zaadonderzoek onder officieel toezicht voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° het laboratorium :

beschikt over een hoofdanalist die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de technische verrichtingen en die de vereiste bekwaamheden heeft voor het technisch beheer van een dergelijk laboratorium. De zaadanalisten van het laboratorium hebben de nodige technische kwalificatie verworven in het kader van opleidingscursussen die door de Dienst georganiseerd worden. Die opleidingen bestaan uit een theoretisch gedeelte betreffende de inhoud van de wetgeving, het administratief beheer van de onderzoeksaanvragen, de onderzoeksnormen en -technieken, alsook uit een praktisch gedeelte gericht op het onderzoek van partijen. De erkenning vermeld onder *c*) wordt pas door de Dienst verleend nadat hij de goede kennis van de theoretische en praktische elementen die nodig zijn om monsters te nemen via geschikte proeven heeft kunnen vaststellen. Het laboratorium mag een beroep doen op niet officieel gekwalificeerd personeel voor de uitvoering van het geheel of een deel van de onderzoeken waarvoor een erkenning vereist wordt. In dat geval moet het laboratorium het bewijs leveren : van een opleiding van dat personeel, van een interne bevoegdheidsvalidatie, een voortdurende opvolging van de kwaliteit van de vervulde taken en een begeleiding door gekwalificeerd personeel.

De onderzoeksactiviteiten van het voortdurend of tijdelijk tewerkgestelde personeel zijn het voorwerp van een totale traceerbaarheid.

Het laboratorium is gevestigd in lokalen en voorzien van uitrustingen die door de Dienst officieel beschouwd zijn als voldoende voor het zaadonderzoek, in het toepassingsgebied van de goedkeuring;

*b*) is hetzij een zelfstandig laboratorium, hetzij een laboratorium dat aan een zaadbedrijf toebehoort. Indien het laboratorium toebehoort aan een zaadbedrijf, mag het enkel zaadproeven uitvoeren op partijen die geproduceerd worden in naam van het zaadbedrijf waaraan het toebehoort, behoudens andersluidende bepalingen overeengekomen tussen genoemd bedrijf, de aanvrager van de certificering en de Dienst;

*c*) is officieel door de Dienst erkend volgens de modaliteiten die hij bepaalt. De erkenning bevat een door de onderzoeker ondertekende verklaring waarbij hij zich ertoe verbindt te voldoen aan de regels inzake officiële onderzoeken. De hoofdonderzoeker van het laboratorium verbindt zich ertoe de monsters en onderzoeksresultaten gedurende minstens drie jaar te boekhouden overeenkomstig de gebruikelijke internationale regels, zoals de regels bekendgemaakt door « ISTA », en de monsters gedurende minstens één jaar ter beschikking van de Dienst te stellen, te rekenen vanaf de einddatum van de onderzoeken.

De erkenning wordt per soort verleend en geldt van 1 januari tot 31 december. De erkenning wordt echter jaar na jaar stilzwijgend verlengd zolang de gestelde voorwaarden vervuld zijn. De erkenning wordt ingetrokken wanneer de opgelegde voorwaarden niet meer vervuld zijn.

2° de door het laboratorium uitgevoerde zaadonderzoeken worden onderworpen aan een gepaste controle van de Dienst;

3° met het oog op de in 2° bedoelde controle maakt een bepaald deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleonderzoek in de vorm van een officieel onderzoek van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Dat deel bedraagt minstens 5 %;

4° met het oog op de controle bedoeld in 2° verricht de Dienst audits van de activiteiten van het laboratorium volgens de modaliteiten die hij bepaalt;

5° als de Dienst nalatigheden vaststelt in de activiteiten van het laboratorium, wordt een schriftelijke waarschuwing aan de hoofdonderzoeker gericht.

Als nalatigheden worden beschouwd :

*a*) de non-conformiteiten opgespoord tijdens de audit bedoeld in 4°;

*b*) herhaalde administratieve nalatigheden (onvolledige, onnauwkeurige of buiten de voorgeschreven termijnen ingediende documenten);

*c*) de resultaten buiten tolerantie na vergelijking van de controleproeven bedoeld in 3°.

De officieel erkende monsternemer zet orde op zaken binnen een met de Dienst overeengekomen termijn. Als de rechtzetting niet binnen de overeengekomen termijn geschiedt, wordt de erkenning opgeschort. Bij gebrek aan rechtzetting binnen dertig dagen, te rekenen vanaf de vervaldatum van de overeengekomen termijn, wordt de erkenning ingetrokken door de Dienst. In dit geval wordt de certificering van het onderzochte zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

6° als de Dienst ertoe gebracht wordt de erkenning van een officieel erkend laboratorium in te trekken, waarschuwt hij het bij aangetekend schrijven en geeft het hem kennis van de elementen die de beslissing motiveren. Als de beslissing tot intrekking van de erkenning door de officieel erkende laboratorium aangevochten wordt, kan het bij de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling van het « D.G.A.R.N.E. » een administratief beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem ter kennis is gebracht.

Het administratief beroep moet de verweermiddelen van het officieel erkende laboratorium vermelden.

De Inspecteur-generaal neemt een beslissing die bij aangetekend schrijven aan de betrokkene wordt meegedeeld.

**Art. 22.** § 1. Door officiële steekproeven wordt nagegaan of het in de handel gebrachte zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen voldoet aan de in dit besluit gestelde voorwaarden.

§ 2. Onverminderd het vrije verkeer van zaad binnen de Europese Unie wordt de Dienst bij het in de handel brengen van uit derde landen ingevoerde hoeveelheden zaad van meer dan 2 kg in kennis gesteld van de volgende gegevens :

- 1° de soort ;
- 2° het ras;
- 3° de categorie;
- 4° het land van productie en de officiële controledienst,
- 5° land van verzending;
- 6° de invoerder;
- 7° de hoeveelheden betrokken zaad.

**Art. 23.** § 1. Om rekening te houden met de ontwikkelingen op de volgende gebieden, en volgens beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister specifieke voorwaarden vaststellen :

- 1° waaronder chemisch behandeld zaad in de handel mag worden gebracht;
- 2° waaronder zaad in de handel mag worden gebracht in verband met de instandhouding in situ en het duurzaam gebruik van plantaardige genetische hulpbronnen, met inbegrip van zaadmengsels van soorten waaronder ook soorten die zijn opgenomen in artikel 1 van Richtlijn 2002/53/EG en die worden geassocieerd met specifieke natuurlijke en seminatuurlijke habitats en worden bedreigd door genetische erosie;
- 3° waaronder voor de biologische teelt geschikt zaad in de handel mag worden gebracht.

§ 2. De in § 1 bedoelde voorwaarden omvatten met name de volgende punten :

- 1° in § 1, 2°, is het zaad van deze soorten van een gekende herkomst die door de Minister goedgekeurd is,
- 2° in § 1, 2°, geschikte kwantitatieve beperkingen.

**Art. 24.** De facturen, contracten, catalogi, verkoopoffertes en andere gelijksoortige documenten moeten, naargelang het geval, voorzien zijn van de aanduidingen voorgeschreven in bijlage 4, A, a), 5, 6, 7 en 10, of d), 2, 6, 7 en 9.

**Art. 25.** De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing.

Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst en, bij diens verhindering, de ambtenaar die hem vervangt.

**Art. 26.** De termijn waarin de in artikel 6 van genoemde wet van 11 juli 1969 bedoelde overheidspersonen krachtens artikel 13 van die wet de bij dit besluit gereguleerde producten bij administratieve maatregel voorlopig in beslag mogen nemen, is vastgesteld op drie maanden.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 27.** Het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 16 april 2010 tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen, zaad van groenvoedergewassen, zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen, groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie, wordt opgeheven.

**Art. 28.** Het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement voor zaaizaad van groenvoedergewassen wordt opgeheven.

**Art. 29.** De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

#### BIJLAGE 1

##### VOORWAARDEN WAARAAN HET GEWAS MOET VOLDOEN

1. Op het perceel mag geen voorvrucht zijn verbouwd die zich niet verdraagt met de productie van zaaizaad van de soort en het ras van het betrokken gewas. Het perceel moet ook voldoende vrij zijn van opslag van de voorvrucht.

In het geval van hybriden van *Brassica napus* moet het gewas geteeld worden op percelen waar sedert vijf jaar geen planten van Brassicaceae (Cruciferae) meer zijn geteeld.

2. Het gewas voldoet aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste kruisbestuiving kunnen leiden :

Gewas	Minimum afstand
Andere <i>Brassica</i> -soorten dan <i>Brassica napus</i> , andere <i>Cannabis sativa</i> dan éénhuizige hennep; <i>Carthamus tinctorius</i> ; <i>Carum carvi</i> ; <i>Sinapis alba</i> .	
— voor de productie van basiszaad	400 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad	200 m

<i>Brassica napus</i> :	
— voor de productie van basiszaad van andere rassen dan hybriden	200 m
— voor de productie van basiszaad van hybriden	500 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad van andere rassen dan hybriden	100 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriden	300 m
<i>Cannabis sativa</i> , eenhuizige <i>Cannabis sativa</i> :	
— voor de productie van basiszaad	5000 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad	1000 m
<i>Helianthus annuus</i> :	
— voor de productie van basiszaad van hybriden	1500 m
— voor de productie van basiszaad van andere rassen dan hybriden	750 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad	500 m
<i>Gossypium hirsutum</i> en/of <i>Gossypium barbadense</i> :	
— voor de productie van basiszaad van <i>Gossypium hirsutum</i>	100 m
— voor de productie van basiszaad van <i>Gossypium barbadense</i>	200 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad van niet-hybride soorten en intraspecifieke hybriden van <i>Gossypium hirsutum</i> , geproduceerd zonder cytoplasmatische mannelijke steriliteit (CMS)	30 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad van intraspecifieke hybriden van <i>Gossypium hirsutum</i> , geproduceerd met CMS	800 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad van niet-hybride soorten en intraspecifieke hybriden van <i>Gossypium barbadense</i> , geproduceerd zonder CMS	150 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad van intraspecifieke hybriden van <i>Gossypium barbadense</i> , geproduceerd met CMS	800 m
— voor de productie van basiszaad van stabiele interspecifieke hybriden van <i>Gossypium hirsutum</i> en <i>Gossypium barbadense</i>	200 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad van stabiele interspecifieke hybriden van <i>Gossypium hirsutum</i> en <i>Gossypium barbadense</i> en hybriden geproduceerd zonder CMS	150 m
— voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriden van <i>Gossypium hirsutum</i> en <i>Gossypium barbadense</i> geproduceerd met CMS	800 m

Deze afstanden hoeven niet in acht te worden genomen als er voldoende bescherming tegen ongewenste kruisbestuiving aanwezig is.

3. Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn; een gewas van een ingeteelde stam moet voldoende echt en zuiver zijn met betrekking tot zijn eigenschappen.

Bij de productie van zaad van hybriderassen zijn de bovenstaande bepalingen ook van toepassing op de eigenschappen van de kruisingspartners, inclusief mannelijke steriliteit of herstel van de fertiliteit.

In het bijzonder moeten gewassen van *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi*, *Gossypium* spp., *Linum usitatissimum* L. en hybriden van *Helianthus annuus* en *Brassica napus* aan de volgende andere normen en voorwaarden voldoen:

A. *Brassica juncea*, *Brassica nigra*, *Cannabis sativa*, *Carthamus tinctorius*, *Carum carvi* en *Gossypium* spp. andere dan hybriden :

Het aantal planten van deze soorten dat duidelijk niet tot het betrokken ras behoort, mag niet meer bedragen dan :

- 1 per 30 m<sup>2</sup> voor de productie van basiszaad;
- 1 per 10 m<sup>2</sup> voor de productie van gecertificeerd zaad.

B. Hybriden van *Helianthus annuus*:

a) het percentage aan planten die duidelijk niet tot de ingeteelde stam of de kruisingspartner behoren, mag niet meer bedragen dan:

aa) voor de productie van basiszaad :

i) ingeteelde stammen : 0,2 %

ii) enkele hybriden :

— mannelijke kruisingspartner, planten die stuifmeel hebben afgegeven wanneer : 2 % of meer van de vrouwelijke planten bevrucht kan worden : 0,2 %

— vrouwelijke kruisingspartner : 0,5 %

bb) voor de productie van gecertificeerd zaad :

— mannelijke kruisingspartner, planten die stuifmeel hebben afgegeven wanneer 5 % of meer van de vrouwelijke planten bevrucht kan worden : 0,5 %

— vrouwelijke kruisingspartner: 1,0 %;

b) voor de productie van zaad van hybriderassen moet aan de volgende andere normen of voorwaarden worden voldaan :

aa) de planten van de mannelijke kruisingspartner moeten voldoende stuifmeel afgeven wanneer de planten van de vrouwelijke kruisingspartner in bloei staan;

bb) wanneer de planten van de vrouwelijke kruisingspartner bevrucht kunnen worden, mag het percentage aan planten van de vrouwelijke kruisingspartner die stuifmeel hebben afgegeven niet meer bedragen dan 0,5 %;

cc) voor de productie van basiszaad mag het totale percentage aan planten van de vrouwelijke kruisingspartner die duidelijk niet tot de kruisingspartner behoren en die stuifmeel hebben afgegeven of afgeven, niet meer bedragen dan 0,5 %;



dd) wanneer niet aan de in bijlage 2, deel I, punt 3, gestelde voorwaarde kan worden voldaan, moet volgende voorwaarde vervuld worden : voor de productie van gecertificeerd zaad moet een mannelijk-steriele kruisingspartner worden gebruikt in combinatie met een mannelijke kruisingspartner die een of meer specifieke lijnen voor herstel van de fertiliteit bevat, zodat niet minder dan een derde van de planten die worden gekweekt uit de verkregen hybride, stuifmeel produceren dat in alle opzichten normaal lijkt.

C. Hybriden van *Brassica napus*, geproduceerd met gebruikmaking van mannelijke steriliteit :

a) Het percentage aan planten die duidelijk niet tot de ingeteelde stam of de kruisingspartner behoren, mag niet meer bedragen dan:

aa) voor de productie van basiszaad :

i) ingeteelde stammen 0,1 %

ii) enkelvoudige hybriden :

— mannelijke kruisingspartner 0,1 %

— vrouwelijke kruisingspartner 0,2 %

bb) voor de productie van gecertificeerd zaad

— mannelijke kruisingspartner 0,3 %

— vrouwelijke kruisingspartner 1,0 %

b) Voor de productie van basiszaad moet de mannelijke steriliteit ten minste 99 % bedragen en voor de productie van gecertificeerd zaad ten minste 98 %. De mate van mannelijke steriliteit moet worden bepaald door bloemen te onderzoeken op de afwezigheid van vruchtbare helmknoppen.

D. Hybriden van *Gossypium hirsutum* en van *Gossypium barbadense* :

a) In gewassen voor de productie van basiszaad van ouderlijnen van *Gossypium hirsutum* en *Gossypium barbadense* moet de minimale raszuiverheid van zowel de vrouwelijke als de mannelijke ouderlijn 99,8 % bedragen wanneer 5 % of meer van de zaaddragende planten kan worden bevrucht.. De mate van mannelijke steriliteit van de zaaddragende ouderlijn moet worden bepaald door de bloemen te onderzoeken op de aanwezigheid van steriele helmknoppen, en mag niet minder bedragen dan 99,9 %.

b) In gewassen voor de productie van basiszaad van ouderlijnen van *Gossypium hirsutum* en/of *Gossypium barbadense* moet de minimale raszuiverheid van zowel de vrouwelijke als de mannelijke ouderlijn 99,5 % bedragen wanneer 5 % of meer van de zaaddragende planten kan worden bevrucht.. De mate van mannelijke steriliteit van de zaaddragende ouderlijn moet worden bepaald door de bloemen te onderzoeken op de aanwezigheid van steriele helmknoppen, en mag niet minder bedragen dan 99,7 %.

E. *Linum usitatissimum* L.

Het aantal planten van deze soorten dat duidelijk niet tot het betrokken ras behoort, mag niet meer bedragen dan :

10 per ha voor de produktie van basiszaad,

30 per ha voor de productie van gecertificeerd zaad van de 1<sup>ste</sup> vermeerdering (R1),

50 per ha voor de productie van gecertificeerd zaad van de 2<sup>e</sup> vermeerdering (R2),

100 per ha voor de productie van gecertificeerd zaad van de 3<sup>e</sup> vermeerdering (R3).

5. De aanwezigheid van schadelijke organismen, die de gebruikswaarden van het zaaizaad verminderen, moet zoveel mogelijk beperkt zijn. Voor *Glycine max* geldt deze voorwaarde in het bijzonder voor de organismen *Pseudomonas syringae* pv. *glycinea*, *Diaporthe phaseolorum* var. *caulivora* en var. *sojae*, *Phialophora gregata* en *Phytophthora megasperma* f.sp. *glycinea*.

6. Of aan de bovengenoemde andere normen of voorwaarden is voldaan, wordt voor basiszaad vastgesteld door middel van officiële veldkeuringen en voor gecertificeerd zaad door middel van hetzij officiële veldkeuringen hetzij onder officieel toezicht uitgevoerde keuringen. Bij deze veldkeuringen, moeten de volgende punten in acht genomen worden :

A. De stand en het ontwikkelingsstadium van het gewas moeten een afdoend onderzoek mogelijk maken.

B. Voor andere gewassen dan hybriden van *Helianthus annuus*, *Brassica napus*, *Gossypium hirsutum* en *Gossypium barbadense* moet ten minste één keuring worden verricht. Die keuring wordt verricht in de bloeitijd.

Voor hybriden van *Helianthus annuus* moeten ten minste twee veldkeuringen worden verricht.

Voor hybriden van *Brassica napus* moeten ten minste drie veldkeuringen worden verricht : de eerste moet voor de bloei plaatsvinden, de tweede tijdens de vroege bloei en de derde aan het einde van de bloei.

Voor hybriden van *Gossypium hirsutum* en/of *Gossypium barbadense* moeten ten minste drie keuringen worden verricht : de eerste moet tijdens de vroege bloei plaatsvinden, de tweede vóór het einde van de bloei en de derde aan het einde van de bloei nadat, indien nodig, de stuifmeelouderplanten zijn verwijderd.

C. Om na te gaan of de in deze gestelde voorwaarden vervuld zijn, verricht de keurder een aantal tellingen op willekeurig gekozen plekken van het perceel.

In het geval van gewassen van *Linum usitatissimum* L. verricht de keurder minimum 4 tellingen telkens over een oppervlakte van 10 m<sup>2</sup>. Gemiddelde  $\times 10 = X/\text{are}$

Voor andere gewassen dan *Linum usitatissimum* L. omvat iedere telling een oppervlakte van 100 m<sup>2</sup>. Het aantal uit te voeren tellingen bedraagt :

— voor percelen tot 3 ha : 3 tellingen;

— voor percelen boven 3 ha : 3 tellingen, verhoogd met telkens één telling per fractie van 1 ha of deel ervan.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO



## BIJLAGE 2

## VOORWAARDEN WAARAAN HET ZAAIZAAD MOET VOLDOEN

## I. BASISZAAD EN GECERTIFICEERD ZAAD.

1. Het zaad moet voldoende rasecht en raszuiver zijn. In het bijzonder moet zaad van de onderstaande soorten voldoen aan de volgende andere normen of voorwaarden:

Rassen en categorieën	Minimale raszuiverheid (%)
1	2
<i>Arachis hypogaea</i> :	
— basiszaad	99,7
gecertificeerd zaad	99,5
<i>Brassica napus</i> , andere dan hybriden, met uitzondering van de uitsluitend voor voederdoeleinden bestemde rassen; <i>Brassica rapa</i> , met uitzondering van de uitsluitend voor voederdoeleinden bestemde rassen:	
— basiszaad	99,9
gecertificeerd zaad	99,7
<i>Brassica napus</i> , andere dan hybriden, uitsluitend voor voederdoeleinden bestemde rassen, <i>Brassica rapa</i> , uitsluitend voor voederdoeleinden bestemde rassen, <i>Helianthus annuus</i> andere dan hybriderassen, met inbegrip van de kruisingspartners ervan, <i>Sinapis alba</i> :	
— basiszaad	99,7
gecertificeerd zaad	99,0
<i>Glycine max</i> :	
— basiszaad	99,5
gecertificeerd zaad	99,0
<i>Linum usitatissimum</i> :	
— basiszaad	99,7
Gecertificeerd zaad, eerste vermeerdering	98,0
— gecertificeerd zaad, tweede en derde vermeerdering	97,5
<i>Papaver somniferum</i> :	
— basiszaad	99,0
gecertificeerd zaad	98,0

Of aan de eisen inzake minimale raszuiverheid is voldaan, wordt hoofdzakelijk nagegaan door middel van de in bijlage I omschreven veldkeuringen.

2. Voor hybriden van *Brassica napus* die geteeld zijn met gebruikmaking van mannelijke steriliteit, moet het zaad aan de in punt *a)* tot *d)* vastgestelde normen en voorwaarden voldoen.

*a)* Het zaaizaad moet voldoende rasecht en raszuiver zijn wat betreft de kenmerken van de kruisingspartners, met inbegrip van de mannelijke steriliteit of herstel van de fertiliteit.

*b)* de minimale raszuiverheid van het zaaizaad moet als volgt zijn :

— basiszaad, vrouwelijke kruisingspartner 99,0 %;

— basiszaad, mannelijke kruisingspartner 99,9 %;

— gecertificeerd zaad 90,0 %.

*c)* Zaaizaad wordt alleen gecertificeerd als « gecertificeerd zaaizaad » indien naar behoren rekening is gehouden met de resultaten van een officiële nacontrole in het veld met gebruikmaking van officiële monsters van basiszaad, die is verricht tijdens het groeiseizoen van het zaaizaad waarvoor certificering als gecertificeerd zaaizaad is aangevraagd. Die controles achteraf dienen om na te gaan of het basiszaad voldoet aan de eisen ten aanzien van de identiteit, wat betreft de kenmerken van de kruisingspartners, met inbegrip van mannelijke steriliteit, en aan de normen van basiszaad bepaald ten aanzien van de minimale raszuiverheid als bedoeld onder *b)*. In het geval van basiszaad van hybriden kan de raszuiverheid worden beoordeeld met geschikte biochemische methoden.

*d)* De naleving van de normen ten aanzien van de minimale raszuiverheid voor gecertificeerd zaad van hybriden als bedoeld onder *b)* moet worden bewaakt door middel van officiële nacontroles met gebruikmaking van een adequaat gedeelte van de officieel genomen zaadmonsters. Geschikte biochemische methoden mogen worden gebruikt.

3. Wanneer niet aan de in bijlage I, punt 4, B, *b)*, *dd)*, gestelde voorwaarden kan worden voldaan, moet aan de volgende voorwaarde worden voldaan: wanneer voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriden van *Helianthus annuus* gebruik is gemaakt van een vrouwelijke, mannelijke steriele kruisingspartner en een mannelijke kruisingspartner die de mannelijke fertiliteit niet herstelt, moet het door de mannelijke steriele kruisingspartner geproduceerde zaad worden gemengd met door de volledig vruchtbare kruisingspartner geproduceerd zaad. De verhouding tussen het zaad van de mannelijke steriele kruisingspartner en dat van de mannelijke fertiele kruisingspartner mag niet groter zijn dan 2:1.

4. Het zaaizaad moet ten aanzien van kiemkracht, mechanische zuiverheid en gehalte aan zaden van andere plantensoorten (inclusief *Orobanche spp.*) aan de volgende andere normen of voorwaarden voldoen.

A. Tabel :

Rassen en categorieën	Minimum kiemkracht (% van de zuivere zaden)	Mechanische zuiverheid		Maximumgehalte (in aantal) aan zaden van andere plantensoorten in een monster waarvan het gewicht is aangegeven in bijlage 3, kolom 4 (totaal per kolom)	Eisen ten aanzien van het gehalte aan zaden van <i>Orobranche</i>							
		Minimale mechanische zuiverheid (% van het gewicht)	Maximumgehalte aan zaden van andere plantensoorten (% van het gewicht)									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
<i>Arachis hypogaea</i>	70	99	-	5	0	0 (c)						
<i>Brassica</i> spp. :												
- basiszaad	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2				
gecertificeerd zaad	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5				
<i>Cannabis sativa</i> .	75	98	-	30 (b)	0	0 (c)						(e)
<i>Carthamus tinctorius</i>	75	98	-	5	0	0 (c)						(e)
<i>Carum carvi</i>	70	97	-	25 (b)	0	0 (c) (d)	10		3			
<i>Glycine max</i>	80	98	-	5	0	0 (c)						
<i>Gossypium</i> spp.	80	98	-	15	0	0 (c)						
<i>Helianthus annuus</i>	85	98	-	5	0	0 (c)						
<i>Linum usitatissimum</i> :												
vezelvlas	92	99	-	15	0	0 (c) (d)			4		2	
- lijnzaad	85	99	-	15	0	0 (c) (d)			4		2	
<i>Papaver somniferum</i>	80	98	-	25 (b)	0	0 (c) (d)						
<i>Sinapis alba</i> :												
- basiszaad	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	2				
gecertificeerd zaad	85	98	0,3	-	0	0 (c) (d)	10	5				

(a) (b) (c) (d) (e) : zie § B hieronder

B. Andere normen of voorwaarden waaraan moet worden voldaan als daarnaar wordt verwezen in de tabel opgenomen in deel 1, punt 4, A, van deze bijlage :

a) het in kolom 5 vastgestelde maximumgehalte aan zaden omvat ook de zaden van de in de kolommen 6 tot en met 11 genoemde soorten;

b) het aantal zaden van andere plantensoorten wordt alleen bepaald als er twijfel over bestaat of aan de in kolom 5 vastgestelde eisen is voldaan.

c) het aantalzaden van *Cuscuta*-soorten wordt alleen bepaald als er twijfel over bestaat of aan de in kolom 7 vastgestelde eisen is voldaan;

(d) De aanwezigheid van één zaadkorrel van *Cuscuta* spp. in een monster van het voorgeschreven gewicht geldt niet als onzuiverheid wanneer een tweede monster van hetzelfde gewicht vrij is van zaden van *Cuscuta* spp.

(e) Het zaad moet volledig vrij zijn van *Orobancha* spp.; de aanwezigheid van één zaadkorrel van *Orobancha* spp. in een monster van 100 g geldt evenwel niet als onzuiverheid wanneer een tweede monster van 200 g volledig vrij is van *Orobancha* spp.

5. De aanwezigheid van schadelijke organismen, die de gebruikswaarden van het zaaizaad verminderen, moet zoveel mogelijk beperkt zijn. Het zaaizaad moet met name voldoen aan de volgende andere normen en voorwaarden:

A. Tabel :

Soorten	Schadelijke organismen			
	Maximumpercentage (in aantal) door schadelijke organismen aangetaste zaden (in %) (totaal per kolom)			<i>Sclerotinia sclerotium</i> (maximumaantal sclerotien in een monster van de in bijlage 3, kolom 4, aangegeven grootte)
	<i>Botrytis</i> spp.	<i>Alternaria linicola</i> , <i>Phoma exigua</i> var. <i>linicola</i> , <i>Colletotrichum linicola</i> , <i>Fusarium</i> spp.	<i>Platyedra gossypiella</i>	
1	2	3	4	5
<i>Brassica napus</i>				10 (b)
<i>Brassica rapa</i>				5 (b)
<i>Cannabis sativa</i> .	5			
<i>Gossypium</i> spp.			1	
<i>Helianthus annuus</i>	5			10 (b)
<i>Linum usitatissimum</i>	5	5 (a)		
<i>Sinapis alba</i>				5 (b)

(a) (b) : zie § B hieronder

B. Andere normen of voorwaarden waaraan moet worden voldaan als daarnaar wordt verwezen in de tabel opgenomen in deel 1, punt 5, A, van deze bijlage :

(a) Voor *Linum usitatissimum* - vlas mag het maximumpercentage aan zaden die door *Phoma exigua* var. *linicola* zijn besmet, niet meer bedragen dan 1 %.

b) Het aantal sclerotien of delen van sclerotien van *Sclerotinia sclerotiorum* wordt alleen bepaald als er twijfel over bestaat of aan de in kolom 5 van de tabel vastgestelde eisen is voldaan.

C. Bijzondere normen en andere voorwaarden die van toepassing zijn op *Glycine max.*:

a) Van de vijf deelmonsters waarin een monster van minimaal 5 000 zaadkorrels per partij is onderverdeeld, mogen er hoogstens vier besmet zijn met *Pseudomonas syringae* pv. *Glycinea*.

Wanneer in alle vijf deelmonsters verdachte kolonies worden geïdentificeerd, mogen, ter bevestiging, op de verdachte kolonies die van elk deelmonster op een daartoe geschikt medium zijn geïsoleerd, passende biochemische tests worden verricht.

b) Het maximumaantal met *Diaporthe phaseolorum* var. *phaseolorum* besmette zaden mag niet meer bedragen dan 15 %.

c) Het percentage aan stof zoals gedefinieerd met gangbare internationale testmethoden, mag ten hoogste 0,3 gewichtspercent bedragen.

## II. HANDELSZAAD.

Voor handelszaad gelden de sub I van deze bijlage genoemde eisen, met uitzondering van punt 1.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 3

## GEWICHT VAN EEN PARTIJ ZAAIZAAD EN VAN EEN MONSTER

Soorten	Maximumgewicht van een partij (t)	Minimumgewicht van een partij dat van een monster wordt genomen (g)	Gewicht van het monster voor de bepaling van het in bijlage 2, sub I, punt 4) onder A, kolom 5 tot 11, en in bijlage 2, sub I punt 5) onder A, kolom 5 (g)
1	2	3	4
<i>Arachis hypogaea</i>	30	1000	1000
<i>Brassica juncea</i>	10	100	40
<i>Brassica napus</i>	10	200	100
<i>Brassica nigra</i>	10	100	40
<i>Brassica rapa</i>	10	200	70
<i>Cannabis sativa.</i>	10	600	600
<i>Carthamus tinctorius</i>	25	900	900
<i>Carum carvi</i>	10	200	80
<i>Glycine max</i>	30	1000	1000
<i>Gossypium spp.</i>	25	1000	1000
<i>Helianthus annuus</i>	25	1000	1000
<i>Linum usitatissimum</i>	10	300	150
<i>Papaver somniferum</i>	10	50	10
<i>Sinapis alba</i>	10	400	200

Het maximumgewicht van een partij mag ten hoogste met 5 % worden overschreden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 4

## ETIKETTEN

**A. Te vermelden gegevens :**

a) Voor basiszaad en gecertificeerd zaad :

1. « EG-regels en -normen ».
2. Keuringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken.
3. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven: 5° « gesloten in ; of - maand en jaar van de laatste officiële monsterneming ten behoeve van de certificering, op de volgende wijze aangegeven: "monster genomen in .. " (maand en jaar).
4. Partijnummer.
5. Soort, ten minste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de namen van de auteurs, in Latijns schrift.
6. Ras tenminste vermeld in Latijns schrift.
7. Categorie.
8. Producerend land.
9. Opgegeven netto- of brutogewicht.
10. Als het gewicht vermeld wordt en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel, alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de zuivere zaden en het totaalgewicht.
11. Bij rassen die hybriden of ingeteelde stammen zijn :

— voor basiszaad waarvan de hybride of de ingeteelde stam waartoe het zaad behoort, officieel aanvaard is overeenkomstig het bepaalde in Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

de naam van deze kruisingspartner, waaronder het officieel is aanvaard, met of zonder verwijzing naar het uiteindelijke ras, waaraan, in geval van hybriden of ingeteelde stammen die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor de uiteindelijke rassen, het woord " kruisingspartner " wordt toegevoegd;

— voor basiszaad in andere gevallen :

de naam van de kruisingspartner waartoe het basiszaad behoort, die in code mag worden gegeven, met daarbij een verwijzing naar het uiteindelijke ras, met of zonder vermelding van de functie (mannelijk of vrouwelijk), waaraan het woord "kruisingspartner" wordt toegevoegd;

— voor gecertificeerd zaad :

de naam van het ras waartoe het zaad behoort, met daarbij het woord "hybride".

12. waar tenminste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden « nacontrole verricht... » (maand en jaar) en de voor deze nacontrole verantwoordelijke dienst worden vermeld. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket.

b) Voor prebasiszaad :

De gegevens vereist onder punt a) alsook het aantal generaties dat aan het zaad van de categorie "gecertificeerd zaad" of "gecertificeerd zaad van de eerste vermeerdering" voorafgaat.

c) Voor gecertificeerd zaad van een mengras :

De onder a) vereiste informatie, behalve dat in plaats van de naam van het ras de naam van het mengras moet worden vermeld (het woord "mengras" en de naam daarvan), alsmede, per ras, het gewichtspercentage van de verschillende kruisingspartners; indien het gewichtspercentage schriftelijk aan de koper is meegedeeld, op diens verzoek, en officieel is vastgelegd, hoeft slechts de naam van het mengras te worden vermeld.

d) Voor handelszaad :

1. « EG-regels en -normen ».

2. "Handelszaad (niet naar het ras goedgekeurd)".

3. Certificeringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken.

4. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven: gesloten " (maand en jaar).

5. Partijnummer.

6. Soort, tenminste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift.

7. Producerend gebied.

8. Opgegeven netto- of brutogewicht.

9. Als het gewicht vermeld wordt en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel, alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de zuivere zaden en het totaalgewicht.

10. Waar tenminste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden « nacontrole verricht... » (maand en jaar) en de dienst verantwoordelijk voor de nacontrole vermeld worden. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket.

**B. Minimale afmetingen :**

110 mm x 67 mm.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 5

### ETIKET EN DOCUMENT VOOR NIET DEFINITIEF GOEDGEKEURD ZAAD DAT IS GEOOGST IN EEN ANDERE LID-STAAT

**A. Op het etiket te vermelden gegevens :**

— Voor de veldkeuring verantwoordelijke instantie en lidstaat of hun kenteken.

— Soort, tenminste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift.

— Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift; voor rassen (ingeteelde stammen, hybriden) die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor hybriderassen, wordt het woord "kruisingspartner" toegevoegd.

— Categorie.

— Voor hybride rassen, de melding "hybride".

— Referentienummer van het veld of van de partij.

— Opgegeven netto- of brutogewicht.

— De melding "Niet definitief gecertificeerd zaad".

**B. Kleur van het etiket :**

— Het etiket is grijs van kleur.

**C. Op het document te vermelden gegevens :**

— Instantie die het document afgeeft.

— Soort, ten minste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de namen van de auteurs, in Latijns schrift.

— Ras tenminste vermeld in Latijns schrift.

— Categorie.

— Referentienummer van het gebruikte zaad en naam van het land of de landen dat/die dit zaad heeft/hebben goedgekeurd.

— Referentienummer van het veld of van de partij.

— Oppervlakte die is beteeld voor de productie van de bij het document behorende partij.

— Geoogste hoeveelheid zaad en aantal verpakkingen.

— Voor gecertificeerd zaad, het aantal generaties na het basiszaad.



— Verklaring dat bij de teelt waarvan het zaad afkomstig is aan de gestelde voorwaarden is voldaan.

— In voorkomend geval, de uitkomsten van een voorlopige analyse van het zaad.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

---

## BIJLAGE 6

### VOORWAARDEN VOOR HET IN DE HANDEL BRENGEN VAN ZAAD DAT TOEBEHOORT AAN EEN RAS WAARVOOR EEN AANVRAAG TOT OPNEMING IN DE NATIONALE CATALOGUS IS INGEDIEND

#### 1. Aanvraag

Om de toestemming moet bij de Dienst worden verzocht door degene die een geldige aanvraag tot opname van de rassen in kwestie in de nationale catalogus heeft ingediend of door de gemachtigde vertegenwoordiger van die persoon. De volgende documenten moeten verstrekt worden :

- a) de geplande tests en proeven;
- b) de naam van de lidstaat of lidstaten waar die tests en proeven uitgevoerd moeten worden;
- c) een beschrijving van het ras;
- d) informatie over de instandhouding van het ras.

#### 2. Voorwaarden

Er wordt alleen toestemming gegeven voor tests en proeven op landbouwbedrijven om gegevens over de teelt of het gebruik van het ras te verzamelen.

Voor alle andere soorten dan *Linum usitatissimum* voldoet het zaad aan de voorwaarden vermeld in de bijlagen 1 en 2 voor het « gecertificeerd zaad ». Voor *Linum usitatissimum* voldoet het zaad aan de voorwaarden vermeld in de bijlagen 1 en 2 voor het « gecertificeerd zaad, tweede en derde generatie ».

#### 3. Onderzoek

De naleving van de voorwaarden bedoeld onder punt 2 wordt beoordeeld aan de hand van een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht.

Voor de controle op de naleving van de voorwaarden wat de rasechtheid en raszuiverheid betreft, wordt uitgegaan van de door de aanvrager verstrekte rasbeschrijving of, waar van toepassing, de voorlopige rasbeschrijving op basis van de resultaten van het officiële onderzoek naar de onderscheidbaarheid, bestendigheid en homogeniteit van het ras, overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen.

Het onderzoek wordt uitgevoerd volgens gangbare internationale methoden, voorzover die bestaan. Voor het onderzoek worden officieel of onder officieel toezicht volgens daartoe geëigende methoden monsters van homogene partijen genomen. Het maximumgewicht per partij en het minimumgewicht per monster worden per soort vermeld in bijlage 3.

#### 4. Hoeveelheid

De hoeveelheid waarvoor per ras toestemming wordt gegeven, bedraagt ten hoogste 0,1 % van het zaai- of pootgoed van dezelfde soort die jaarlijks wordt gebruikt in de lidstaten waarvoor het bestemd is. Als de hoeveelheid niet volstaat om 10 ha te bezaaien in elke lidstaat waarvoor het zaai- of pootgoed bestemd is, kan de voor 10 ha nodige hoeveelheid door de Dienst worden toegestaan.

#### 5. Verpakking en verzegeling

Zaai- of pootgoed wordt alleen in de handel gebracht in gesloten, verzegelde verpakkingen of containers. Deze verpakkingen en containers worden officieel of onder officieel toezicht zo verzegeld dat ze niet kunnen worden geopend zonder het zegel te beschadigen of op het onder punt 6 bedoelde officiële etiket of de verpakking sporen achter te laten. De verzegeling omvat ten minste ofwel het officiële etiket, ofwel een officieel zegel.

#### 6. Etikettering

Het verpakte zaai- of pootgoed draagt een officieel etiket (oranje kleur) in een officiële taal van de Gemeenschap. Dat etiket vermeldt minstens volgende gegevens :

- a) de certificeringsdienst en de lidstaat of desbetreffend kenteken,
- b) het partijnummer;
- c) de maand en het jaar van de verzegeling van de verpakking;
- d) de soort;
- e) de rasbenaming waaronder het zaai- of pootgoed in de handel wordt gebracht (referentie van de kweker, voorgestelde benaming of goedgekeurde benaming) en in voorkomend geval het officiële nummer van de aanvraag tot opname van het ras in de rassenlijst;
- f) de tekst "nog niet in de officiële lijst opgenomen ras";
- g) de vermelding "alleen voor proeven";
- h) waar van toepassing de tekst "genetisch gemodificeerd ras";
- i) het opgegeven netto- of brutogewicht of het opgegeven aantal zuivere zaden of, waar van toepassing, kluwens;
- j) wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhulsels of andere vaste toevoegingsmiddelen worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel en de approximatieve verhouding tussen het gewicht van de kluwens of zuiver zaad en het totale gewicht.

### 7. Chemische behandeling

Elke chemische behandeling wordt vermeld op het officiële etiket zoals bedoeld onder punt 6, op een etiket van de leverancier en op de verpakking, of erin, of op de container.

### 8. Geldigheidsduur en hernieuwing

Onverminderd een verbod uitgevaardigd door een lidstaat overeenkomstig artikel 14 van voornoemde Beschikking 2004/842/EG van 1 december 2004, is een overeenkomstig deze bepalingen gegeven toestemming ten hoogste één jaar geldig, te rekenen vanaf de datum waarop ze wordt verleend. De toestemming kan maximaal tweemaal met telkens ten hoogste één jaar worden verlengd. Bij de aanvraag worden de volgende documenten gevoegd :

- a) een verwijzing naar de oorspronkelijke toestemming;
- b) alle aanvullende informatie over de beschrijving, de instandhouding en/of de kennis die is opgedaan bij de teelt van het ras volgens de oorspronkelijke toestemming;
- c) gegevens waaruit blijkt dat de beoordeling voor de opname in de rassenlijst nog loopt, voorzover de Dienst nog geen toegang heeft tot deze gegevens.

De toestemming vervalt zodra de aanvraag tot opname in de nationale rassenlijst wordt ingetrokken of geweigerd of het ras in de rassenlijst wordt opgenomen

### 9. Verplichte rapportering

De Dienst kan verlangen dat de aanvrager van een toestemming hem verslag uitbrengt over :

- a) de resultaten van de tests of proeven op landbouwbedrijven om gegevens over de teelt of het gebruik van het ras te verzamelen;
- b) de hoeveelheid zaad die in de handel is gebracht in de periode waarvoor de toestemming geldig was en de lidstaat waarvoor het bestemd was.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 7

### BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE DE CONTROLE

#### 1. Algemene bepalingen

##### 1.1. Operatoren

##### 1.1.1. Verantwoordelijken voor de rassen

Kweker :

— voor een beschermd ras/ elke natuurlijke of rechtspersoon die houder is van de kweekrechten betreffende het ras;

— voor een niet beschermd ras : elke natuurlijke of rechtspersoon waarvan een ras tot de keuring is toegelaten.

Instandhouder : elke natuurlijke of rechtspersoon verantwoordelijk voor de instandhouding van een ras. Voor beschermde rassen dient hij aangeduid te zijn door de kweker. Het bewijs van de de toegekende opdracht dient bij controle aan de Dienst overgelegd.

Mandataris : natuurlijke persoon of rechtspersoon aangeduid door de kweker of door de instandhouder om in zijn naam te handelen op Belgisch grondgebied. Het bewijs van de de toegekende opdracht dient bij controle aan de Dienst overgelegd.

##### 1.1.2. Verantwoordelijken voor de productie en de handel

Inschrijvingsnemer : natuurlijke persoon of rechtspersoon die teelten voor zaadproductie ter keuring aanbiedt.

Vermeerderaar : natuurlijke persoon of rechtspersoon door de inschrijvingsnemer aangeduid als verantwoordelijke voor de teeltopvolging en de bijzondere zorgen voor de productie van die gewassen.

Stockeerder : natuurlijke persoon of rechtspersoon die beschikt over installaties, kennis en personeel om tijdelijk op Belgisch grondgebied zaaizaden te stockeren voor rekening van een inschrijvingsnemer.

Repelaar-stockeerder van vlas : door de Dienst erkende stockeerder die over de nodige installaties beschikt om strovlas in ontvangst te nemen en te bewaren, strovlas af te repelen en om het aldus verkregen zaad in afzonderlijke partijen te bewaren.

Handelaar-bereider in zaaizaden : door de Dienst erkende natuurlijke persoon of rechtspersoon die over de nodige installaties beschikt voor het opslaan, reinigen, drogen, bewerken, bereiden, ontsmetten, verpakken van zaaizaden in België.

Bereider van mengsels : door de Dienst erkende natuurlijke persoon of rechtspersoon die over de nodige installaties beschikt om mengsels van zaaizaden van verschillende soorten en rassen te bereiden, te verpakken, op te slaan en te bewaren.

Verdeler van zaaizaad in kleine verpakkingen: door de Dienst erkende natuurlijke persoon of rechtspersoon die over de nodige installaties beschikt om zaaizaden van soorten waarvoor er een wettelijke basis is, in kleine verpakkingen onder te brengen.

Invoerder : natuurlijke persoon of rechtspersoon die zaaizaden vanuit een niet-lidstaat, voor het eerst, invoert in de Europese Unie.

Uitvoerder : natuurlijke persoon of rechtspersoon die zaaizaden uitvoert naar een niet-lidstaat van de Europese Unie.

## 1.2. Registratie

De onder 1.1.2. genoemde verantwoordelijken voor de zaadproductie en -handel worden door de Dienst geregistreerd onder een uniek nummer. Voor de vermeerderaars en de stockeerdere gebeurt dit op basis van de gegevens ter beschikking gesteld van de Dienst door de inschrijvingsnemer. Voor de anderen nadat hun activiteiten zijn vastgesteld.

Bij de registratie verbinden de betrokken personen, elkeen wat zijn eigen activiteit betreft, er zich schriftelijk toe :

- de geldende reglementering en de door de Dienst gegeven instructies na te leven;
- de Dienst op de hoogte te brengen van de aanvang en het einde van hun activiteiten;
- de Dienst toe te laten hun bedrijven te bezoeken, als ook hun producties in alle fasen te keuren;
- aan de Dienst alle noodzakelijke inlichtingen mede te delen;
- de ligging en de oppervlakte van de vermeerderingspercelen mede te delen;
- de zaaizaden voor certificering aan te bieden zodat zij aan de geldende normen beantwoorden;
- een boekhouding bij te houden en ter inzage te leggen van de Dienst gedurende drie jaar;
- gebruikte keuringsdocumenten volgens de instructies van de Dienst te bewaren;
- te geleger tijd aan de Dienst de nodige monsters voor het laboratoriumonderzoek en deze nodig voor de aanleg van controlevelden, te leveren of te doen nemen.

## 1.3. Erkenningen

### 1.3.1. Modaliteiten

a) Repelaars-stockeerdere, handelaars-bereidere van zaaizaden, bereidere van mengsels, onderbrengere in kleine verpakkingen en verantwoordelijken voor de productie van standaardzaad diene door de Dienst erkend te worden.

Om erkend te kunnen worden moeten de betrokken personen:

- 1) tijdens de procedure tot registratie of na hun registratie, een schriftelijke aanvraag indienen bij de Dienst;
- 2) het voorwerp uitmaken van een controle ter plaatse door de Dienst waarbij een inventaris wordt opgemaakt van de lokalen en installaties die in het kader van de activiteit gebruikt worden en waarbij vastgesteld wordt dat die lokalen en installaties geschikt zijn voor de betrokken activiteit;
- 3) bij de controle bedoeld onder 2) de persoon (of zijn gemachtigde) aanwijzen die verantwoordelijk is voor de activiteit.

b) De erkenning is geldig van 1 juli van het referentiejaar tot 30 juni van het volgende jaar. Ze wordt stilzwijgend hernieuwd van jaar tot jaar zolang de toekenningsvoorwaarden vervuld zijn en de vermelde verbintenissen nagekomen worden.

c) De Dienst moet onmiddellijk in kennis gebracht worden van elke identiteitswijziging van de verantwoordelijke persoon en van elke belangrijke wijziging aangebracht aan de installaties.

d) In geval van onderbreking van de door de erkenning gedekte activiteiten, die aan de Dienst gemeld moet worden door de verantwoordelijke persoon bedoeld in a), 3), wordt de erkenning opgeschort. Bij de hervatting van de activiteiten wordt een controlebezoek zoals bepaald in a) gedaan.

e) De erkenning wordt door de Dienst ingetrokken wanneer de opgelegde voorwaarden niet meer vervuld zijn.

### 1.3.2. Erkenningvoorwaarden voor de repelaars-stockeerdere, handelaars-bereidere van zaaizaden en bereidere van mengsels

De repelaars-stockeerdere, handelaars-bereidere van zaaizaden en bereidere van mengsels worden erkend als ze :

— beschikken over lokalen uitsluitend voorbehouden voor de werkzaamheden waarvoor een erkenning aangevraagd wordt De oppervlakte moet in verhouding staan tot het te voorziene volume van het te produceren zaaizaad. De lokalen moeten rein, droog, goed verlucht en verlicht zijn;

— beschikken over de noodzakelijke inrichting en apparatuur voor de werkzaamheden waarvoor een erkenning aangevraagd wordt. De capaciteit moet in verhouding staan tot het voorziene volume van het te produceren zaaizaad. Op het gebruik van de installaties voor andere producten dan zaaizaad kan de Dienst, na onderzoek ter plaatse, een afwijking toestaan als er geen gevaar bestaat voor besmetting of ontaarding van de zaaizaden. Er dient minstens één weegtoestel aanwezig te zijn. De installatie dient te beschikken, indien nodig, over apparatuur voor het nemen van representatieve monsters en voor het aanbrengen van etiketten overeenkomstig de geldende reglementering;

— de Dienst een degelijk lokaal ter beschikking stellen voor het verrichten van controlewerkzaamheden. De Dienst moet, indien dit noodzakelijk is, in de mogelijkheid gesteld worden om in dit lokaal eigen materiaal en documenten, in een afgesloten kast of ruimte, te bewaren;

— beschikken over een traceerbaarheidssysteem aan de hand waarvan de herkomst van het zaad waaruit de ter keuring overgelegde partij bestaat opgespoord kan worden.

### 1.3.3. Erkenningvoorwaarden voor onderbrengere in kleine verpakkingen

De onderbrengere in kleine verpakkingen kunnen erkend worden indien ze er zich toe verbinden :

— de keuringsdocumenten die de te splitsen verpakkingen van het pootgoed dekken gedurende twee jaar ter beschikking te houden van de Dienst;

— beschikken over een traceerbaarheidssysteem aan de hand waarvan de herkomst van het verpakte zaad altijd opgespoord kan worden;

— de voorschriften van punt 7.4. hieronder nauwkeurig naleven.

## 2. Instandhouding van een ras

Elke persoon belast met de instandhouding van een ras in het Waalse Gewest moet elk jaar aan de Dienst voor elk van de betrokken rassen het instandhoudingsprogramma schriftelijk voorleggen en daarbij de toegepaste methode en het gebruikte materiaal opgeven (ligging van het perceel, oppervlakte, geproduceerde hoeveelheden). Op grond daarvan kan de Dienst keuringen ter plaatse uitvoeren.

Om zaaizaad, vanuit de instandhouding, in de handel te kunnen brengen moet de kweker, de instandhouder of hun mandataris de teelt ervan ter keuring aanbieden.

Indien de instandhouding in het buitenland gebeurt, moet het materiaal dat behoort tot een generatie voorafgaand aan het prebasiszaad vergezeld zijn van een verklaring van de instandhouder die volgende elementen bevat :

- de geleverde hoeveelheden zaaizaad;
- het referentienummer van de partij;
- de beschrijving van het etiket aan de verpakkingen (of een specimen van dit etiket);
- de categorie en de klasse van het zaaizaad dat met dit materiaal mag worden geproduceerd.

Al deze inlichtingen moeten bij de Dienst berusten voor de inschrijving van de teelt.

### 3. Inschrijving ter keuring

#### 3.1. Inschrijvingsvoorwaarden

##### 3.1.1. Bevoegde personen (inschrijvingsnemers)

De inschrijving van teelten voor de productie van prebasiszaad, evenals deze van rassen in proef, moet gebeuren door de kweker, de instandhouder of hun mandataris in België.

De inschrijving van teelten voor de productie van basiszaad moet gebeuren door de kweker, de instandhouder of hun mandataris in België of door een handelaar-bereider daartoe gemachtigd.

De inschrijving van teelten voor de productie van « gecertificeerd » zaad moet gebeuren door de kweker, instandhouder of hun mandataris in België; door een handelaar-bereider. De inschrijving van teelten voor de productie van « gecertificeerd » vlaszaad kunnen ook door een repelaar-stockeerder verricht worden.

Door de inschrijving machtigt de inschrijvingsnemer de Dienst om aan de kwekers, de instandhouders of hun mandatarissen, op hun verzoek, en betreffende hun rassen, mededeling te doen van :

- de identiteit van de inschrijvingsnemer;
- de ter keuring aangeboden en bij de veldkeuring aanvaarde oppervlakten;
- de hoeveelheden officieel goedgekeurde zaaizaden in elke categorie en klasse.

##### 3.1.2. Oorsprong van het gebruikte zaaizaad (uitgangsmateriaal)

De inschrijvingsnemer moet de identiteit van het gebruikte zaaizaad (uitgangsmateriaal) kunnen bewijzen door het voorleggen van documenten van de kweker, de instandhouder of hun mandataris, of van de officiële etiketten die aan de zakken van het uitgangsmateriaal waren gehecht. Het ontbreken van deze documenten of etiketten brengt de weigering van de teelt mee, tenzij andere bewijsstukken kunnen worden voorgelegd aan de hand waarvan de identiteit van het gebruikte zaaizaad met zekerheid kan worden bewezen. Deze documenten moeten aan de Dienst overgemaakt worden door de inschrijvingsnemer ter gelegenheid van de inschrijving ter keuring van de teelt.

##### 3.1.3. Uitzaaï van de monsters van het uitgangsmateriaal op het controleveld

De inschrijvingsnemer is er verantwoordelijk voor dat van elke partij die voor vermeerdering is bestemd een gemiddeld en representatief monster aan de Dienst wordt bezorgd met het oog op zijn inzaai in het controleveld.

De monsters genomen op het controleveld alsook het aanvraagformulier voor de monsterneming, waarvan het model door de Dienst wordt opgemaakt, moeten voor de normale zaaidata in het bezit van de Dienst zijn, uiterlijk 15 maart van het jaar van zaaiing van de teelt bestemd voor de zaadproductie. De Dienst kan op voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk verzoek afwijkingen van die regel toestaan.

Het gewicht van de monsters en de bemonsteringsvoorwaarden zijn opgenomen in tabel 1.

Tabel 1

Gebruikte categorie	Zaad ter grootte van tarwekorrels of groter	Zaad kleiner dan tarwekorrels
Kwekerszaad (a)	2 500 g	500 g
Prebasiszaad (b)	1 000 g	250 g
Basiszaad (b)	500 g	250 g
Gecertificeerd zaad (b)	500 g	250 g

(a). De monsters worden geleverd door de inschrijvingsnemer (de kweker, de instandhouder of hun mandataris).

(b). De monsters worden officieel of onder officieel toezicht genomen op verzoek van de inschrijvingsnemer (de kweker, de instandhouder of hun mandataris, de repelaar-stockeerder of de handelaar-bereider).

Elk monster wordt duidelijk geïdentificeerd :

- naam van soort en ras;
- referentienummer van de partij waaruit het komt;
- categorie en klasse;
- inschrijvingsnummer (erkenningnummer);
- gewicht;
- bestemming : controle van het uitgangsmateriaal.

##### 3.1.4. Rasbeschrijving

Voor het uitvoeren van de controle dient de Dienst te beschikken over een officiële rasbeschrijving. Wanneer een ras, dat niet opgenomen is in de nationale catalogus, voor het eerst in België vermeerderd wordt, dient de inschrijvingsnemer tegelijkertijd met bovenvermeld monster, de officiële rasbeschrijving van dit ras aan de Dienst over te maken. Elke gebeurlijke wijziging van deze beschrijving moet eveneens worden meegedeeld.

##### 3.1.5. Ligging van de teelt

De teelt moet in het Waalse Gewest gelegen zijn.

Hiervan kan afgeweken worden indien het perceel in een grensgebied ligt en het bewijs wordt geleverd door de inschrijvingsnemer dat de officiële instanties van het aangrenzende land er mee akkoord gaan dat de veldkeuring en de certificering door de Dienst worden uitgevoerd.

### 3.2. Inschrijvingsprocedure

Voor elk teeltjaar moet de inschrijvingsnemer de zaadproductieteelten inschrijven voor de grensdata opgenomen in tabel 2 :

Tabel 2

Gewassen	Grensdata
Gezaaid voor 31/12	28/02
Gezaaid tussen 01/01 en 31/03	15/04
Gezaaid tussen 01/04 en 30/04	10/05
Gezaaid na 30/04	15 dagen na de zaaiing

De Dienst kan na de grensdatum nog inschrijvingen aannemen als de vertraging gerechtvaardigd is en voor zover de veldkeuringen nog in goede omstandigheden georganiseerd kunnen worden.

Om een vermeerderingsperceel in te schrijven verstrekt de inschrijvingsnemer de Dienst d.m.v. een formulier waarvan het model door de Dienst wordt opgemaakt alle nodige gegevens om hem toe te laten de keuring van de telten te organiseren en uit te voeren :

- identificatie van de kweker of zijn gemachtigde en aard van de machtiging;
- identificatie van de inschrijvingsnemer;
- identificatie van de vermeerderaar : naam, adres, telefoonnummer en producentnummer toegekend door het Departement Steun van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;
- de juiste ligging van het vermeerderingsperceel : hoofdgemeente, deelgemeente, straat of gehucht en perceelsnummer toegekend in de laatst ingediende oppervlakteaangifte bij het Departement Steun. Het inschrijvingsformulier gaat vergezeld van een orthofotoplan van het perceel;
- de oppervlakte van het perceel en de vruchtopvolging;
- identificatie van de gebruikte zaaizaden : de soort en het ras alsook de categorie en de klasse (benaming vermelden die voorkomt op de etiketten die de verpakking van het gebruikte zaaizaad dekken);
- partijnummer;
- instantie die de etiketten heeft afgeleverd;
- aantal etiketten en, indien het de productie van basiszaad betreft, de etiketnummers;
- gebruikte hoeveelheid zaaizaad;
- categorie en klasse van het te produceren zaaizaad. Deze categorie of klasse is ten minste één rang lager dan die van het gebruikte zaaizaad;
- de identiteit van de ouderlijnen indien het de productie van hybriden betreft.

Per perceel wordt één inschrijvingsbulletin opgemaakt. Als perceel wordt beschouwd een niet onderverdeeld stuk land bezaaid met een gewas bestemd om zaaizaad te produceren van een welbepaald ras, categorie en klasse, gescheiden van elk buurgewas overeenkomstig de beschikkingen van dit reglement.

Indien vastgesteld wordt tijdens de veldkeuring dat de inschrijving betrekking heeft op meer dan één perceel zullen alle betrokken percelen uit de keuring worden verwijderd.

De inschrijvingsbulletins gaan vergezeld van de documenten die de identiteit van het uitgangsmateriaal bevestigen.

De inschrijvingsbulletins gaan vergezeld van een samenvattende lijst, opgemaakt volgens de instructies van de Dienst. In voorkomend geval gaat het inschrijvingsbulletin vergezeld van :

- de toestemming van de kweker, instandhouder of hun mandataris voor de producties van prebasis- en basiszaad;
- elk ander document dat de Dienst noodzakelijk acht.

Ingeschreven percelen die niet meer voor veldkeuring in aanmerking kunnen komen of waarvoor de veldkeuring niet meer wordt gewenst, moeten door de inschrijvingsnemer bij de Dienst schriftelijk worden gemeld met opgave van de bestemming van het zaad.

Op verzoek van de inschrijvingsnemer kan een perceel om een technische reden in twee of meer percelen opgedeeld worden. In dat geval wordt de oorspronkelijke inschrijving nietig verklaard en door twee of meer inschrijvingen vervangen.

## 4. Veldkeuring

### 4.1. Identificatie van de percelen

Een perceel waarvan de inschrijving ontvankelijk verklaard werd, kan gekeurd worden op voorwaarde dat het door de inschrijvingsnemer duidelijk zichtbaar is aangeduid door middel van een identificatiebordje waarop minstens het productienummer van het door de Dienst toegekende perceel en het gezaaide ras vermeld worden. Op vraag van de inschrijvingsnemer kan de Dienst vrijstelling geven van deze verplichting indien hij een alternatief biedt waarbij de ligging van het betrokken perceel ondubbelzinnig wordt aangeduid.

### 4.2. Verwittiging van de vermeerderaar

De keurmeester belast met de keuring zal ten minste 48 uren vooraf de vermeerderaar verwittigen van zijn bezoek.

Voor de keuring zal de keurmeester de aandacht van de vermeerderaar vestigen op volgende punten:

- het perceel moet duidelijk afgescheiden zijn van andere telten (uitzondering op die regel : aaneengesloten percelen die door dezelfde inschrijvingsnemer als afzonderlijke percelen werden ingeschreven en bestemd zijn voor de productie van zaaizaad van hetzelfde ras en dezelfde klasse);

- de nodige opzuivering moet voor het veldkeuringsbezoek zijn uitgevoerd.

Wanneer verschillende bezoeken voorzien worden, kan tussen de bezoeken een (bijkomende) opzuivering uitgevoerd worden;

- Indien meerdere bezoeken voorzien zijn, dienen de instructies, gegeven door de keurmeester tijdens een vorig bezoek, uitgevoerd te zijn voor het volgende bezoek;

- indien het perceel nog niet voldoet aan één van de bovengenoemde punten, kan de vermeerderaar om hoogstens één week uitstel verzoeken.

De vermeerderaar zal de keurmeester inlichten over de pesticiden gebruikt bij de te keuren telten.



Indien de keuring niet moet worden uitgevoerd wegens terugtrekking van het perceel of op een later tijdstip dient uitgevoerd te worden, dient de vermeerderaar dit te melden aan de keurmeester. De eventuele terugtrekking moet door de inschrijvingsnemer onmiddellijk bevestigd worden.

#### 4.3. Veldkeuring

De veldkeuring bestaat uit één of meerdere bezoeken van de zaadteelt, door keurmeesters, met als doel zich te vergewissen van :

- de scheiding van andere teelten;
- de stand van de teelt;
- de soort- en rasechtheid;
- de soort- en raszuiverheid;
- de gezondheidstoestand van de teelt;
- de maatregelen die getroffen worden om ongewenste bestuiving te vermijden;
- de juiste behandeling van het perceel voor de productie van zaaizaden van de beoogde categorie of klasse. Een teelt wordt aangenomen voor zover zij beantwoordt aan de bijzondere normen vastgesteld per soort.

Bij de veldkeuring moet het perceel in een zodanige toestand verkeren dat de waarnemingen juist kunnen worden uitgevoerd. Elk ingeschreven perceel moet van elk naburig perceel gescheiden zijn door een vrije ruimte van ten minste 0,5 m, tenzij er geen mechanische menging mogelijk is op het ogenblik van de oogst.

Een wijziging van het uitzicht van het ras te wijten aan een chemische behandeling of een andere oorzaak zodat het ras niet meer geïdentificeerd kan worden, brengt de weigering mee.

Een slechte stand van de teelt en in het bijzonder de aanwezigheid van onkruiden waarvan de zaden moeilijk te verwijderen zijn tijdens de triage kan aanleiding geven tot weigering. De keurmeester kan melden dat er bij de bereiding van de zaaizaden beperkende maatregelen gelden.

#### 4.4. Teeltrangschikking

De rangschikking van de teelt na de veldkeuring gebeurt door de Dienst op basis van de vaststellingen gedaan op het vermeerderingsveld.

De rangschikking van de teelt na de veldkeuring kan herzien worden op basis van de vaststellingen gedaan op het controleveld zonder nochtans gunstiger te kunnen zijn.

Indien de rangschikking niet overeenkomt met de door de inschrijvingsnemer vooropgestelde klasse of indien de teelt geweigerd wordt, worden de inschrijvingsnemer en de vermeerderaar bij middel van een kopie van het veldkeuringsverslag, binnen de twee werkdagen na de veldkeuring, door de Dienst op de hoogte gebracht. De reden van declassering of weigering wordt op het veldkeuringsverslag genoteerd.

De ongunstige resultaten op het gebied van kenmerken waarvan de mogelijkheid tot waarneming zeer vlug kan evolueren (vb. bloeikleur vlas) worden onmiddellijk per fax of telefonisch gemeld aan de inschrijvingsnemer.

In het uitzonderlijke geval dat de inschrijvingsnemer over voldoende technische redenen beschikt om een bijkomend onderzoek aan te vragen, kan een nieuwe veldkeuring worden aangevraagd. Een met reden omklede aanvraag moet schriftelijk bij de Dienst toekomen binnen de drie werkdagen volgend op de mededeling van het resultaat. De bijkomende veldkeuring moet nog in normale omstandigheden mogelijk zijn. Een bijkomend onderzoek zal steeds gebeuren door een officiële keurmeester en dit nadat de nodige aanpassingen zijn gebeurd.

In het geval dat de inschrijvingsnemer en/of de vermeerderaar de vaststellingen van de veldkeuring en/of de bijkomende veldkeuring betwist, kan een tegenkeuring aangevraagd worden. De schriftelijke aanvraag daartoe moet gericht worden aan de Dienst binnen de drie werkdagen na mededeling van het resultaat met de vermelding van de betwiste vaststellingen. In voorkomend geval is het verboden wijzigingen aan het perceel of aan het gewas aan te brengen (opzuivering, één of andere fysische tussenkomst, ). De tegenkeuring zal gebeuren door een officiële keurmeester aangeduid door de Dienst, vergezeld van de keurmeester die de vorige vaststellingen heeft gedaan, en bij voorkeur in aanwezigheid van een vertegenwoordiger van de inschrijvingsnemer. Indien wordt vastgesteld dat een opzuivering of een andere fysische tussenkomst heeft plaatsgehad, worden de vaststellingen van het vorige bezoek weerhouden en onherroepelijk.

Bij weigering moet de bestemming van de zaadopbrengst van de percelen door de inschrijvingsnemer worden opgegeven.

De rangschikking van een partij na de veldkeuring is voorlopig.

### 5. Toezicht op het bruto zaaizaad

#### 5.1. Oogst — Vervoer — Inontvangstname — Stockering

Alle nodige maatregelen moeten getroffen worden opdat steeds :

- de zaadpartij duidelijk geïdentificeerd is;
- geen enkele mogelijkheid tot besmetting of niet geoorloofde vermenging bestaat;
- de verwisseling van partijen onmogelijk is.

De oogst, het vervoer van bruto-zaaizaden, de inontvangstname, het stockeren, het dorsen, het drogen en het voorreinigen gebeuren onder de verantwoordelijkheid van de inschrijvingsnemer.

Voor vlas moet de oogst uiterlijk 31 augustus plaatsvinden en duidelijk geïdentificeerd worden op de plaats van inontvangstname (stockering) d.m.v. etiketten opgemaakt door de stockeerder. De percelen die niet in ontvangst genomen worden op die datum worden beschouwd als geweigerd.

Bovenbedoelde datum kan door de Dienst gewijzigd worden naar gelang van de weersomstandigheden van het jaar.

Elke aanvoer of afvoer van bruto-zaaizaden naar of uit de stockageplaats wordt door de inontvangstnemer die door de inschrijvingsnemer aangewezen wordt genoteerd op een steekkaart waarvan het model door de Dienst wordt vastgelegd. Deze steekkaart moet bewaard worden daar waar de zaden zich bevinden en ter beschikking gesteld worden van de Dienst.

De Dienst kan een vlasrepelproef instellen (steekproefsgewijs) bij een repelaar-stockeerder. Die proef heeft tot doel het brutogewicht aan zaad vast te stellen dat uit een partij kan worden verkregen. In geval van abnormaal hoge gewichten die te wijten zijn aan ongeoorloofde bijmengingen, wordt de erkenning van de betrokken repelaar-stockeerder ingetrokken.

De bruto-zaaizaden afkomstig van teelten gelegen in een ander EG-land of een land met een gelijkstellingsstelsel en waarvan de veldkeuring door de buitenlandse keuringsdienst is verricht, dienen vergezeld te zijn van het document voor het transport van niet definitief goedgekeurd zaad (internationaal geleidebiljet) afgeleverd door de instantie bevoegd voor de zaadcertificering van het betrokken land.

Wanneer bruto-zaaizaden vervoerd worden naar een ander EG-lidstaat moet de tussenkomst van de Dienst gevraagd worden. De officiële keurmeester zal een internationale vervoermachtiging afleveren, een monster nemen, het grijze etiket voor niet definitief goedgekeurd zaad aanbrengen en de waar verzegelen.

De inschrijvingsnemers zorgen ervoor dat kopieën van de veldkeuringsverslagen alsmede de gebeurlijke aanvullende brieven ter beschikking van de Dienst worden gehouden op de plaatsen van inontvangstname en stockage. Hetzelfde geldt voor de officiële geleidedocumenten en de officiële grijze etiketten voor niet definitief gecertificeerd zaad of de O.E.S.O.-etiketten waardoor het binnengebracht en ingevoerd bruto-zaaizaad is gedekt.

### **5.2. Menging van bruto-zaadpartijen**

De menging van bruto-zaaizaden van prebasis- en basiszaad, behalve basiszaad E3, is niet toegelaten.

Bruto-zaaizaden van andere categorieën en klassen mogen gemengd worden indien :

- het zaden zijn van hetzelfde ras;
- het zaden zijn van dezelfde klasse, hetzij basiszaad E3, hetzij gecertificeerd zaad. In andere gevallen wordt de laagste klasse van de gemengde componenten toegekend aan het mengsel;
- er geen beperkende maatregelen werden genomen tijdens de veldkeuring.

De intentie tot menging moet aan de Dienst bekendgemaakt worden alvorens gestart wordt met het bereiden van de mengpartij. Gemengde partijen dienen homogeen gemaakt te worden.

Voor iedere mengpartij wordt door de handelaar-bereider of door de stockeerder die optreedt voor de rekening van de handelaar-bereider een verslag van samenstelling opgemaakt overeenkomstig de instructies van de Dienst.

### **5.3. Bereiding**

Enkel bruto-zaden in ontvangst genomen overeenkomstig de hierboven vermelde voorwaarden komen in aanmerking voor officiële goedkeuring.

Zij worden bereid onder een partijnummer, hetzij het productienummer voor de niet gemengde partijen, hetzij een referentienummer voor de gemengde partijen.

In geval van scheikundige behandeling moeten alle zaden duidelijk zichtbaar gekleurd zijn.

### **5.4. Terugtrekking**

De terugtrekking uit de keuring van niet gecertificeerde (bruto of getrieërde) zaaizaden moet voorafgaandelijk en schriftelijk aan de Dienst gemeld worden met vermelding van de bestemming

## **6. Officiële certificering**

### **6.1. Rangschikking en etikettering**

De handelaar-bereider, zelf inschrijvingsnemer of optredend voor de rekening van de inschrijvingsnemer, mag slechts zaaizaden ter certificering aanbieden die afkomstig zijn van teelten die met succes de voorgeschreven controles hebben ondergaan en die beantwoorden aan de vastgestelde normen voor de soort, het ras, de categorie en klasse waarin deze zaaizaden moeten worden gecertificeerd.

De voorlopige rangschikking van een partij zaaizaad gebeurt op basis van de genealogische afstamming, de rangschikking van de teelt waarvan de partij afkomstig is en gebeurlijk de wens van de kweker, de instandhouder of hun mandataris.

Van de partijen zaaizaden aangeboden ter certificering worden monsters genomen teneinde door ontleding na te gaan of ze aan de normen beantwoorden. De officiële certificering en de definitieve rangschikking van de partij gebeuren op basis van de uitslagen afgeleverd door het laboratorium.

De officiële etiketten worden door de Dienst afgeleverd. De Dienst levert slechts etiketten af als hij in het bezit is van gunstige ontledingsuitslagen. In afwijking hiervan kunnen de etiketten voorlopig afgeleverd en aangehecht worden aan de verpakking tijdens de bemonstering op voorwaarde dat de handelaar-bereider er zich toe verbindt de partij niet te laten vertrekken vooraleer een gunstige ontledingsuitslag ontvangen te hebben.

### **6.2. Officiële sluiting**

#### **6.2.1. Algemeenheden**

De verpakkingen worden verzegeld. Deze verzegeling is evenwel niet noodzakelijk in de hieronder opgesomde gevallen en onder de volgende voorwaarden :

- bij gebruik van klepzakken : het kleefdocument mag op de zijkant van de zak aangebracht worden;
- zakken met genaaide sluiting : indien het al dan niet zelfklevend scheurvrij document dat geen enkele voorafgaandelijke perforatie vertoont in de lengte wordt vastgehouden in de sluitingsnaad van de verpakking. Elk etiket dat sporen vertoont van meer dan één sluitingsnaad beantwoordt niet aan de reglementering;
- de sluiting van zakken van een niet geweven stof die met een naad wordt gesloten, op voorwaarde dat op ten minste één kant van de opening een onuitwisbare opdruk voorkomt met een schaal van nummers beginnende met het nummer 1 aan de bovenkant, of een soortgelijke opdruk (letters, tekening), die dient om aan te tonen dat de zakken nog hun oorspronkelijke afmetingen hebben.

#### **6.2.2. Stockage van goedgekeurd zaaizaad in niet definitieve verpakkingen**

Partijen zaaizaad waarvan een gunstige uitslag bekend is en die niet definitief verpakt zijn, worden als definitief goedgekeurd beschouwd indien ze onder toezicht van de Dienst gestockeerd worden. Iedere behandeling van deze partijen en officiële sluiting ervan dient te gebeuren onder toezicht van een officiële keurmeester.

#### **6.2.3. Los vervoer van goedgekeurd zaaizaad**

Het los vervoer van goedgekeurd zaad van de ene handelaar-bereider naar de andere is toegelaten onder de volgende voorwaarden :

- de Dienst wordt voorafgaandelijk van het voorgenomen los vervoer verwittigd;
- de vrachtwagen of de bakken worden volledig gesloten en verzegeld;
- de etiketten worden op de vrachtwagen of de bakken aangebracht en er wordt een vervoermachtiging opgesteld.

### **6.3. Geweigerde partijen**

Voor een partij die omwille van een ongunstige uitslag niet goedgekeurd wordt, moeten de eventueel voorlopig afgeleverde etiketten teruggegeven worden aan de Dienst. De geweigerde partij moet binnen negentig dagen uit de magazijnen van de handelaar-bereider verwijderd worden en de bestemming ervan moet meegedeeld worden aan de Dienst. Op de termijn van 90 dagen kan de Dienst een afwijking toestaan op gerechtvaardigde aanvraag.

Bij betwisting van de uitslag van het monster kan de handelaar-bereider binnen de vijf werkdagen ofwel een nieuwe officiële ontleding van hetzelfde monster door een officieel laboratorium aanvragen, ofwel een nieuwe officiële bemonstering door een officiële monsternemer laten uitvoeren en ontleding aanvragen. Indien een nieuwe officiële ontleding van hetzelfde monster aangevraagd wordt kan het laboratorium een andere analysemethodiek toepassen. Indien een nieuwe officiële bemonstering aangevraagd wordt, gebeurt de ontleding op dezelfde wijze als de eerste. dit laatste geval wordt de uitslag van de tweede ontleding behouden voor zover deze binnen de door I.S.T.A. vastgestelde toegelaten statistische speling valt. Bij een nieuwe ontleding kan deze beperkt blijven tot het kenmerk dat aan de basis lag van de ongunstige uitslag voor zover er geen interactie mogelijk is met de andere kenmerken.

Indien de handelaar-bereider, na toelating door de Dienst, de partij herbewerkt hetzij door hertriage, hetzij door homogene menging met een partij van hetzelfde ras en dezelfde klasse, is goedkeuring pas mogelijk nadat een gunstige uitslag van de herbewerkte partij afgeleverd is. In het geval dat de menging gebeurt met een partij van hetzelfde ras maar van een andere klasse wordt de laagste klasse van de gemengde componenten toegekend.

#### 7. Bewerkingen op officieel goedgekeurd zaaizaad

##### 7.1. Splitsen en herverpakken

Elke splitsing of/en herverpakking van officieel gecertificeerde zaadpartijen gebeurt op aanvraag bij een handelaar-bereider onder toezicht van een officiële keurmeester.

Gesplitste of herverpakte partijen worden van nieuwe etiketten voorzien waarop dezelfde aanduidingen voorkomen als op de oorspronkelijke etiketten, aangevuld met :

- de datum van de nieuwe sluiting;
- de instantie bevoegd voor zaadcertificering die de voorgaande sluiting heeft verricht.

##### 7.2. Mengen van partijen

Officieel goedgekeurde partijen mogen door de daartoe erkende operatoren (al naargelang het geval, handelaars-bereiders of bereiders van mengsels) gemengd worden onder toezicht van de Dienst. Bij de aanvraag dient de aard en de omvang van de te mengen partijen vermeld te worden en een samenstellingverslag moet opgesteld worden. De gemengde partij moet homogeen zijn.

Partijen van dezelfde soort en ras mogen gemengd worden door handelaars-bereiders; de gemengde partij krijgt de laagste klasse van de ingemengde partijen toegekend. Indien geen nieuwe ontleding uitgevoerd wordt, wordt op het etiket supplementair vermeld :

- de datum van sluiting van de partij die het eerst werd goedgekeurd;
- de instantie bevoegd voor zaadcertificering die deze sluiting heeft verricht.

##### 7.3. Hercertificeren

Op grond van gunstige resultaten bekomen door officiële analyse van een officieel monster betreffende die kenmerken welke in de tijd evolueren is hercertificering van een zaadpartij mogelijk. De Dienst kan op eigen initiatief nagaan of de overige kenmerken conform gebleven zijn. Indien de partij niet meer aan de normen voldoet kan ze herbewerkt worden zoals voorzien in 6.3. Bij betwisting van de uitslag geldt hetzelfde als vermeld in 6.3.

##### 7.4. Verdelen in kleine verpakkingen

###### 7.4.1. Definitie

Kleine verpakkingen zijn verpakkingen « gecertificeerd zaad » van *Brassica rapa* en *Sinapis alba* met een netto maximumgewicht van 500 g of maximum 100 000 zaadkorrels.

###### 7.4.2. Modaliteiten

Het overbrengen in kleine verpakkingen mag slechts uitgevoerd worden door verdelers van zaaizaad in kleine verpakkingen.

Slechts zaden van de klasse « gecertificeerd zaad », opgeborgen in verpakkingen voorzien van officiële etiketten, mogen in kleine verpakkingen ondergebracht worden.

Het onderbrengen in nieuwe kleine verpakkingen van zaden verpakt in een andere kleine verpakking al dan niet gedekt door een officieel etiket met een volgnummer (keuringslabel), is niet toegelaten tenzij met het voorafgaand akkoord van de Dienst.

Deze bewerking dient te geschieden onder het toezicht van de Dienst.

###### a) Bemonstering

Het monster dat uit iedere te splitsen partij genomen moet worden, heeft een minimum gewicht van 100 g (naakt zaad, voor omhuld zaad wordt het gewicht in verhouding verhoogd).

###### b) Boekhouding

Een boekhouding dient bijgehouden te worden en moet aan de Dienst kunnen voorgelegd worden op aanvraag.

De boekhouding dient de volgende gegevens te bevatten :

De inkomende verpakkingen (te splitsen) :

- datum;
- soort en ras;
- referentienummer van de partij;
- monsternummer;
- opgegeven nettogewicht en opgegeven aantal zuivere zaden;
- nummers van de etiketten die de te splitsen verpakkingen dekken; deze etiketten moeten gedurende twee jaar, te rekenen van de datum van de splitsing, ter beschikking van de Dienst gesteld worden;
- categorie van het zaad.

De uitgaande kleine verpakkingen (te verhandelen)

- datum;
- per gewichtscategorie, het aantal kleine verpakkingen;
- totale hoeveelheid;
- door de Dienst toegekende volgnummers van de keuringsetiketten.

###### c) Sluiting en etikettering van de kleine verpakkingen

De kleine verpakkingen dienen zodanig gesloten te worden, dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of de aanduiding of de verpakking sporen van manipulatie vertoont.

Ze zijn voorzien van een etiket van de leverancier dat de volgende gegevens moet vermelden :

- « België »;
- « Kleine verpakkingen »;
- naam en adres of erkenningsnummer van de leverancier;
- datum van de laatste controle van het kiemvermogen;
- soort, ten minste vermeld in Latijns schrift;
- ras, ten minste vermeld in Latijns schrift;
- categorie : « Gecertificeerd zaad »; - aangegeven netto- of brutogewicht; - wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhulsels of andere vaste toevoegingsmiddelen worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel en de approximatieve verhouding tussen het gewicht van de kluwens of zuiver zaad en het totaalgewicht.

Dit etiket is niet nodig wanneer de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht.

Kleine verpakkingen dienen bovendien voorzien te zijn van een officieel etiket met een volgnummer (keuringslabel) van de Dienst, aangebracht door de verantwoordelijke leverancier.

De volgende vermeldingen dienen op het keuringslabel voor te komen :

- een officieel volgnummer;
- « België »;
- « Naam de Officiële keuringsdienst »;
- « Gecertificeerd zaad ».

De kleur van het zegel is blauw.

#### **7.5. Chemische behandeling op verzoek van de eindgebruiker**

Partijen welke officieel goedgekeurd en gesloten zijn, mogen na chemische behandeling opnieuw gesloten worden met hetzelfde etiket op voorwaarde dat :

— de in principe laatste afnemer (eindgebruiker) een schriftelijke opdracht tot chemische behandeling heeft gegeven; - een register van deze partijen bijgehouden wordt door de handelaar-bereider; - de handelaar-bereider een speciaal etiket van de leverancier toevoegt met vermelding van de aard van de chemische behandeling..

Partijen aldus behandeld kunnen niet meer in aanmerking komen voor een nieuwe certificeringactiviteit tenzij de chemische behandeling is gebeurd onder toezicht van de Dienst en een officieel monster werd genomen.

#### **7.6. Ontloden van officieel goedgekeurde partijen**

Handelaars-bereiders stellen de Dienst in kennis van het feit dat officieel goedgekeurde partijen niet meer zullen verhandeld worden als zaaizaad. De bestemming van de partijen moet opgegeven worden en de gebruikte etiketten moeten ter beschikking van de Dienst gesteld worden.

### **8. Binnenbrengen en invoer/uitvoer**

#### **8.1. Zaaizaad binnengebracht vanuit een E.U.-lidstaat**

##### **8.1.1. Bruto-zaaizaad of vegetatief vermeerderingsmateriaal**

Het binnenbrengen van bruto-zaaizaad met het oog op zijn bewerking in België is toegelaten mits de nodige garanties geleverd worden door de certificeringsdienst van het betrokken land. Het zaad wordt dan verder behandeld zoals beschreven in 5.

Voor teeltmateriaal van rassen die noch op de gemeenschappelijke rassenlijst noch op de nationale catalogus voorkomen dient het bewijs geleverd dat ze, naargelang van het geval, na vermeerdering of triage bestemd zijn voor uitvoer naar een derde land.

##### **8.1.2. Definitief goedgekeurd zaaizaad**

Controle bij het binnenbrengen is niet verplicht voor producten die in het vrije verkeer zijn in de E.G.

De verantwoordelijke voor het binnenbrengen van definitief goedgekeurd zaaizaad dient voor de 15e van de maand, volgend op het binnenbrengen van de producten, bij de Dienst hiervan een verklaring in te dienen. Deze verklaring bevat :

- naam en volledig adres van de verantwoordelijke voor het binnenbrengen van de producten;
- soort;
- ras, kloon of, voor mengsels van zaaizaad, de gebruiksdoeleinden;
- categorie en/of klasse;
- het partijnummer;
- binnengebrachte hoeveelheden (gewicht of aantal) in de loop van de voorgaande maand;
- officiële keuringsdienst;
- producerend land;
- land van verzending;
- in voorkomend geval, de melding dat de producten nog herverpakt of chemisch behandeld zullen worden;
- datum en handtekening van de verantwoordelijke voor het binnenbrengen van de producten.

#### **8.3. Controle van zaaizaad ingevoerd uit derde landen**

De Administratie van de Douane mag slechts zaaizaad van gereguleerde soorten toelaten indien deze voorzien zijn van een invoerdocument afgeleverd door de Dienst.

Indien de zaden afkomstig zijn van een derde land waarmee de E.U. een gelijkstellingsregeling heeft dient de gelijkstelling te worden bepaald.

Bij gebrek aan gelijkstelling wordt de invoer toegelaten indien de zaaizaden hetzij :

- behoren tot een ras dat deelneemt aan de officiële proeven met het oog op inschrijving op de nationale catalogus en bestemd zijn om aan voornoemde officiële proeven deel te nemen;
- bestemd zijn voor veredelingsdoeleinden of wetenschappelijke doeleinden;
- bestemd zijn voor vermeerdering door de mandataris onder toezicht van de Dienst;
- bestemd zijn voor wederuitvoer naar derde landen.

In alle voornoemde gevallen dient het bewijs te worden geleverd en gevoegd te worden aan het invoerdocument.

Voor sommige soorten moeten de vermeerderingscontracten bedongen tussen een Belgisch bedrijf en een bedrijf in een derde land, op voorgeschreven data, voor registratie aan de Dienst voorgelegd worden. De Dienst geeft nadere aanwijzingen.

### **9. O.E.S.O.-certificering**

#### **9.1. Toepassingsgebied**

De rassen van onderstaande soortgroepen, voortgebracht volgens één van de O.E.S.O.- certificeringssystemen, kunnen volgens de geldende regels van het desbetreffende systeem gecertificeerd worden. Op aanvraag wordt een O.E.S.O.-certificaat door de Dienst afgeleverd.

#### **9.2. Documenten**

##### **9.2.1. Rassen die voorkomen op de O.E.S.O.-rassenlijst en, hetzij op de gemeenschappelijke rassenlijst, hetzij in de nationale rassencatalogus**

Voor uitvoer naar derde landen en op aanvraag kunnen de documenten, voorzien door het O.E.S.O.-certificeringssysteem, de gewone keuringsdocumenten die het in België voortgebracht zaaizaad dekken, vervangen.

##### **9.2.2. Rassen die uitsluitend op de O.E.S.O.-rassenlijst voorkomen**

De zaadpartijen van deze rassen die voortkomen van teelten in België aangelegd en aanvaard tijdens de veldkeuring mogen voorzien worden van de documenten voorgeschreven door het O.E.S.O.-certificeringssysteem op voorwaarde dat de zaden beantwoorden aan de regels van dat systeem.

Deze partijen zijn uitsluitend bestemd voor uitvoer.

**9.3. Nieuwe sluiting**

De eigenaar van een zaadpartij die onder dekking van O.E.S.O.-documenten werd ingevoerd, mag aan de Dienst vragen nieuwe O.E.S.O.-documenten aan te brengen, mits het voorafgaandelijk akkoord van de bevoegde overheid, waarvan de naam en het adres op het etiket voorkomen.

De Dienst geeft nadere instructies aangaande de uitvoering hiervan.

**9.4. Monsters**

Uit elke gecertificeerde of opnieuw gecertificeerde partij wordt een officieel monster genomen bestemd voor het controleveld.

**10. Keuring van zaizaden bestemd voor uitvoer**

De productie van zaad bestemd voor derde landen wordt uitgevoerd overeenkomstig onderhavig reglement.

Niettemin kan, op aanvraag van de uitvoerder, de keuring gebeuren volgens andere criteria ten einde tegemoet te komen aan de overeengekomen handelsverplichtingen of nog om in overeenstemming te zijn met de reglementering die in het invoerend land van kracht is.

In deze gevallen worden bijzondere documenten gebruikt.

**11. Controleveld**

Controlevelen worden aangelegd met :

(1) de monsters die de kwekers, de instandhouders of hun mandatarissen moeten leveren; (2) de monsters die tijdens de verschillende stadia van de keuring werden genomen; (3) de monsters die door de handelaar-bereider ter beschikking van de Dienst moeten gesteld worden.

Op grond van de vaststellingen op het controleveld kan het resultaat van de veldkeuring herzien worden zonder evenwel gunstiger te kunnen zijn.

Indien het percentage onzuiverheden vastgesteld op de monsters, genomen voor controle achteraf, de normen overtreft, moeten de partijen aan de handel worden onttrokken.

Voor vlas worden de monsters in minimum twee herhalingen gezaaid. Voor de monsters die afkomstig zijn van de moederpartijen zijn het aantal te onderzoeken planten en de toleranties vermeld in tabel 3.

Tabel 3

Te produceren categorie en klasse	Aantal planten per perceel	Andere bloeikleur (a) (b)	Andere kenmerken (c) (d)	
			Aantal planten	Tolerantie
Prebasiszaad	15 000	6	3 000	9
Basiszaad E2	12 000	5	2 000	6
Basiszaad E3	9 000	4	1 000	3
Gecertificeerd zaad :				
1ste vermeerdering (R1)	6 000	20	200	4
2de vermeerdering (R2)	3 000	10	200	5
2de vermeerdering (R3) (e)	1 500	5	100	2,5

(a). Gemiddelde van de herhalingen.

(b). De tolerantie kan aangepast worden in functie van het aantal planten per perceel.

(c). Onder " andere kenmerken " wordt verstaan :

— de stippeling van kelkbladeren;

— de beharing van de valse tussenschotten van de zaaddoosjes;

— de kenmerken die de Dienst bepaalt op grond van de specifieke raskenmerken.

(d). Als het aantal afwijkende planten bij het onderzoek hoger is dan de tolerantie, maar minder dan het dubbele ervan, wordt een bijkomend onderzoek uitgevoerd van hetzelfde aantal planten. De overeenkomstige teelten worden geweigerd als de som van de afwijkende planten van de twee tellingen hoger is dan het dubbele van de tolerantie.

(e). Steekproefgewijze controle.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO